Prévisions à l'exportation

Printemps 2012

Canada

EDC

Un monde d'opportunités à saisir

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Services économiques d'EDC

Peter Hall, vice-président et économiste en chef
Tina Drew, administratrice

Centre de renseignements économiques et politiques

Stuart Bergman
John Bitzan
Jérôme Bourque
Hendrik Brakel
Susanna Campagna
Catherine Couture
Nadia Frazzoni
Andrea Gardella
Barbara Grinfeld
Veronica Lares
Todd MacDonald
Indika Joy Rankothge
Aimee Rae
Jorge Andres Rave
Richard Schuster
Geoff Stone
Ian Tobman
Peter Whelan

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Table des matières

1.0 Sommaire 4
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable 8
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire 10
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment 12
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident 14
2.0 Prévisions par pays 16
2.1 Brésil 17
2.2 Canada 18
2.3 Chine 19
2.4 Zone euro 20
2.5 Japon 21
2.6 Inde 22
2.7 Mexique 23
2.8 Fédération de Russie 24
2.9 Afrique du Sud 25
2.10 États-Unis 26
3.0 Prévisions sectorielles 27
3.1 Énergie 29
3.2 Minerais et métaux 30
3.3 Produits agroalimentaires 31
3.4 Engrais 32
3.5 Produits forestiers 33
3.6 Produits de l'automobile 34
3.7 Machinerie et équipement 35
3.8 Technologies de pointe 36
3.9 Aéronautique 37
3.10 Produits chimiques et plastiques 38
3.11 Biens de consommation 39
3.12 Services 40

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

4.0 Prévisions provinciales 41
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador 44
4.2 Île-du-Prince-Édouard 45
4.3 Nouvelle-Écosse 46
4.4 Nouveau-Brunswick 47
4.5 Québec 48
4.6 Ontario 49
4.7 Manitoba 50
4.8 Saskatchewan 51
4.9 Alberta 52
4.10 Colombie-Britannique 53
5.0 Annexes 54
5.1 Antécédents et position d'EDC 55
5.2 Risques de non-paiement 76

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

1.0 Sommaire

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Larguer les amarres?

Vers quels cieux se dirige l'économie mondiale? Si faire des prévisions n'est pas une mince affaire, depuis quatre ans, l'exercice est franchement devenu périlleux. Les experts peuvent évaluer le contexte et définir au mieux les tendances à venir, mais ils ont besoin d'une bonne dose de *ceteris paribus* – de conditions qui, malgré leur singularité, respectent les règles des modèles économiques. Or, depuis un certain temps déjà, le contexte est à des lieues de cette normalité. De plus, une liste grandissante d'événements sans précédent à notre époque – voire depuis que le monde est monde – complique la tâche des prévisionnistes et met à l'épreuve la crédibilité même de la profession.

Des événements sans précédent

Le dernier cycle de la croissance mondiale s'est étendu sur environ 16 ans – le double de la durée habituelle –, soit une éternité qui nous a presque convaincus du caractère révolu des récessions. Puis, du jour au lendemain, la grande récession de 2007, la pire en 60 ans, a remplacé l'assurance tranquille par la panique, obligeant les dirigeants de la planète à se lancer dans une quête frénétique de solutions. L'intervention des gouvernements a été impressionnante par son ampleur et sa rapidité – et sans doute sans égal dans l'histoire de l'humanité. Les mesures prises ne sont cependant parvenues qu'à créer l'illusion de la reprise, car six mois plus tard leur effet s'était émoussé si bien que la croissance s'amuse depuis à faire les montagnes russes.

Des risques multiples

La présence de nombreux risques n'arrange pas les choses. L'évitement de justesse de l'effondrement du secteur financier et l'explosion des dépenses budgétaires ont gonflé la dette des économies de l'OCDE à des sommets inimaginables. Les maillons les plus faibles – surtout les pays du Sud de l'Europe – menacent maintenant de plomber la dynamique de l'économie mondiale. Voilà une terrible perspective pour le système financier occidental, déjà affaibli avant les prémices de la récession. Advenant une dégradation sur l'un de ces deux fronts, les gouvernements disposeraient de peu de ressources pour relancer la croissance. La flambée des cours pétroliers, cette fois alimentée par l'attitude hostile de l'Iran, vient s'ajouter à la liste des difficultés. Le ralentissement des marchés émergents ne fait que perpétuer une impression de malaise exceptionnellement répandue et persistante.

Une performance déprimante

La conjoncture est plus éprouvante pour certaines économies. Croulant sous le fardeau de ses pays les plus endettés, l'Europe a réagi par une austérité immédiate. Il reste à voir si cette réaction finira par inspirer la confiance et restaurer l'activité économique. De vastes compressions dans une économie déséquilibrée peuvent facilement accélérer la spirale descendante. Malgré l'entrée en vigueur des mesures, l'issue sera presque inévitablement une récession à double creux de portée paneuropéenne. Les efforts déployés à ce jour pour contenir le problème dans les nations périphériques ont le mérite d'avoir réduit l'incidence mondiale de la débâcle en Europe.

Les malheurs des économies occidentales ont fait tourner les regards vers les marchés émergents, considérés comme la panacée à tous les maux, mais cet espoir a été de courte durée. Les puissants pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont tous goûté au recul de l'activité économique au cours des six derniers mois. En l'absence d'une solide croissance dans les pays de l'OCDE, la Chine a résolument misé sur les programmes publics de relance, et le resserrement récent des politiques a freiné la croissance. Des problèmes de capacité internes expliquent le repli en Inde et au Brésil. Quant à la Russie, ses liens étroits avec l'Europe assombrissent ses perspectives de croissance.

Une « nouvelle normalité »?

Une autre vague de ralentissement a laissé la planète désabusée. Bon nombre d'acteurs économiques ont le sentiment que le capitalisme n'a pas tenu ses promesses, que les politiques publiques n'ont pas abouti aux résultats escomptés et que les champions de la croissance sur les marchés émergents ont trébuché au mauvais moment. Découragés, ils se sont résignés à un scénario de lente croissance, de plus en plus qualifié de « nouvelle normalité ». Ce changement d'attitude peut être dangereux. Après tout, un bouleversement semblable des perceptions avait prolongé la Grande Crise. La croissance léthargique est-elle vraiment ce qu'on peut espérer de mieux à court terme?

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Heureusement, toute la planète ne modère pas l'allure. Le Japon se remet des ravages de l'an dernier. En toile de fond, le redressement des volumes d'activité et la reconstruction stimuleront la croissance. Pourtant, la poussée sera passagère, le véritable élan devant venir d'ailleurs. L'économie américaine sera-t-elle à la hauteur de la tâche? Malgré l'avis populaire, il semble bien que oui, jusqu'ici du moins, pour des motifs bien précis. Tout d'abord, la croissance américaine actuelle est généralisée : elle touche (de manière durable cette fois) les dépenses de consommation, le marché du logement mal en point et la production industrielle tout en étant portée par l'expansion rapide des exportations. Puis, elle n'est pas le fruit de nouvelles mesures de relance énergiques. Ensuite, la croissance s'accélère malgré le pessimisme persistant. Enfin, l'économie américaine avance malgré la modération dans le reste du monde. Une impulsion aussi dynamique, contre toute attente, paraît indiquer que l'économie américaine – réduite pendant longtemps à des niveaux d'activité inférieurs à la moyenne – a résorbé presque tous ses excès d'avant la récession et qu'elle retrouve ses niveaux habituels – ceux de « l'ancienne normalité », à vrai dire.

Cet élan durera-t-il? La question est sur toutes les lèvres. L'économie mondiale ressemble à une montgolfière gonflée à bloc et prête à s'envoler, mais toujours retenue au sol par de solides amarres. Si les amarres ne sont pas larguées avant que le carburant ne se consume, le vol sera de courte durée. Mais il semble bien que le combustible ne manque pas : malgré la croissance récente, l'économie américaine tourne encore bien en deçà de ses capacités et recèle un immense potentiel immédiat. Cette impression est confirmée par les signes de plus en plus évidents d'une demande comprimée dans des secteurs névralgiques. Il faudrait donc une catastrophe pour provoquer une volte face aux États Unis.

Un prof l de croissance contrasté

Les prévisions mondiales semblent ternes, mais on aurait tort de se fier aux apparences. Si la zone euro se contracte de 0,3 %, les États-Unis avanceront de 2,6 % cette année. Comme la reprise s'installera, l'économie américaine devrait progresser de 3 % l'an prochain, même si la contraction budgétaire retranche plus de 1 % à la croissance du PIB – ce qui suppose manifestement une croissance fondamentale nettement plus vigoureuse que celle évoquée par les statistiques faisant les manchettes. L'Europe tirera parti de cet essor, mais le maintien de l'austérité limitera la croissance à 0,7 %. Par ailleurs, sur les marchés émergents, la croissance collective glissera à 5,1 % cette année, avant de remonter à 5,7 % en 2013.

Beaucoup s'attendent à ce que la reprise soit synonyme de hausse des cours des produits de base. Le ralentissement économique a fait bondir les stocks des produits de base, mais étonnamment, les prix ne se sont pas tassés pendant longtemps. Les programmes de relance ont créé une fausse reprise qui a fait remonter les prix. Les injections massives de liquidités – des fonds qui ont eu du mal à intégrer l'économie par les voies normales – sont restées bloquées dans divers investissements. Selon toute probabilité, c'est ce qui soutient les cours actuels des produits de base et, si cette hypothèse est exacte, les prix se corrigeront lorsque les flux des liquidités reviendront à la normale. À l'approche de 2013, les cours du pétrole et des métaux de base devraient se replier, ce qui donnera un autre coup de pouce à la reprise.

Le Canada davantage tributaire du commerce international

Les producteurs canadiens de produits de base pourraient regimber, mais les prix seront tout de même assez élevés pour assurer la viabilité de presque tous les projets. Les prix plus bas aideront d'autres exportateurs en affaiblissant le huard. L'économie en général en profitera, car elle comptera davantage sur le commerce extérieur dans les années qui viennent. L'économie intérieure du Canada – en particulier la consommation, le logement et le secteur public – a fait preuve d'une incroyable résistance lors de récession. Mais la dette élevée des ménages, le marché du logement survolté et le retrait des mesures de relance budgétaires laissent entrevoir une faiblesse intérieure à court terme.

Jusqu'ici, les perspectives sont bonnes pour le commerce international. L'élan des exportations est magnifique – les exportations de marchandises ont déjà augmenté de 5,3 % par rapport à l'an dernier, et toute nouvelle croissance cette année relèvera ce taux. L'élan américain laisse penser que les exportateurs canadiens de services, de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis peuvent effectivement s'attendre à une croissance plus vive. Les exportateurs profiteront également de la diversification accrue des ventes vers les marchés émergents en expansion rapide. Les exportations canadiennes devraient s'apprécier de 7,1 % cette année et de 7,3 % en 2013, après un bond de 10,8 % en 2011. Toutes les régions du Canada et la plupart des secteurs participeront à cette évolution positive.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Conclusion

La situation paraît peut-être décevante, mais derrière ce que beaucoup désignent comme la croissance de la « nouvelle normalité » se trouve une économie mondiale accélérant le pas, regorgeant de débouchés. Forte de cette dynamique sous-jacente, l'économie mondiale pourra larguer les amarres et amorcer une nouvelle phase de croissance, dont le Canada pourrait profiter pour plusieurs raisons. Notre principal défi pourrait bien être de trouver les moyens de saisir la croissance qui s'annonce dans le prochain cycle.

Tableau 1 : Prévisions de croissance du PIB mondial, par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie mondiale	Prévisions mondiales (croissance)		
	2010	2011	2012(p)	2013(p)
ALENA	22,1	2,0	2,6	3,0
É.-U.	18,4	1,8	2,6	3,0
Canada	1,7	2,3	2,0	2,2
Mexique	2,0	4,1	3,3	3,4
Europe occidentale	17,7	1,6	0,0	0,8
R.-U.	2,8	0,9	0,2	0,5
Zone euro	13,5	1,6	-0,3	0,7
Autres pays d'Europe occidentale (hors UEM et Scandinavie)	1,5	2,6	2,1	2,6
Japon	5,5	-0,9	1,7	1,6
Australie et Nouvelle-Zélande	1,3	1,8	3,1	3,2
Asie émergente	22,6	7,9	7,1	7,9
Chine, R. P. : continentale	12,8	9,2	7,7	8,7
Inde	5,1	7,4	7,3	7,9
ANASE-5	3,1	4,8	5,3	5,7
Autres pays d'Asie de l'Est et du Pacifique	0,5	6,4	6,2	6,6
Autres pays d'Asie du Sud	1,1	5,0	4,2	5,3
NEI asiatiques	3,7	3,9	3,8	4,4
Europe émergente et Asie centrale	7,5	4,2	3,4	3,9
Russie	2,8	4,1	3,7	3,9
Amérique latine (avec le Mexique)	8,1	4,4	3,7	3,9
Amérique du Sud	5,6	4,7	3,8	4,1
Argentine	0,8	8,9	3,8	3,4
Brésil	2,8	2,7	3,1	4,1
Amérique centrale et Antilles	0,6	3,3	4,0	4,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	**4,7**	**3,7**	**3,9**	**4,2**
Afrique subsaharienne	**2,0 4,9**		**4,9 5,2**	
Pays industrialisés	**48,3**	**1,6**	**1,5**	**2,1**
Pays en développement	**51,7**	**6,2**	**5,1**	**5,7**
Total mondial	**100,0**	**3,8**	**3,4**	**3,9**

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan. L'ANASE-5 regroupe la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et le Viêt Nam. *Nota* – L'historique de croissance du PIB est fondé sur la pondération de la parité des pouvoirs d'achat (PPA) du FMI.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région

Principaux marchés	G CAD	Part des exportations (%)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011 201	1 201	1	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	307,2	73,4	9,9	7,9	7,2
Europe occidentale	40,8	9,8	14,9	2,4	7,0
Japon, Océanie et Asie développée	22,8	5,4	24,4	8,1	8,2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	12,8	3,1	12,7	6,5	7,4
Europe émergente et Asie centrale	4,0	1,0	23,7	7,9	10,2
Afrique et Moyen-Orient	6,5	1,6	3,9	6,8	5,6
Asie émergente	24,5	5,9	24,0	12,9	16,6
Volume total des exportations	**418,8**	**100,0**	**11,9**	**7,6**	**7,8**
Total - Exportations vers les marchés émergents	**47,9**	**11,4**	**17,7**	**9,9**	**12,2**
Total - Exportations vers les pays industrialisés	**370,8**	**88,6**	**11,2**	**7,3**	**7,2**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable

L'Union européenne (UE) s'affaire toujours à colmater les brèches et elle prévoit une croissance anémique dans les mois qui viennent. De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis ont perdu leur note souveraine de première qualité et souffrent d'un taux de chômage avoisinant 9 %. Sur cette toile de fond, les perspectives des pays BRIC revêtent une importance nouvelle. Les statistiques révèlent en effet que ces puissances émergentes sont en perte de vitesse sous l'effet de facteurs extérieurs et intérieurs. Or, ce ralentissement a des conséquences notables à l'échelle mondiale. Dans le contexte actuel, les étoiles de la dernière décennie continueront-elles à briller ou perdront-elles de leur éclat?

La Chine ralentit la cadence en raison de la morosité du marché de la construction résidentielle et des inquiétudes quant à l'ampleur de la modération de la demande en Europe. Ces deux facteurs déterminants ramèneront la croissance de la Chine de 9,2 % l'an dernier à 7,7 % en 2012. D'après le FMI, une nouvelle dégradation de la zone euro, provoquée par un défaut souverain ou la débâcle d'une grande institution financière, ferait chuter la croissance à 4 % cette année – ce qui, dans le cas de la Chine, serait bien inférieur au taux d'avant la récession – et pourrait déclencher une récession mondiale. L'économie chinoise devrait toutefois contourner sans peine cet écueil : les nouveaux dirigeants n'ont pas été encore mis à l'épreuve et pourraient décider de recourir – et ils le feraient sans doute – à des mesures de relance afin d'éviter une croissance léthargique et l'agitation sociale qui l'accompagnerait.

La Russie a toutes les raisons d'être sensible à la vague de difficultés déferlant sur l'Europe. Comme près de la moitié de ses échanges commerciaux se fait avec la zone euro et 75 % de l'IDE à destination du marché russe provient des membres de l'UE, les Services économiques d'EDC ont abaissé leurs prévisions de croissance du pays à 3,7 % cette année. Même si la réélection de Vladimir Poutine a réduit l'incertitude politique à court terme, la capacité du nouveau président à contenir l'opposition intérieure par une forte hausse des dépenses sociales (totalisant 160 G USD) dépendra des fluctuations des cours de l'énergie et des produits de base. Parier sur un cours du pétrole planant à 120 USD le baril – scénario qui permettrait à la Russie d'équilibrer son budget – soulève déjà des doutes au sujet de la stabilité financière et économique du pays à moyen terme. La Russie compte parmi les nations pouvant lancer des programmes de relance à court terme afin de se tirer d'affaire advenant un brusque repli de la croissance.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Malgré une légère accélération de son économie au 4T2011, le Brésil a vu son PIB progresser d'à peine 2,7 % en glissement annuel, ce qui est bien loin du formidable taux de 7,5 % observé en 2010. Sur ce marché, les chocs externes sont moins problématiques, l'intensification des liens commerciaux avec la Chine aidant, car le total des échanges ne représente que 20 % du PIB. Les difficultés du Brésil se situent plutôt sur le marché intérieur. Le vigoureux resserrement des politiques a réussi – sans doute avec une efficacité excessive – à refroidir l'économie intérieure. Le gouvernement doit maintenant s'efforcer de faire redémarrer la consommation, principal moteur de la croissance, par d'importantes mesures issues de ses politiques budgétaire et monétaire. Il devrait parvenir ainsi à empêcher un ralentissement plus marqué, mais le Brésil affichera tout de même des résultats décevants de l'ordre de 3 % cette année.

Qu'en est-il de la prometteuse économie indienne? Le ralentissement de la croissance indienne tient davantage, comme au Brésil, à la dynamique intérieure. L'impasse politique à Delhi, grande entrave à l'essor économique, n'a rien de bien nouveau et ne fait que s'accentuer à la faveur des récents gains des partis régionaux. Les derniers scandales de la corruption et l'incapacité d'améliorer sensiblement l'environnement réglementaire et commercial gênent le pays dans sa tentative d'attirer des investissements étrangers. De plus, la crise européenne a compromis l'accès aux capitaux à long terme des institutions financières européennes, ce qui menace la mise en œuvre d'importants projets d'investissement. Pourtant, l'élan intérieur est suffisant pour éviter un atterrissage difficile. Il n'en demeure pas moins que si les progrès des réformes structurelles sont interrompus de manière durable en Inde, la coqueluche des pays BRIC pourrait y perdre un peu de son panache.

C'est là une quasi-certitude, tout ralentissement soudain de l'économie des pays BRIC serait synonyme de récession mondiale; or, ce scénario est improbable. Le recul graduel qui a suivi les mesures de relance limitera les dégâts. Le déclin de la performance réduira la pression sur les prix des produits de base, une conjoncture des prix qui aidera les États Unis et les autres marchés développés. À moyen terme, la contraction de l'activité donnera aussi aux pays BRIC la possibilité de repenser leurs politiques économiques afin de favoriser une croissance plus stable et plus durable.

Le vacillement temporaire des marchés émergents démontre que même si leur forte croissance de « rattrapage » dynamise la croissance mondiale, ces économies doivent se développer davantage avant de devenir des « locomotives » à part entière. Heureusement, ils ont assez de ressources pour continuer à avancer jusqu'à ce que démarrent les véritables moteurs de l'économie mondiale.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire

Les gouvernements de partout sur la planète se serrent la ceinture pour réduire leurs déficits, mais l'opération est délicate vu la vulnérabilité de l'économie mondiale. Selon le FMI, la rigueur dominera pendant encore deux autres années de rigueur, assainissement des finances publiques oblige. Si les compressions sont le mot d'ordre des instances publiques du monde entier, quels effets auront-elles sur l'économie mondiale?

D'après le FMI, la réponse varie selon qu'il est question des incidences à court ou à long terme. À long terme, la réduction de la dette accroîtra la production en abaissant les taux d'intérêt réels et en créant des solutions budgétaires pour réduire les impôts ayant un effet de distorsion. Mais les mêmes modèles indiquent aussi que des réductions égales à 1 % du PIB sont susceptibles d'avoir des conséquences éprouvantes à court terme, surtout en réduisant la production d'autant que 2 % et en faisant monter les taux de chômage de 0,3 % et plus. Heureusement pour l'économie mondiale, la consolidation financière et le freinage budgétaire qui en découlera se répercuteront très inégalement dans le monde.

Les dépenses publiques devraient faire reculer le PIB mondial de 0,9 % en 2012 et en 2013, ce qui pourrait peser fortement sur la croissance, mais ces réductions ne sont pas toutes d'ampleur égale. Sans surprise, les baisses les plus fortes se concentrent dans les pays développés, où les déficits devraient représenter 5,2 % du PIB cette année et 4,0 % en 2013. Aux prises avec de tels déficits, les économies avancées comprimeront leurs dépenses de 1,3 % du PIB en 2012 et de 1,2 % en 2013. Le grand champion de l'austérité budgétaire sera l'Union européenne (UE), dont les compressions devraient atteindre 1,0 % du PIB en 2012 et 0,8 % en 2013. Comme l'UE sera en récession cette année et présentera une faible croissance en 2013, ces compressions freineront encore plus les économies stagnantes de la région.

Contrastant fortement avec les économies avancées, les marchés émergents enregistreront des déficits qui représenteront à peine 1,7 % de leur PIB en 2012 et 1,4 % en 2013. Sur ces marchés, il y aura une modeste consolidation budgétaire et donc de faibles réductions des déficits, qui représenteront 0,1 % du PIB cette année et 0,4 % l'an prochain. Comme la croissance du PIB sera beaucoup plus rapide et qu'elle devrait atteindre 5,4 % en 2012 et 5,9 % en 2013, ce régime minceur ne sera pas trop douloureux.

Les économies émergentes ne seront pas touchées de la même façon par la consolidation budgétaire. Par exemple, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les dépenses publiques augmenteront de 1,4 % et il devrait y avoir des excédents budgétaires durant cette période, grâce aux cours du pétrole. À l'autre bout de la planète, l'Asie centrale et la Russie devraient continuer elles aussi à dépenser, et leurs déficits se creuseront pour représenter collectivement 0,6 % du PIB en 2012 et 0,2 % en 2013.

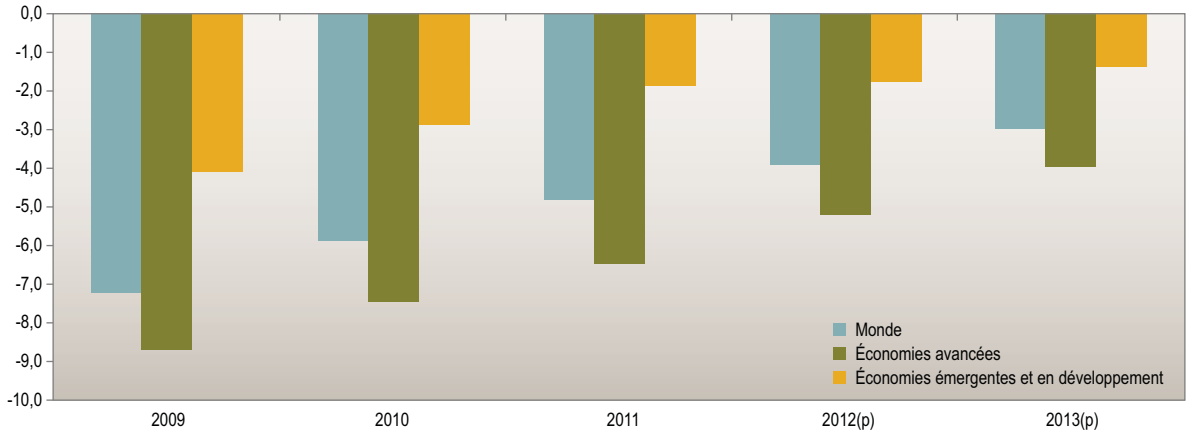
Cela ne veut pas dire que toutes les économies émergentes dépensent sans compter. En Amérique latine et dans les Antilles, les déficits diminueront et prendront 2,5 % au PIB cette année et 2,1 % l'an prochain. Les mesures d'austérité seront modestes, équivalant à 0,0 % du PIB en 2012 et 0,4 % en 2013. En Afrique subsaharienne, où les compressions pourraient atteindre 0,8 % du PIB en 2012 et 0,3 % en 2013, le PIB devrait avancer à un taux robuste de 5,5 % en 2012 et de 5,3 % en 2013.

Enfin, en Asie émergente, les déficits devraient absorber 2,3 % au PIB en 2012 et 1,8 % en 2013, tandis que les dépenses publiques diminueront et représenteront 0,6 % du PIB en 2012 et 0,5 % en 2013. La croissance du PIB étant projetée à 7,3 % en 2012 et 7,8 % en 2013, l'incidence semble négligeable. En outre, parce que les bilans des gouvernements sont très sains et la dette est peu élevée, des pays comme la Chine ont une marge de manœuvre pour mettre en place des programmes de relance en cas de ralentissement.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

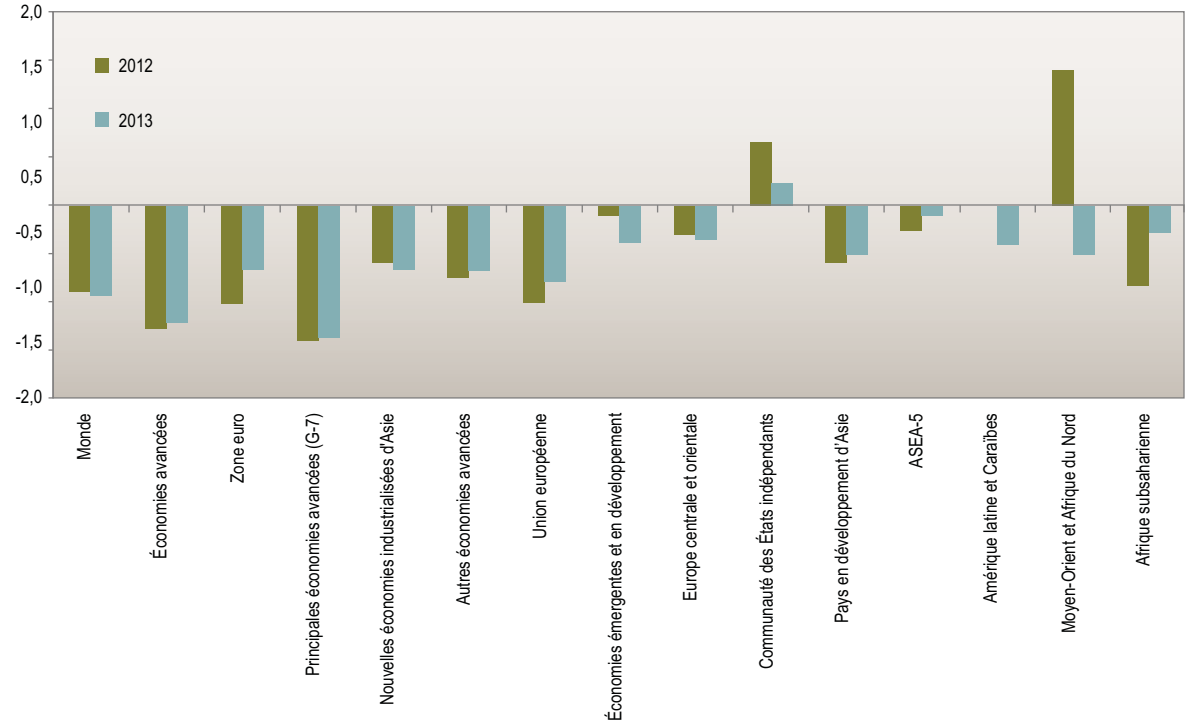
Quelques conclusions de cet aperçu des dépenses publiques sont évidentes : d'abord, il incombera au secteur privé de prendre la relève dans les économies avancées où le frein budgétaire se fera le plus sentir; puis, la croissance relativement robuste de la plupart des marchés émergents devrait se maintenir, offrant une source continue de débouchés pour les entreprises canadiennes; ensuite, la consolidation budgétaire devrait bien servir la plupart des régions à moyen et à long termes en réduisant les déséquilibres structurels et en instaurant un environnement économique permettant de stimuler la croissance. Dans l'ensemble, l'austérité commence déjà à moins peser sur l'économie mondiale, puisqu'elle a représenté 1,4 % du PIB mondial en 2010, mais seulement 0,9 % cette année; on peut espérer que cette tendance se poursuivra. Or, ces compressions arrivent à un moment délicat pour l'économie de la planète, surtout après les énergiques réductions des dépenses de l'an dernier. L'économie mondiale nagera à contre-courant de cette austérité, mais souhaitons qu'elle ait oublié l'inconfort immédiat lorsque l'équilibre reviendra à long terme.

Graphique 1 : Soldes budgétaires publics (% du PIB)



Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI

Graphique 2 : Variation des soldes budgétaires publics (en % du PIB)



Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI

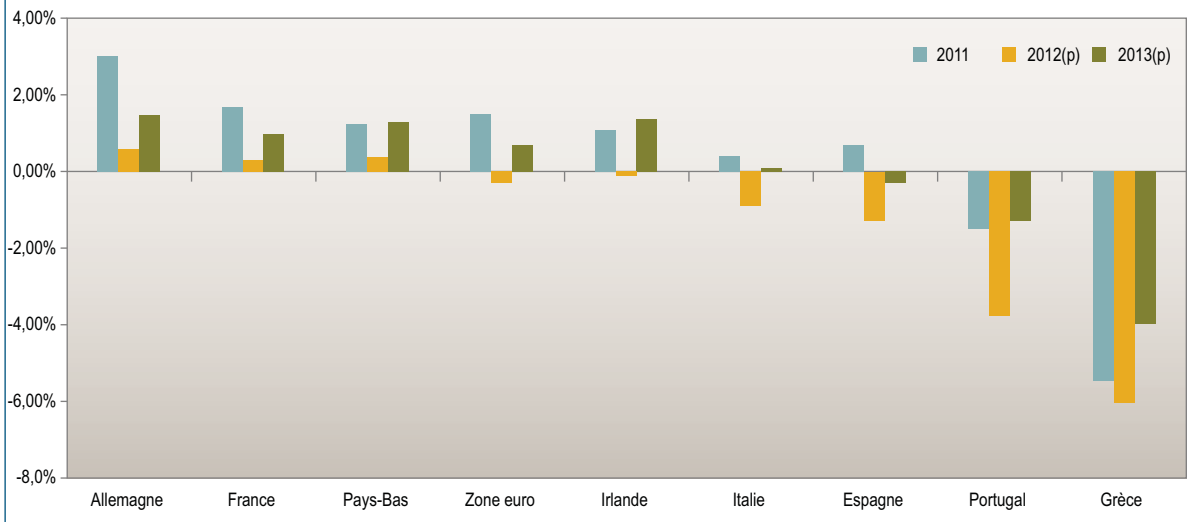
1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment

Après une année de crise et de calamités, la tempête semble passée en Europe, du moins pour le moment. Les marchés boursiers sont à la hausse, l'indice FTSE Eurofirst 300 atteint un sommet depuis juillet et, parallèlement, les rendements des obligations souveraines sont en net repli. Les marchés ont poussé un soupir de soulagement le 21 février, lorsque les ministres des Finances de la zone euro ont ratifié le second plan de sauvetage de 130 G EUR destiné à la Grèce. La Banque centrale européenne a aussi pris des mesures audacieuses en accordant à des centaines de banques, depuis décembre, des prêts à faible taux d'intérêt d'une valeur de plus de 1 B EUR sur trois ans.

Le risque de défaut désordonné a donc été pour l'heure écarté. Les banques européennes, même les plus à risque, disposent désormais d'abondantes liquidités, ce qui rend improbable une crise financière comme celle déclenchée par la faillite de la banque Lehman. D'ailleurs, de nombreuses banques ont utilisé ces liquidités supplémentaires pour acquérir des titres souverains, faisant ainsi redescendre les rendements sur les obligations d'État à des niveaux acceptables. Les rendements sur les obligations espagnoles et italiennes sont maintenant inférieurs à 5 %, loin des pics de 7,3 % pour l'Italie et de 6,7 % pour l'Espagne. Mais le problème est-il réglé ou simplement reporté?

Graphique 3 : Croissance du PIB réel (en %)



Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI

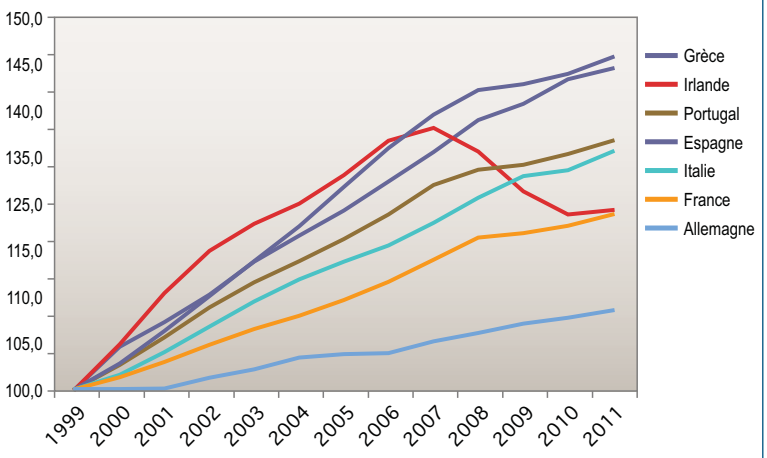
Pour le savoir, tournons-nous d'abord vers la Grèce, qui vient de se sortir de la plus importante restructuration de la dette de son histoire. La réduction de 70 % des obligations souveraines détenues par le secteur privé allégera la dette grecque d'environ 105 G EUR, mais celle-ci sera remplacée par de nouveaux prêts d'une valeur de 130 G EUR consentis selon les généreuses modalités du nouveau programme de sauvetage. Dans le scénario le plus optimiste, la dette publique atteindrait 120,5 % du PIB en 2020. Si les rigoureuses mesures d'austérité continuent de malmener l'économie grecque, cette dette pourrait dépasser 160 % du PIB en quelques années et sans doute nécessiter la mise en œuvre d'un autre programme de sauvetage – d'où le scepticisme extrême des marchés. La restructuration a ramené les rendements des obligations grecques à 10 ans de 40 % à 19 %, ce qui est une amélioration, mais dans les circonstances, cela représente une prime de risque élevée dans une forte probabilité d'un défaut futur. Dans ce cas, pourquoi tant de pessimisme?

Les antécédents européens en période d'austérité nous rappellent que la consolidation financière est une opération délicate pour les économies en expansion et qu'elle devient un tour de force pour les économies traversant un épisode de ralentissement. Résultat : plus les gouvernements diminuent les dépenses et haussent les impôts, plus ils pèsent sur une croissance déjà anémique. L'Europe se dirige vers une douloureuse récession en 2012, car la croissance est entrée en territoire négatif au 4T2011. Cette croissance demeurera sans doute nulle ou négative pendant la plus grande partie de l'année. Nous prévoyons donc une contraction du PIB de 0,3 % en 2012 dans la zone euro et une croissance de 0,7 % l'année prochaine. Mais ces taux masquent une divergence considérable entre la croissance stable ou légèrement positive dans le cœur de la région, et les très profondes récessions en périphérie.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Afin de retrouver la voie de la croissance, les pays de l'Europe périphérique doivent redevenir concurrentiels après avoir perdu du terrain pendant des années. Une décennie d'inflation élevée et de dépenses financées par le crédit a fait grimper les coûts des intrants et de la main-d'œuvre de 35 à 40 % dans l'Europe périphérique, contre 6 % en Allemagne. En raison de leur monnaie commune – l'euro – ces pays ne peuvent envisager de dévaluer leur monnaie. Deux autres choix s'offrent à eux. Le premier est la déflation interne : des années de chômage galopant peuvent éroder graduellement les salaires dans l'ensemble de l'économie et les ramener à des niveaux concurrentiels. Le second : un miracle de la productivité. Commeles miracles sont rares, il semble que l'Europe périphérique devra affronter une récession de quelques années.

Graphique 4 : Flambée des prix – Déf ateurs du PIB (1999)



Source : Haver Analytics, FMI/WED

Une autre leçon importante de la crise de 2008 est qu'une économie peut difficilement prendre de l'expansion quand le secteur financier est malade, puisque le crédit est la pierre angulaire de l'économie. Les banques européennes ont évité le pire grâce à la générosité de la BCE, qui a injecté des liquidités d'une valeur de 1 B USD, mais elles restent fragiles. Elles doivent composer avec des pertes sur la dette souveraine, une hausse des réserves pour les prêts douteux dans une économie en difficulté, de multiples révisions à la baisse des cotes des agences de notation, tout en portant à 9 % leur ratio de fonds propres de première catégorie d'ici juillet 2013. Cela veut dire accroître leur avoir propre, ce qui n'est pas une sinécure, même pour les banques les plus solides dans une conjoncture aussi difficile, ou alors réduire la taille de leurs actifs en limitant les nouveaux prêts ou en vendant des éléments d'actif. L'Europe souffre donc d'un étranglement du crédit dans la foulée du désendettement des banques. La dernière enquête sur les prêts des banques menée par la BCE montre un durcissement marqué des conditions du crédit bancaire.

Par conséquent, les pays de l'Europe périphérique doivent équilibrer leurs budgets et réoutiller de fond en comble leur économie pour devenir plus concurrentiels dans le contexte d'une grave récession et d'un étranglement du crédit. Les rigoureuses mesures d'austérité n'ayant pas porté leurs fruits jusqu'ici, il est difficile d'imaginer qu'elles seront efficaces en 2012. La Grèce reste donc fragile. Quant au Portugal, il sera incapable de revenir sur les marchés du crédit privé l'an prochain et il aura sans doute besoin d'un second plan de sauvetage.

Même si la BCE et l'UE peuvent relever les défis à court terme, l'évolution à moyen ou à long terme est peut-être le premier péril pour la viabilité de la zone euro, en particulier dans l'éventualité d'une dégradation de la situation en Italie ou en Espagne. Pourquoi? Parce que les primes de risque font partie de la nouvelle réalité en Europe et que les coûts élevés du service de la dette menaceront la solvabilité. Avec un ratio de la dette au PIB de 120 % et un coût des emprunts de 5 %, l'Italie doit maintenir un excédent primaire équivalant à plus de 6 % du PIB, ne serait-ce que pour maintenir le stock de la dette à un niveau stable. Si l'Italie devait sombrer dans une sévère récession, sa dette devait grimper en flèche et atteindre 130 % ou 140 % du PIB, et que les programmes d'austérité ne réussissaient pas à assainir le bilan, la zone euro se retrouverait dans une fâcheuse posture. Vu sa taille, l'économie italienne ne pourrait être simplement sauvée au moyen de transferts budgétaires : la BCE n'aurait d'autre choix que de faire tourner la planche à billets afin de financer une dette insoutenable, ce qui mènerait tout droit à l'inflation, un scénario inimaginable pour l'Allemagne.

Il faut féliciter les dirigeants européens et la BCE d'avoir pris les difficiles mesures qui ont permis à ce jour de contenir le problème de la dette souveraine aux pays périphériques – condition essentielle à la stabilité mondiale. Les mesures visant à infléchir les politiques seront sans nul doute encore destinées à limiter les dégâts, la contagion hors périphérie ayant des répercussions d'une portée beaucoup plus grave sur l'économie mondiale. Il faudra attendre des années avant la mise en œuvre de solutions plus globales, comme une intégration budgétaire accrue et l'émission d'euro-obligations. Les problèmes de la zone euro sont donc encore loin d'être résolus et la route promet d'être semée d'embûches.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident

Les soulèvements du « Printemps arabe » continueront de faire les manchettes en 2012 en raison de la poursuite des violences en Syrie et des transitions complexes en cours en Égypte, en Libye et en Tunisie. Mais cette année et l'an prochain, le Printemps arabe partagera l'avant-scène avec l'Iran, parce que la crise nucléaire entre ce pays et une coalition de pays occidentaux et de pays d'optique commune avance vers le point de rupture.

La confrontation entre l'Occident et l'Iran vient surtout de l'incapacité de l'Iran à dissiper les inquiétudes fondées de la communauté internationale quant à un possible volet militaire de son programme nucléaire. Le Canada, l'Union européenne, les É.-U. et d'autres pays d'optique commune craignent que l'enrichissement de l'uranium vers des niveaux de plus en plus élevés ne permette un jour à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

Les négociations avec l'Iran ont débuté en 2002, lorsque l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des Nations Unies a découvert plusieurs sites nucléaires non déclarés dont les activités paraissaient douteuses. Depuis, l'Occident s'est lancé dans de nombreuses initiatives diplomatiques et a imposé des sanctions pour tenter de forcer l'Iran à mettre fin à son programme d'enrichissement et à renoncer à la poursuite présumée de l'arme nucléaire.

La donne changera pourtant en 2012-2013, la patience de l'Occident et d'Israël à l'égard de l'Iran s'effritant de jour en jour. Après la publication du rapport de l'AIEA, qui s'inquiétait de l'expérimentation en Iran de technologies essentielles au développement de l'arme nucléaire, les É.-U., l'UE, le Canada et d'autres pays aux vues semblables ont adopté en novembre 2011 de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran d'une portée sans précédent. Pour sa part, Israël, qui considère le fait même que l'Iran se dote de l'arme nucléaire comme une menace même à son existence, semble à un cheveu de lancer une frappe militaire contre les installations iraniennes. De fait, le premier ministre d'Israël a déclaré en mars que son pays déterminera l'opportunité d'attaquer l'Iran d'ici un an, dans le cas où les sanctions et la diplomatie ne persuadent pas l'Iran de cesser d'enrichir l'uranium et de démanteler une installation souterraine secrète d'enrichissement de l'uranium. La hâte d'Israël rend compte de la conviction des dirigeants israéliens que les préparatifs défensifs de l'Iran seront trop avancés l'an prochain pour qu'un raid aérien israélien retarde considérablement le programme nucléaire iranien.

Les É.-U. ne partagent pas le même sentiment d'urgence, en partie parce que leurs moyens militaires et leur arsenal de bombes destructrices de bunker sont nettement plus importants que ceux d'Israël. Une attaque américaine contre l'Iran est donc moins probable au cours des deux prochaines années.

Néanmoins, l'inquiétude suscitée par un possible conflit israélo-iranien perturbant les exportations pétrolières dans le golfe Persique (où transite 20 % du pétrole mondial) a avivé les craintes mondiales d'une flambée des cours du pétrole cette année et l'an prochain. Quelle est la probabilité qu'Israël mette ses menaces à exécution? La décision d'attaquer l'Iran en 2012 ne serait certes pas prise à la légère. De fait, Israël évalue que l'Iran riposterait en exerçant des pressions sur le Hezbollah, son allié au Liban, pour qu'il lance des roquettes contre des villes israéliennes. Le gouvernement américain s'oppose aussi à une intervention militaire en 2012, parce que ses stratèges militaires estiment que l'Iran prendrait des mesures de représailles non seulement contre Israël, mais aussi contre les troupes américaines en Afghanistan et peut-être aussi dans le golfe Persique. Enfin, même efficace, un raid israélien aurait un impact limité. Les analystes pensent qu'un bombardement israélien ne retarderait le programme nucléaire iranien que de deux à quatre ans.

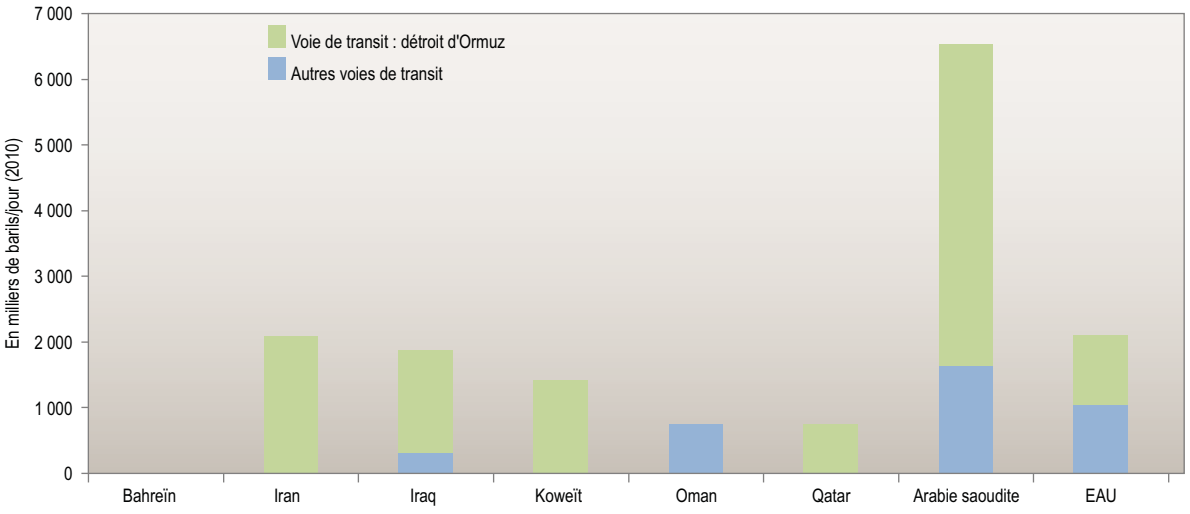
Tous ces facteurs suffisent probablement (mais pas certainement) pour dissuader Israël d'intervenir militairement en 2012 et pour donner une dernière chance aux sanctions économiques imposées récemment et aux efforts diplomatiques. Mais sans une percée diplomatique ou sans une modification des hypothèses israéliennes au sujet de la capacité nucléaire de l'Iran, une confrontation militaire entre Israël et l'Iran sera de plus en plus probable en 2013.

1.0 Sommaire
1.1 Atterrissage difficile pour les pays BRIC? Un scénario improbable
1.2 Un coup de frein synonyme de stagnation? L'économie mondiale à l'heure de l'austérité budgétaire
1.3 Répit dans la zone euro… pour le moment
1.4 L'Iran met à l'épreuve l'Occident
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Une attaque israélienne prendrait sans doute la forme de frappes aériennes ciblées contre les principaux sites d'enrichissement nucléaires iraniens. En plus d'une riposte contre Israël, l'Iran pourrait choisir de ralentir temporairement le transit des pétroliers dans le détroit d'Ormouz, afin de mobiliser l'opinion internationale contre Israël et de futures frappes. Le détroit est un étroit goulet d'étranglement par lequel doit passer presque tout le pétrole et le GNL produit dans les monarchies du golfe et en Iran en route vers les marchés mondiaux. Le ralentissement de la navigation dans le détroit ferait probablement monter temporairement les prix dans la fourchette des 125 à 150 USD le baril pour le West Texas Intermediate (WTI). Pourtant, les perturbations des exportations ne seraient probablement pas maintenues pendant plus d'un mois ou deux, étant donné que la marine américaine riposterait contre l'Iran, dont les pétroliers doivent aussi passer dans le détroit, afin de protéger l'approvisionnement pétrolier mondial. Des mesures extrêmes, comme la fermeture prolongée du détroit ou des attaques militaires contre les royaumes du golfe alliés des É.-U., seraient peu probables puisqu'elles priveraient l'Iran de tout appui international ou régional et déclencheraient à nouveau des mesures de représailles extrêmes.

La crainte d'un conflit militaire dans le golfe Persique ne s'estompera probablement pas au cours des deux prochaines années, à moins d'une percée des négociations entre l'Occident et l'Iran. Le facteur peur ajoutera une prime de risque aux cours du brut, mais le marché nord-américain restera bien approvisionné. Nous prévoyons que le cours du WTI se situera en moyenne à 100 USD le baril en 2012 et à un niveau légèrement en deçà de 95 USD le baril en 2013.

Graphique 5 : Exportations pétrolières du golfe et perturbations potentielles



Sources : FMI (PEM), IEA

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.0 Prévisions par pays

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.1 Brésil

Aperçu du pays : La présidente Dilma Rousseff a commencé son mandat le 1er janvier 2011. Elle est appuyée par une coalition de dix partis qui représente 70 % du Congrès. Pour progresser politiquement, il faut sans cesse négocier âprement, ce qui ralentit l'adoption de réformes fondamentales, comme les politiques fiscales, jugées largement nécessaires au maintien de la viabilité budgétaire et à l'accélération de la croissance à un rythme assurant le progrès continu du pays. Les Services économiques d'EDC prévoient le maintien du dynamisme de l'activité économique intérieure au cours des deux prochaines années grâce au principal moteur de la croissance du Brésil, à savoir les dépenses de consommation qui profitent en ce moment d'un repli historique du taux de chômage, de l'essor continu et robuste du crédit et des initiatives de lutte contre la pauvreté. Le PIB a progressé de 2,7 % en 2011 et devrait avancer d'environ 3 % en 2012 et de 4,1 % en 2013.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Le gouvernement a temporairement réduit à 2 % d'importantes taxes à l'importation sur 99 biens d'équipement et 6 produits de TI et de télécommunications, en vue d'augmenter les importations de biens qui ne sont pas produits localement mais qui sont indispensables à la fabrication de biens au pays. Grâce à des entrées massives de capitaux et à des interventions sur le marché des changes, les réserves en devises avoisinaient les 356 G USD en février, ce qui favorise un excellent ratio des liquidités. Le gouvernement a renforcé les politiques fiscales axées sur les entrées de capitaux afin de réduire les pressions sur la monnaie. Par conséquent, les prêts étrangers d'une échéance moyenne de moins de cinq ans sont maintenant assujettis à un nouvel impôt de 6 % sur les opérations financières (IOF). Les Services économiques d'EDC ne voient aucun problème de financement à l'horizon prévisionnel, les besoins de financement extérieur du Brésil étant largement couverts par l'investissement direct étranger (IDE) net et les entrées de portefeuille. Dans l'ensemble, la position de créancier net du Brésil et ses importantes liquidités extérieures atténuent les risques de chocs extérieurs.

Perspectives : Les perspectives de l'économie brésilienne sont positives. À court terme, on dénombre certains risques, dont l'incertitude quant à l'ampleur du ralentissement mondial et les inquiétudes associées à l'inflation qui sont confirmées en partie par le fait que, sur le front intérieur, la demande n'est pas adéquatement satisfaite par l'offre. Le gouvernement doit empêcher la formation de bulles d'actifs dans l'économie, tandis que les agences de régulation bancaires doivent composer avec la hausse de l'endettement des ménages et le coût du service de la dette relatif au revenu. À moyen terme, des réformes structurelles devront être engagées pour assurer une croissance durable et assainir les comptes budgétaires. La Coupe du Monde de la FIFA et les Jeux olympiques offrent d'excellentes occasions pour les exportateurs et les investisseurs au Brésil au cours des cinq à sept prochaines années. L'intervention de l'État dans l'économie augmentera probablement puisque le Brésil préconise une politique d'appui aux « championnes nationales », sociétés qui peuvent réussir dans les sphères intérieure comme internationale.

Statistiques nationales

Présidente
Dilma Rousseff (PT)

Prochaines élections
- Présidentielles : oct. 2014
- Législatives : oct. 2014

PIB nominal (2011e)
2,5 B USD

Total des échanges / PIB
19 %

Régime de change
Flottement libre

Importations en provenance du Canada (2011)
2,7 G CAD

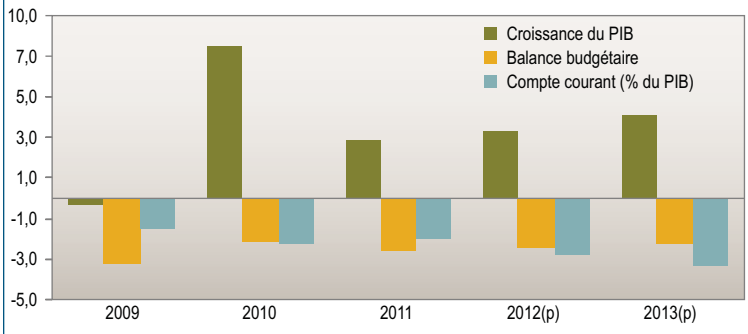
Principales importations
M-É, produits chimiques

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Nouveaux progrès des réformes microéconomiques

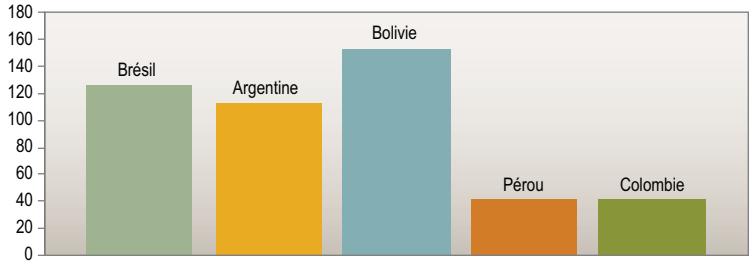
Renversement marqué des entrées de capitaux et formation de bulles d'actifs

Graphique 6 : Brésil – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, EIA

Graphique 7 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver Analytics, EIA

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.2 Canada

Aperçu : La croissance du PIB du Canada s'est affaiblie et elle est passée de 3,2 % en 2010 à 2,5 % en 2011 en raison d'un repli de la consommation. Par ailleurs, les exportations ont continué d'avancer, mues par la flambée des prix des produits de base et la forte demande des marchés émergents. La dette élevée des ménages et la surchauffe du marché immobilier restent préoccupantes à court terme. La reprise canadienne reposait dans une large mesure sur la croissance continue de la consommation, qui s'est modérée cette année et qui continuera de faiblir en 2012. La hausse de la demande en provenance des É.-U. en 2012 devrait compenser le tassement de la consommation, mais les exportateurs canadiens devront encore composer avec un dollar canadien très vigoureux, qui diminue non seulement la valeur des ventes à l'étranger en CAD, mais fait également augmenter le coût des intrants canadiens (comme la main-d'œuvre) par rapport à ceux des concurrents américains et d'ailleurs. Néanmoins, la bonne performance des exportations en 2011 démontre que les sociétés canadiennes ont su s'adapter et soutenir la concurrence malgré un huard de haut vol.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : La tenue générale des exportations du Canada en 2011 a été particulièrement remarquable, car les exportations ont augmenté de 12,9 %. Les principaux moteurs ont été les secteurs de l'énergie, des métaux et des produits agricoles, mais la vigueur des produits de base n'explique pas tout. Sur le front des volumes, les principaux secteurs ont été la machinerie et l'équipement, dont les expéditions se sont accrues de 6 % pendant l'année. De fait, les exportations canadiennes de machinerie industrielle et d'engins agricoles ont augmenté de 11,8 %, soit la plus forte hausse annuelle à ce jour. Le secteur de l'automobile a aussi affiché une solide hausse des volumes de 5,8 % en 2011 à la faveur d'un regain de la demande chez les consommateurs américains.

Les exportations canadiennes vers les marchés émergents ont fait un bond de 19,4 % pendant l'année. La reprise américaine a été impressionnante et a permis aux exportations d'augmenter de 9,9 % l'an dernier. Les É.-U. représentent encore, et de loin, la plus importante destination, puisque 75 % des exportations vont dans ce pays. Mais les statistiques pour les marchés émergents sont tout simplement époustouflantes : les exportations vers la Turquie ont dépassé 51,8 %, elles ont bondi de 30,7 % vers la Russie, grimpé de 27,0 % vers la Chine et progressé de 27,4 % vers l'Inde. Parce que ces pays auront des taux de croissance économique supérieurs à ceux des marchés développés, les exportations canadiennes pourront probablement continuer à avancer à des taux impressionnants. Cette diversification du commerce les aidera à progresser et réussir dans les années qui viennent.

Perspectives : La croissance du PIB devrait se situer à 2,0 % cette année et 2,0 % en 2013, car les exportations continuent de se raffermir, tandis que la consommation canadienne commence à ralentir. Les Services économiques d'EDC prévoient que le dollar s'échangera en moyenne à 1,01 USD cette année, puis glissera à 0,97 USD en 2013, mais son évolution restera instable pendant toute la période visée par les prévisions.

Statistiques nationales

Premier ministre
Stephen Harper

Prochaines élections
Parlementaires : oct. 2015

PIB nominal (2011)
1,8 B USD

Total des échanges / PIB
52 %

Régime de change
Flottement indépendant

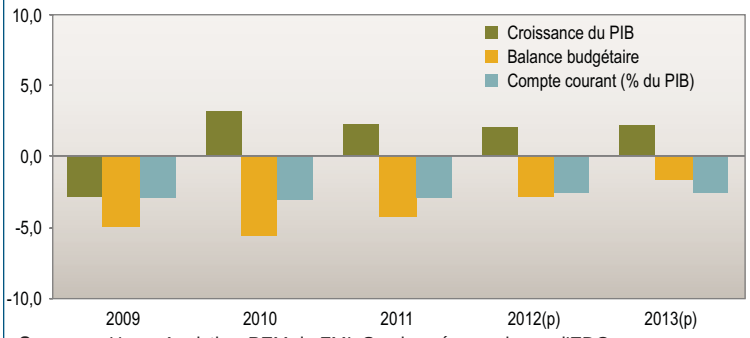
Principales importations
Pétrole brut
Véhicules moteur
Pièces de véhicules

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Une reprise américaine plus forte que prévu stimulerait les exportations

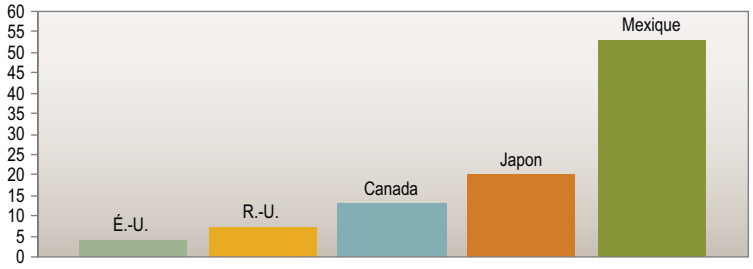
La surchauffe du marché du logement pourrait s'essouffler

Graphique 8 : Canada – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 9 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.3 Chine

Aperçu : La Chine est en train de transformer son économie, car le modèle de croissance axé sur les exportations, l'investissement et l'urbanisation montre des signes de fatigue. Le pays espère, dans le cadre de son 12e Plan quinquennal, assurer le passage à une économie surtout portée par la consommation et l'innovation. Le Plan accorde une place plus prépondérante à l'investissement dans les infrastructures des provinces sous-développées du Centre et de l'Ouest, ainsi qu'à des investissements accrus dans la R-D et le secteur des technologies de pointe dans les provinces côtières. Même la croissance continue demeure une priorité, le Plan énonce aussi des mesures pour élargir le filet de sécurité sociale. Le changement décennal à la tête du pays a lieu en 2012 et a déjà apporté sa part de bouleversement, avec la démission de Bo Xilai, un dirigeant provincial populiste du Parti communiste chinois qui aspirait à diriger le parti. Derrière les portes closes, le PCC n'est pas la machine bien huilée qu'il prétend être. La prochaine génération de dirigeants devra prendre des décisions cruciales pour réformer le système agraire et le système de hukou, renforcer la participation au processus politique et orienter le rayonnement grandissant de la Chine sur l'échiquier international, tout en gérant la transformation économique.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Même si la Chine demeure une importante destination de l'IDE et des investissements mondiaux, son environnement commercial compliqué présente plusieurs difficultés pour les investisseurs étrangers. Une fois ratifié, l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) entre le Canada et la Chine procurera une plus grande certitude et protégera mieux les investisseurs canadiens. En même temps, la Chine est en train de devenir une importante source de capital pour le reste du monde. Les sorties d'IDE de la Chine devraient atteindre 90 G USD en 2012, dont une partie qui s'est déjà retrouvée dans le secteur énergétique du Canada. Par contre, la demande chinoise de produits de base se détériorera en 2012, à cause du ralentissement économique lié à l'essoufflement de l'immobilier. L'internationalisation du remninbi comme monnaie mondiale se poursuivra rondement en 2012, mais la pleine convertibilité ne se fera pas avant quelques années. Divers pays ont signé des accords pour accroître l'utilisation du renminbi dans le règlement des échanges commerciaux.

Perspectives : Le pays connaîtra une année 2012 marquée par les turbulences, car la bulle de l'immobilier résidentiel pourrait éclater et la demande se ralentit sur son principal marché à l'exportation (l'Europe). Le gouvernement a cependant encore quelques choix stratégiques et administratifs pour stimuler l'économie et gérer l'ordre social. Les autorités s'efforceront d'éviter l'instabilité et l'agitation populaire avant la transition décennale à la tête du pays.

Statistiques nationales

Secrétaire général et président du PCC
Hu Jintao

Prochaines élections
Élection des dirigeants - fin 2012-2013

PIB nominal (2011)
7 B USD

Total des échanges / PIB
52 %

Régime de change
Parité glissante

Importations en provenance du Canada (2010)
12,9 G CAD

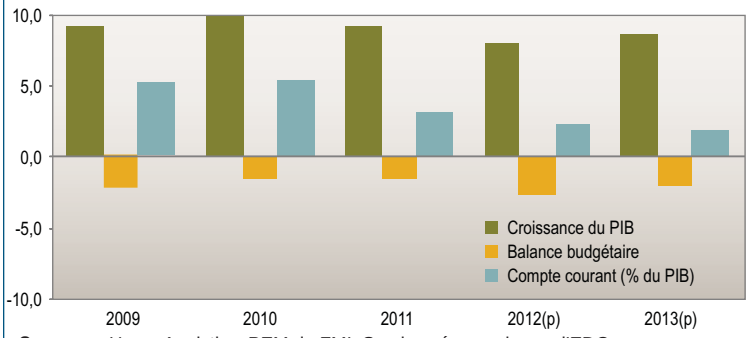
Principales importations
M-É industriels

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Train de mesures de relance; assouplissement rapide de la politique monétaire et du crédit

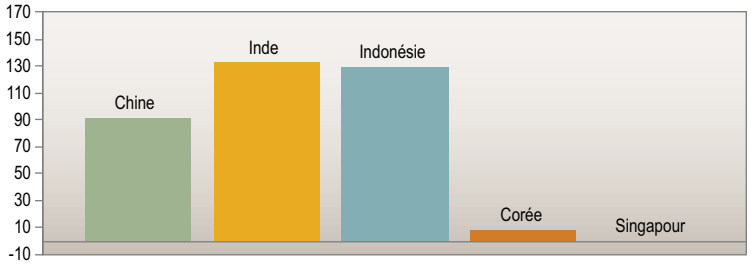
Éclatement de la bulle immobilière; crise de la dette en Europe; chaîne d'approvisionnement japonaise

Graphique 10 : Chine – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 11 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.4 Zone euro

Aperçu : La zone euro, la plus grande économie du monde puisqu'elle représente près de 20 % du PIB mondial, est aux prises avec une crise de la dette souveraine qui mettra à l'épreuve la survie même de l'union monétaire et du système financier international. Elle a obtenu un répit fort nécessaire lorsque la Grèce a réussi à restructurer sa dette et a profité d'un deuxième programme de sauvetage de 130 G EUR. En même temps, la Banque centrale européenne a injecté plus de 1 B EUR de liquidités dans le système, en accordant à des centaines de banques des prêts de trois ans à un taux d'intérêt de 1 %. Cette mesure a écarté la probabilité imminente de défaut désordonné, tout en fournissant aux banques des liquidités voulues pour éviter une crise du crédit. Il y aura cependant de nombreux problèmes à régler dans les années qui viennent, y compris : rétablir la compétitivité des pays périphériques dont les coûts ont flambé, imposer de strictes mesures d'austérité (comprenant des compressions des dépenses et des hausses d'impôt) et éviter un étranglement du crédit lorsque les banques se désendetteront et resserreront les conditions de crédit.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Malgré ses difficultés, la zone euro présente de formidables occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens en raison de ses riches économies avancées. En 2011, les entreprises canadiennes ont exporté vers l'Union européenne des marchandises d'une valeur de 39,8 G CAD, notamment des métaux précieux, du matériel aéronautique, du soja et des produits pharmaceutiques. Mais les investissements constituent un volet encore plus important des relations avec l'Europe puisque les investissements directs canadiens se chiffrent à 157 G CAD. Le Canada et l'Union européenne ont achevé récemment le neuvième cycle de négociations en vue de signer un Accord économique et commercial global, qui porte sur la propriété intellectuelle et les marchés publics, en plus des biens et des services. Les deux parties visent à conclure un accord avant la fin de 2012.

Perspectives : Les Services économiques d'EDC prévoient que la zone euro entrera en récession en 2012, en raison de la croissance négative au 4T2011, et que la faiblesse persistera sans doute pendant une grande partie de cette année. Il devrait y avoir une contraction de -0,3 % en 2012 et une croissance de 0,7% l'an prochain. Mais les résultats seront très contrastés. Dans les pays du cœur de la zone euro, l'Allemagne et les Pays-Bas afficheront une modeste expansion d'environ 0,6 %, la France aura un PIB essentiellement stable, tandis que l'Europe périphérique, la Grèce et le Portugal, seront en grave récession. Au cours des deux prochaines années, les exportateurs devraient s'attendre à une volatilité continue, car les marchés des capitaux resteront vulnérables. Les dirigeants européens devront envisager de nouveaux modèles de gouvernance prévoyant une intégration budgétaire accrue afin de rétablir la confiance et de stabiliser l'euro.

Statistiques nationales

PIB nominal (2011)
13,4 B USD

Part de l'économie mondiale
19 %

Total des échanges / PIB
71 %

Régime de change
Flottement indépendant

Importations en provenance du Canada (2010)
43,3 G CAD

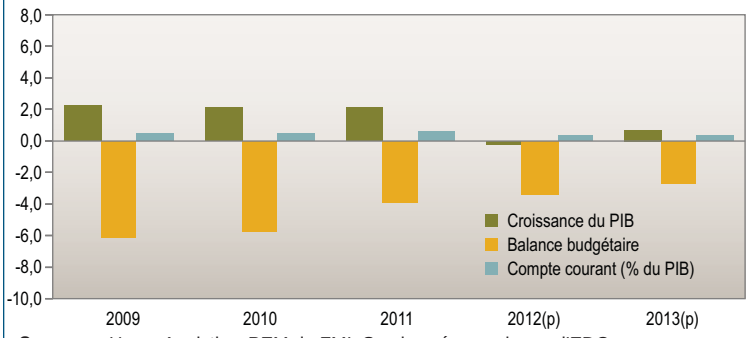
Principales importations
Produits chimiques
Matériel de télécom
Produits de l'automobile

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Forte confiance des entreprises dans le cœur de l'Europe

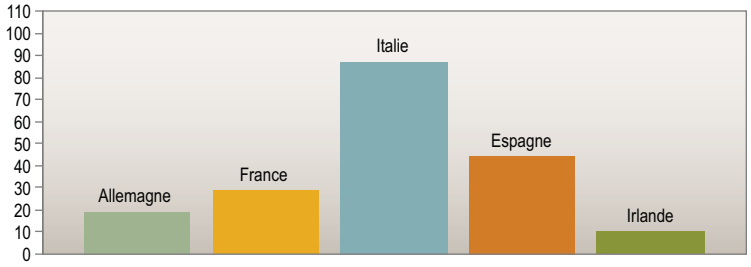
Risques politiques si les électeurs rejettent les mesures d'austérité et les réformes

Graphique 12 : Zone euro – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 13 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.5 Japon

Aperçu : L'économie du Japon rebondira en 2012, surtout portée par les activités de reconstruction faisant suite séisme et au tsunami dévastateurs de l'an dernier. Les exportateurs japonais se retrouvent dans un environnement difficile, pris entre le ralentissement en Chine, les problèmes de la dette souveraine en Europe et la vigueur du yen. Le gouvernement n'a pas réussi à réduire sa dette colossale, qui dépasse maintenant 200 % du PIB, de loin le taux le plus élevé dans le monde industriel. La troisième économie de la planète a aussi une population vieillissante sans compter qu'elle doit composer avec une déflation persistante. Sur la scène politique, la popularité du premier ministre ne cesse chuter depuis son entrée en fonction l'an dernier, au point où un autre changement à la tête du pays n'est pas écarté avant les élections de 2013.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Si l'on excepte son secteur agricole, le Japon est l'une des économies les plus ouvertes de la planète, ses échanges commerciaux et ses investissements englobant un vaste éventail d'industries, en particulier, les technologies de pointe, la machinerie et l'équipement et l'automobile. La catastrophe nucléaire de l'an dernier a incité l'économie à s'efforcer plus énergiquement d'assurer son approvisionnement énergétique à l'étranger, y compris par des coentreprises dans le secteur du gaz de schiste au Canada. Malgré cette ouverture, à laquelle s'ajoutent la transparence de son système juridique comme de son régime fiscal et le faible niveau de corruption, le Japon n'a pas réussi à attirer des montants élevés d'IDE au cours de la dernière décennie. Aux prises avec une conjoncture économique intérieure difficile et à la vigueur du yen, les entreprises japonaises cherchent de plus en plus à prendre de l'expansion à l'étranger.

Le Japon et le Canada ont publié récemment une étude conjointe recommandant que les deux pays entreprennent des négociations en vue de conclure un accord de partenariat économique global et de haut niveau. Le Canada et le Japon ont également exprimé leur désir d'adhérer au Partenariat transpacifique, qui faciliterait les échanges bilatéraux de biens et de services entre les deux pays. Le commerce bilatéral est largement complémentaire, le Canada exportant des matières premières et important des véhicules de transport et des pièces, ainsi que de la machinerie et de l'équipement.

Perspectives : Le Japon devra surmonter plusieurs obstacles au cours des prochaines années afin d'assurer sa prospérité à long terme. Il est encore trop tôt pour savoir si la cible d'inflation explicite fixée par la banque centrale enrayera la déflation persistante, mais cette mesure est un pas dans la bonne direction. D'autres réformes pourraient se révéler plus difficiles à adopter et à mettre en œuvre, surtout si le Parlement devient plus fragmenté, ce qui placerait les dirigeants politiques en position de faiblesse lors des négociations avec la puissante bureaucratie.

Statistiques nationales

Président
Yoshihiko Noda

Prochaines élections
Parlementaires : 30 août 2013

PIB nominal (2011)
5,9 G USD

Total des échanges / PIB
31 %

Régime de change
Flottement libre

Importations de marchandises en provenance du Canada (2011)
8 069 M CAD

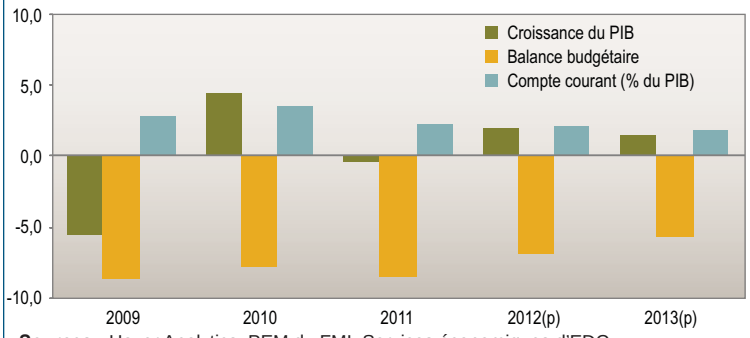
Principales importations
Fournitures industrielles
Services
Biens d'équipement

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
L'économie européenne et mondiale appuient un affaiblissement du yen

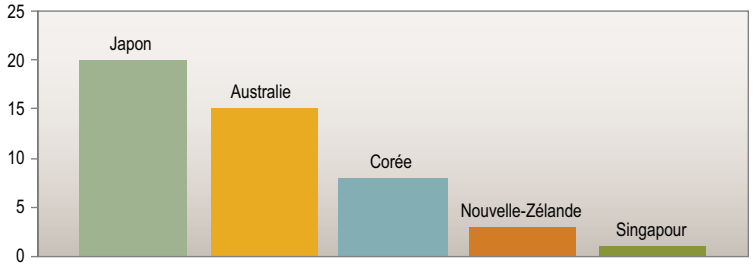
Révision à la baisse de la cote souveraine
Brusque ralentissement chinois

Graphique 14 : Japon – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 15 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.6 Inde

Aperçu : Au cours des derniers mois, des scandales de corruption ont mobilisé les ressources du gouvernement et pratiquement paralysé le processus législatif. Le Congrès national indien a obtenu de mauvais résultats électoraux en 2011 et au début de 2012, de sorte que la coalition qu'il dirige pourrait avoir du mal à adopter de grandes réformes à court terme. Parallèlement, le gouvernement a montré peu d'intérêt pour la consolidation budgétaire à nouveau cette année, malgré la baisse de la croissance des recettes attribuable au ralentissement de l'économie et à la nécessité de recapitaliser les banques d'État.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Le commerce international prend de l'importance mais reste une petite part de l'économie. Les négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec le Canada, qui devraient être achevées d'ici la fin de 2013, seront fort bienvenues pour le commerce bilatéral. Les exportations canadiennes autres que les exportations de produits de base en profiteront tout particulièrement.

Malgré une politique sur l'investissement étranger relativement ouverte, qui autorise 100 % d'IDE dans la plupart des secteurs, l'Inde n'a pas réalisé son plein potentiel comme destination de l'IDE. Les tentatives du gouvernement visant à attirer plus de capitaux étrangers sont ralenties par la réglementation incertaine, le manque d'infrastructures essentielles et la corruption. L'acquisition des terres est une question particulièrement sensible. L'intention du gouvernement d'investir 1 B USD dans les infrastructures représente l'un des meilleurs débouchés pour les entreprises canadiennes, mais nous prévoyons que le montant total ne sera pas investi dans un délai de cinq ans, comme prévu.

La corruption est généralisée en Inde, en particulier dans le secteur public. L'appareil judiciaire, en particulier aux échelons supérieurs, est considéré comme compétent et juste. Les réformes récentes de la justice auraient permis d'en renforcer l'efficacité, mais il faut des années ou des décennies pour résoudre les cas. Il peut aussi s'avérer difficile de faire appliquer les décisions.

Perspectives : Comme l'inflation diminue, les autorités monétaires ont commencé à assouplir les conditions de crédit, mais nous ne prévoyons pas que l'économie montrera des signes d'une amélioration notable avant le deuxième semestre de 2012. La coalition de l'Alliance progressiste unifiée (UPA) dirigée par le Congrès sera sans doute à la barre du pays jusqu'à la fin de son mandat en 2014. Les critiques concernant l'inaptitude du gouvernement à adopter d'importantes réformes se feront sans doute plus acerbes si ce dernier ne donne pas l'impression de gérer activement ces obstacles au développement rapide de l'Inde. Le gouvernement évitera toutefois des réformes impopulaires pendant la majeure partie de 2012, dans l'espoir de redorer son image auprès de la population en vue des élections de 2014.

Statistiques nationales

Premier ministre
Manmohan Singh, Congrès national indien

Prochaines élections
Avril-mai 2014

PIB nominal (2011)
1 843,4 G USD

Total des échanges / PIB
45,0 %

Régime de change
Flottement dirigé

Importations en provenance du Canada (2010)
2,0 G CAD

Principales importations
Combustibles minéraux (37 %)
M-É industriels (16 %)
Pierres et métaux précieux (11 %)

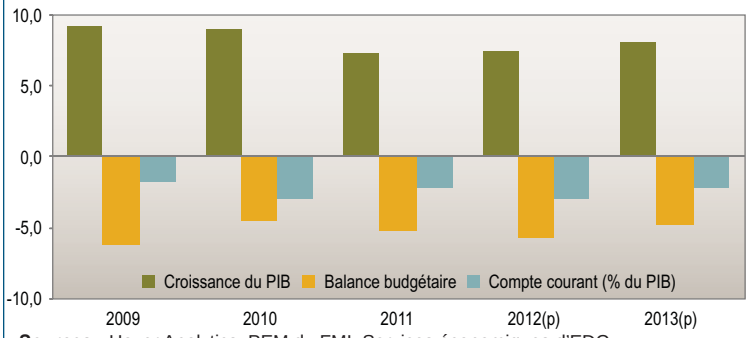
Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives

IDE plus important que prévu; baisse de l'inflation touchant les aliments

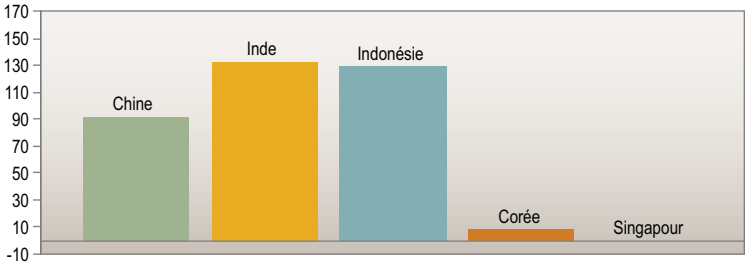
Fragilité du financement extérieur; manque de consolidation budgétaire

Graphique 16 : Inde – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 17 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.7 Mexique

Aperçu : Le Mexique est une grande économie ouverte qui est devenue un maillon déterminant de la chaîne d'approvisionnement mondiale, grâce à son vaste réseau d'accords de libre-échange. Le pays se classe au 53e rang selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale et a reçu une notation d'investissement de première qualité des agences Moody's, Fitch et S&P. L'activité économique est étroitement liée à l'économie américaine par les échanges commerciaux, les envois de fonds et les investissements. Le potentiel de croissance à long terme est relativement modeste à 3,5 % par année.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Même si le contexte commercial demeure fortement politisé et souffre de l'absence d'un cadre juridique solide, la situation évolue rapidement car le gouvernement et le secteur privé se tournent davantage vers l'extérieur. Des mesures ont été mises en place pour simplifier les pratiques du milieu des affaires. De plus, les textes de loi et les accords de libre-échange comme l'ALENA garantissent l'accès à l'arbitrage international. Le pays accueille à bras ouverts les entreprises étrangères dans presque tous les secteurs, sauf celui de l'énergie. La corruption et la violence criminelle sont des facteurs qui ont des conséquences négatives sur le contexte commercial.

Perspectives : Sur la scène politique, la coopération entre le PRI et le PAN étant de plus en plus improbable, une impasse législative est probable jusqu'aux présidentielles de juillet 2012. La forte avance du PRI obtenue aux élections d'État en 2011 semble indiquer que le parti sera probablement élu à la présidentielle de 2012. Mais la nature imprévisible de la politique mexicaine et la popularité remarquée de la candidate du PAN, l'ancienne ministre de l'Éducation Josefina Vasquez Mota, et du candidat du PRD Andres Manuel Lopez Obrador pourraient encore rendre la course plus serrée. Les élections prévues en juillet ne devraient pas ébranler la confiance des investisseurs étrangers à l'égard de ce marché, puisque les candidats en avance, du PRI et du PAN, sont alignés sur la plupart des politiques de l'administration actuelle. La situation pourrait changer si le PRD devait gagner beaucoup de terrain d'ici les élections. Les liens étroits avec l'économie américaine appuient les perspectives positives du Mexique cette année et l'an prochain. L'exposition directe, découlant des liens commerciaux, à la crise en Europe est limitée et les filiales locales de banques espagnoles sont très indépendantes de leur société mère. La plupart des indicateurs de vulnérabilité extérieure montrent que le Mexique est en bonne posture. Le déficit du compte courant est peu élevé et peut être financé facilement par l'IDE, les ratios du service de la dette extérieure sont modestes, les réserves de change atteignent presque des records et le pays a établi une ligne de crédit avec le FMI. La contagion de l'Europe est néanmoins une source d'inquiétude, tout comme sur de nombreux marchés, en raison du risque de fuite mondiale vers la qualité.

Statistiques nationales

Président
Felipe Calderón

Prochaines élections
• Présidentielles : juillet 2012
• Législatives: juillet 2012

PIB nominal (2011)
1,2 B USD

Total des échanges / PIB
62 %

Régime de change
Flottement libre

Importations en provenance du Canada (2011)
4,7 G CAD

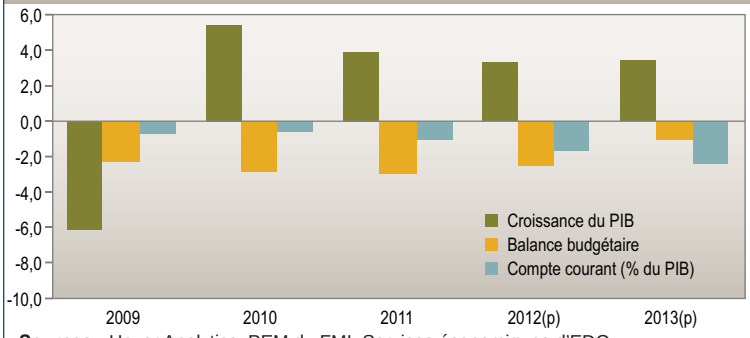
Principales importations
Matériel électronique et TIC, M-É, aéronautique

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Activité économique américaine plus forte que prévu

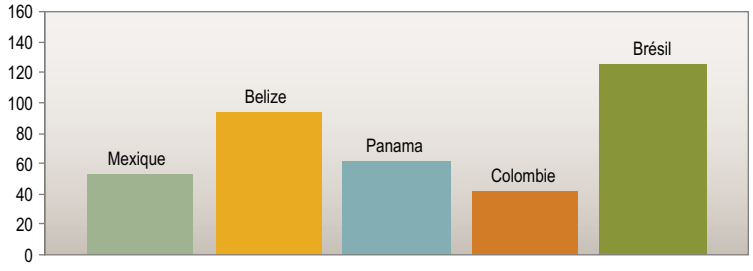
Escalade de la crise de la dette en en Europe

Graphique 18 : Mexique – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 19 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.8 Fédération de Russie

Aperçu : La forte demande intérieure a été soutenue par le redressement du secteur bancaire national, sur lequel les pressions ont été réduites grâce à la baisse des provisions pour pertes sur prêts et des prêts non productifs, qui avaient atteint un sommet en 2010. La progression parallèle du crédit s'est avérée solide avec un taux de croissance des prêts (a/a) à deux chiffres tout au long de 2011, qui a atteint 27 % en fin d'année. Le parti Russie unie au pouvoir a subi des pertes considérables lors des élections législatives de décembre 2011. Il a accusé une forte baisse de son taux de popularité (49 % contre 70 % aux élections de 2008), et des allégations de fraude généralisée ont entraîné des manifestations. Même si le mouvement de protestation n'a pas empêché la réélection de Vladimir Putin à la présidence, son administration devra tenir compte des principaux groupes qui s'opposent à lui, comme la classe moyenne urbaine. Il pourrait en découler des efforts plus soutenus pour lutter contre la corruption et peut-être une plus grande importance des partisans du libéralisme économique au sein du gouvernement.

Conjoncture du commerce et de l'investissement Le gouvernement considère le commerce et l'investissement comme des domaines stratégiques de la politique intérieure et de la politique étrangère. Il est arrivé que le gouvernement intervienne dans des secteurs jugés stratégiques pour la politique étrangère, la sécurité ou la politique commerciale de la Russie, comme le pétrole et le gaz naturel, les minéraux, la défense et l'aéronautique. Même si la lutte contre la corruption était devenue une priorité politique du gouvernement Medvedev et que des efforts remarquables ont été déployés pour éliminer la corruption de bas niveau, le gouvernement a reconnu que de plus grands progrès doivent être faits. En 2012, la Russie se classe au 120e rang sur les 183 économies de l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. L'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) cette année réduira les droits de douane sur certains produits comme les engins agricoles, qui passeront immédiatement de 15 % à 5 %. Les retombées accessoires qui améliorent l'environnement des affaires et la protection des droits de propriété intellectuelle seront beaucoup plus graduelles et devraient mener à une amélioration marquée de la prévisibilité, de la transparence et des moyens de règlement des différends à la disposition des exportateurs.

Perspectives : La reprise cyclique est appuyée par la demande croissante des consommateurs et par l'amélioration du secteur financier, mais la détérioration de la conjoncture dans la zone euro et l'incertitude politique croissante représentent des risques négatifs importants. Les perspectives à moyen terme sont assombries par l'évolution démographique défavorable et par les contraintes de productivité. En plus de la conjoncture de l'investissement difficile, les antécédents de croissance instable et d'inflation de la Russie constituent de grands obstacles à l'investissement étranger et à une croissance stable. Malgré les problèmes structurels à moyen terme, la dette publique ne représente que 12 % du PIB et restera gérable dans un avenir prévisible.

Statistiques nationales

Président
Dimitri Medvedev puis Vladimir Putin dès le 7 mai

Prochaines élections
• Douma : décembre 2017
• Présidentielles : 2018

PIB nominal (2011)
1,8 B USD

Total des échanges / PIB (2011)
54 %

Régime de change
Flottement dirigé

Importations en provenance du Canada (2011)
1 497 M CAD

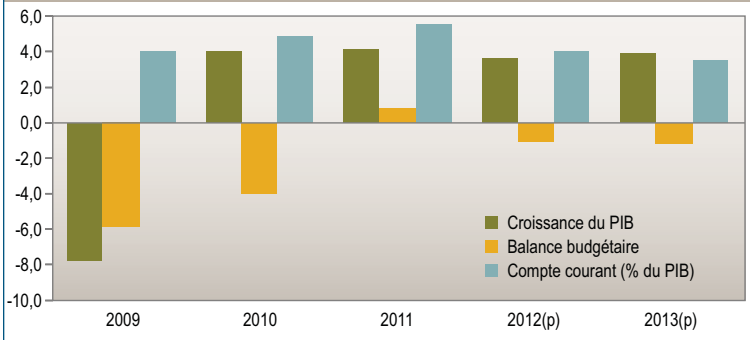
Principales importations
M-É, produits alimentaires et agricoles, produits chimiques, métaux

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Fermeté continue des prix des produits de base; progrès dans les privatisations

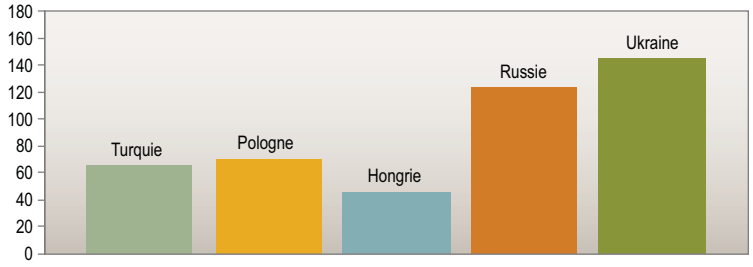
Escalade de la crise de la dette en Europe; retards dans les réformes structurelles

Graphique 20 : Russie – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 21 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1))



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.9 Afrique du Sud

Aperçu : L'Afrique du Sud est une économie notable par son dynamisme, mais aussi en raison de son rôle de porte d'entrée de la région. Son réseau portuaire est essentiel pour un grand nombre de ses voisins enclavés.

La position du parti au pouvoir, le Congrès national africain, est bien établie pour l'avenir prévisible, même si le sort du président Zuma est moins certain. Des élections présidentielles et législatives sont prévues en 2014. La plus grande économie du continent est bien diversifiée et a un secteur privé de grande taille. Le secteur financier est très développé et bien supervisé. La banque centrale est indépendante et le système judiciaire est efficace et transparent.

La croissance économique revient à la normale. Même si la reprise de l'an dernier est interrompue par le faux départ de l'UE et la croissance plus faible en Chine, il faut s'attendre à une progression de 2,8 % cette année et de 3,5 % en 2013. Le fardeau de la dette des ménages s'est allégé et la consommation redémarre. La croissance du crédit secteur privé reste léthargique et le taux de chômage atteint 25 %. La banque centrale relèvera probablement les taux d'intérêt d'ici la fin de l'année, afin d'atténuer les pressions inflationnistes.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Le commerce et l'investissement jouent un rôle crucial dans l'économie. Sur une base annuelle, le commerce total (des marchandises) représente la moitié du PIB, tandis que les entrées d'IDE et de capitaux en représentent environ 5 %, ce qui correspond au déficit du compte courant. Vu l'importance du commerce et de l'investissement, le gouvernement devrait préserver l'environnement favorable aux affaires reste intact, même si quelques incertitudes demeurent.

Depuis 1994, le gouvernement applique graduellement son processus d'émancipation économique des Noirs ou Black Economic Empowerment (BEE). Il entend ainsi remédier aux inégalités créées par l'apartheid. Les tensions nationalistes au sein de l'ANC ont également nui à la conjoncture de l'investissement. La nationalisation du secteur minier continue de faire les manchettes, même si le gouvernement ne cesse de prétendre le contraire. Les revendications syndicales sont un autre facteur. Les travailleurs font souvent la grève pour exprimer leurs doléances aux employeurs et exercer des pressions sur le gouvernement afin qu'il adopte des politiques en leur faveur.

Perspectives : Le sort de l'Afrique du Sud est lié à la santé des É.-U., de l'UE et, de plus en plus, des économies asiatiques. Il reste cependant des écueils comme un important déficit des infrastructures et des déséquilibres socio-économiques persistants. Malgré les dissensions occasionnelles, l'ANC est bien placé pour rester au pouvoir. L'Afrique du Sud continue d'avoir de vastes relations économiques et politiques avec la communauté régionale et internationale, ce qui assurera probablement la continuité.

Statistiques nationales

Président
Jacob Zuma

Prochaines élections
• Législatives : avril 2014
• Présidentielles : avril 2014

PIB nominal (2011e)
406 G USD

Total des échanges / PIB
48 %

Régime de change
Flottement libre

Importations en provenance du Canada (2011)
632 M CAD

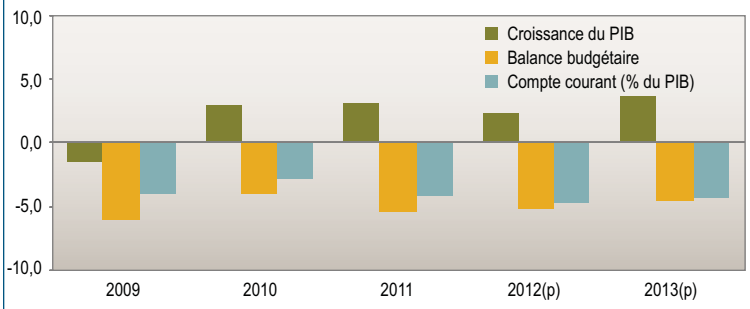
Principales importations
Biens fabriqués

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Faiblesse de la dette extérieure et de la dette publique; solidité du secteur bancaire

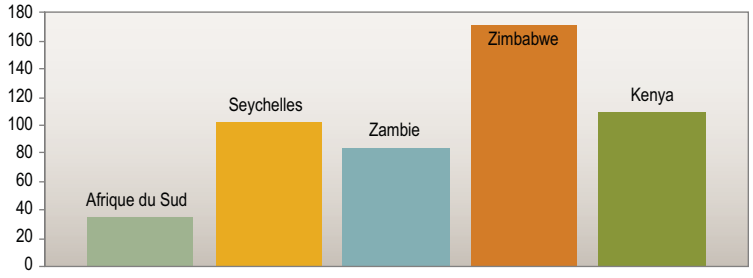
Dépréciation de la monnaie; importants déficits du compte courant; changement d'attitude des investisseurs

Graphique 22 : Afrique du Sud – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 23 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective régionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Brésil
2.2 Canada
2.3 Chine
2.4 Zone euro
2.5 Japon
2.6 Inde
2.7 Mexique
2.8 Fédération de Russie
2.9 Afrique du Sud
2.10 États-Unis
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.10 États-Unis

Aperçu : Les É.-U. contribuent à 20 % du PIB mondial et constituent la quatrième économie la plus favorable aux activités commerciales selon l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

Conjoncture du commerce et de l'investissement : Les exportations de biens canadiens aux É.-U. devraient augmenter d'un peu plus de 7 % en 2012 et l'an prochain. Pour la première fois en douze ans, les exportations à destination du marché américain progresseraient alors plus rapidement que celles vers le reste du monde. Les É.-U. représentent plus de 70 % de nos exportations de marchandises, 40 % du stock d'investissement direct canadien à l'étranger et 50 % des ventes réalisées par les sociétés affiliées à l'étranger. En ce qui concerne la facilité du commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et le solutionnement de l'insolvabilité, les É.-U. se classent respectivement au 20e, 7e et 15e rang (Banque mondiale).

Perspectives : La confiance des ménages s'améliore, mais elle reste bien inférieure à la normale. Cette tendance est confortée par le désendettement continu des ménages américains, qui limitera les possibilités de hausses des dépenses de consommation, mais assainira grandement les bilans des ménages d'ici deux ans. La confiance des entrepreneurs en construction résidentielle s'améliore lentement, grâce à la baisse des stocks de maisons existantes à vendre et de l'abordabilité record du logement. Nous prévoyons une bonne croissance du logement, mais l'activité globale restera bien inférieure à la normale. La construction commerciale semble aussi retrouver des assises, les banques assouplissant les conditions de prêt et la demande de prêts connexes augmentant. Les perspectives du secteur de la fabrication sont positives et appuyées par les améliorations générales de l'économie intérieure et la demande p lus modérée mais encore dynamique sur le front des exportations. Plus révélateur encore est le fait de plus en plus évident que les petites entreprises, traditionnellement la principale source de croissance de l'emploi dans une reprise, voient plus positivement l'état de l'économie américaine. Les entreprises, en général, affichent de solides bénéfices et disposent de beaucoup de liquidités.

Des risques considérables pourraient pourtant compromettre nos prévisions, surtout la crise non résolue de la dette souveraine en Europe. Ajoutons à cela le cours du pétrole, qui pourrait flamber, à cause des risques politiques au Moyen-Orient (en particulier en Iran), ce qui ferait grimper le prix de l'essence et aurait l'effet d'une taxe sur les consommateurs et les entreprises. Enfin, le résultat des élections de cette année est particulièrement important, étant donné les implications d'éventuelles modifications des dépenses publiques et de la fiscalité. Les lois actuelles devraient retrancher environ 2,5 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2013 (nos prévisions en incluent environ la moitié).

Statistiques nationales

Président
Barak Obama

Prochaines élections
Présidentielles : nov. 2012

PIB nominal (2011)
15,1 B USD

Total des échanges / PIB
25 %

Régime de change
Flottement indépendant

Importations en provenance du Canada (2011)
330 G CAD

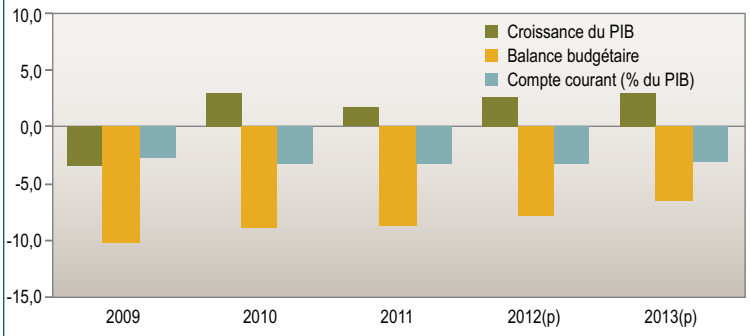
Principales importations
Biens de consommation (p. ex. véhicules automobiles), services, biens d'équipement, pétrole, fournitures industrielles

Sources : FMI, EIU et Statistique Canada

Perspectives
Nouvelles mesures de relance

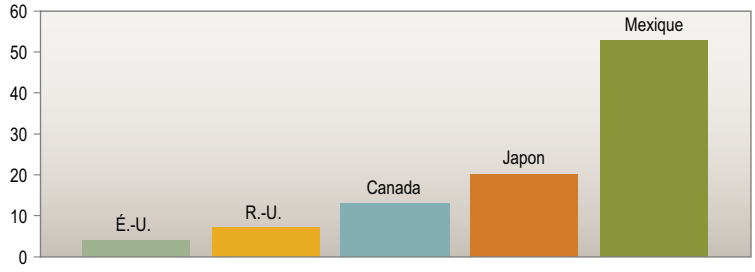
Escalade de la crise de la dette en Europe
Hausse des prix de l'essence

Graphique 24 : États-Unis – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 25 : Facilité de faire des affaires (WDI) - Perspective égionale (meilleur pays = 1)



Sources : Haver Analytics, EIU

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.0 Prévisions sectorielles

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Après une solide performance en 2011, les exportations canadiennes de biens continueront leur ascension cette année et l'an prochain, mais à un rythme plus lent que les deux dernières années, soit à un taux de 8 %. Le huard devrait rester à peu près à parité avec le billet vert, ce qui représente un coût continu et une entrave à la compétitivité pour les exportateurs canadiens, même si un répit est prévu l'an prochain, lorsque le tassement des cours des produits de base ramènera le huard sous la parité. Les Services économiques d'EDC prévoient que le dollar canadien s'échangera en moyenne à 1,01 USD cette année et à 0,97 USD en 2013.

Les cours élevés des produits de base demeurent le facteur déterminant pour plusieurs secteurs à l'exportation et, malgré un début de repli (qui devrait se poursuivre) pour la plupart des cours, les prix resteront bien au-dessus de leurs niveaux habituels. Pour les secteurs de l'énergie, des métaux et des mines, les effets de prix élevés se traduiront par des volumes d'expédition accrus au-delà de l'horizon prévisionnel, même si l'effet nominal se dissipe. La conjoncture des prix favorisera aussi l'accroissement continu des activités mondiales d'exploration et de mise en valeur, ce qui alimentera une demande étrangère soutenue auprès du secteur canadien de la machinerie et de l'équipement en 2012, tendance qui s'accentuera en 2013.

La faiblesse de l'Europe durant les deux prochaines années sera compensée en partie par l'accélération de la reprise économique américaine. Selon les Services économiques d'EDC, les mises en chantier aux États-Unis, qui atteindront 850 000 unités cette année, conjuguées à la nette tendance au désendettement des ménages américains et à l'amélioration du marché du travail, influeront sur les prévisions à l'exportation de plusieurs grandes industries canadiennes, y compris les biens de consommation, les produits forestiers, ainsi que les produits chimiques et les plastiques. Les canards boiteux seront l'industrie aéronautique, qui continue de sentir les effets à retardement de la dernière crise, et le secteur des technologies de pointe, dont les capacités à l'exportation sont particulièrement diminuées. Enfin, l'élimination des conditions négatives sur le front de l'offre permettra une reprise dans le secteur de l'automobile cette année (après les graves pénuries de pièces provoquées par les catastrophes naturelles en Asie l'an dernier) et du secteur des produits agroalimentaires (dont la production a été réduite par le mauvais temps en 2011), avant de se modérer l'an prochain.

Tableau 3 : Prévisions des exportations canadiennes, par secteur

	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Agroalimentaire	44,2	8,9	12,8	8,3	5,1
Énergie	114,9	23,1	21,3	6,6	4,4
Foresterie	27,0	5,4	1,5	3,7	17,3
Produits chimiques et plastiques	35,2	7,1	8,4	7,4	6,4
Engrais	8,7	1,7	29,2	10,0	7,7
Métaux, minerais et autres produits industriels	72,4	14,6	15,9	6,7	9,8
Avions et pièces	10,2	2,0	-0,2	7,2	9,5
Technologies de pointe	13,9	2,8	-2,0	2,0	2,4
Machinerie et équipement industriels	26,5	5,3	11,0	7,8	12,0
Véhicules automobiles et pièces	54,4	11,0	3,6	14,3	9,9
Biens de consommation	8,1	1,6	6,7	4,3	6,0
Transactions particulières*	3,4	0,7	-8,0	6,0	9,8
Total – Secteur des biens	**418,8**	**84,3**	**11,9**	**7,6**	**7,8**
Total – Secteur des services	**77,8**	**15,7**	**5,0**	**4,0**	**4,2**
Total des exportations	**496,6**	**100,0**	**10,8**	**7,1**	**7,3**
Volume total des exportations		**100,0**	**3,3**	**6,4**	**4,6**
Export. nominales - Biens (énergie exclue)	**303,9**	**61,2**	**8,7**	**8,0**	**9,1**
Export. nominales - Biens (autos et énergie exclues)	**249,5**	**50,2**	**9,9**	**6,7**	**8,9**

Source : Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions. Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.1 Énergie

Après un bond de 21 % en 2011, les ventes du secteur de l'énergie augmenteront de 7 % en 2012, puis de 4 % en 2013. Cette année, l'élan vient surtout de la progression des cours et des expéditions de pétrole brut, tandis que l'augmentation des ventes de gaz naturel sera le principal moteur en 2013. Par ailleurs, les ventes de charbon seront faibles cette année en raison de la tenue des cours, mais elles se raffermiront l'an prochain.

Les cours élevés du pétrole généreront de solides débouchés pour les exportations pétrolières canadiennes. Le Canada devrait valoriser son offre durant la période de référence, surtout à la faveur d'une hausse de la production des sables bitumineux albertains. Le renversement du déclin de la production de pétrole classique représente sans doute l'évolution la plus intéressante. Agissant d'ordinaire comme un vent de face pour l'industrie, la production de ce type de pétrole a fait des gains l'an dernier. Comme les activités des puits de forage canadien avoisinent des taux records, nous prévoyons que ce nouveau vent favorable stimulera légèrement la croissance des exportations durant la période de référence. Dans un contexte de menaces d'interruption de la production en Iran, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen, le prix du brut WTI oscillera autour de 100 USD le baril cette année, avant de glisser à 95 USD le baril en 2013. Par conséquent, les ventes de pétrole brut et de produits connexes grimperont de 12 % en 2012, puis de 3 % l'an prochain.

L'évolution du gaz naturel sera beaucoup plus contrastée, puisque les exportations devraient chuter de 26 % cette année, avant de se redresser de 19 % en 2013. Les prévisions dépendent surtout de nos perspectives des prix au Henry Hub, qui devraient se situer à 3 USD/MBtu en 2012 et à 3,50 USD/MBtu in 2013. Les É.-U. restent inondés de gaz de schiste et, même si les activités de forage continuent de diminuer, les stocks atteignent presque des sommets. Accroître la production de gaz naturel classique au Canada présente peu d'intérêt, les prix étant bien inférieurs aux niveaux observés il y a quelques années à peine. Les coûts de production moins élevés du gaz de schiste sont de bon augure pour la production en Colombie-Britannique. À long terme, le gaz de schiste sera encore plus attrayant parce que les investissements dans les capacités de liquéfaction permettront d'exporter du gaz sur les lucratifs marchés asiatiques.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 114,9 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 49
2000 : 42

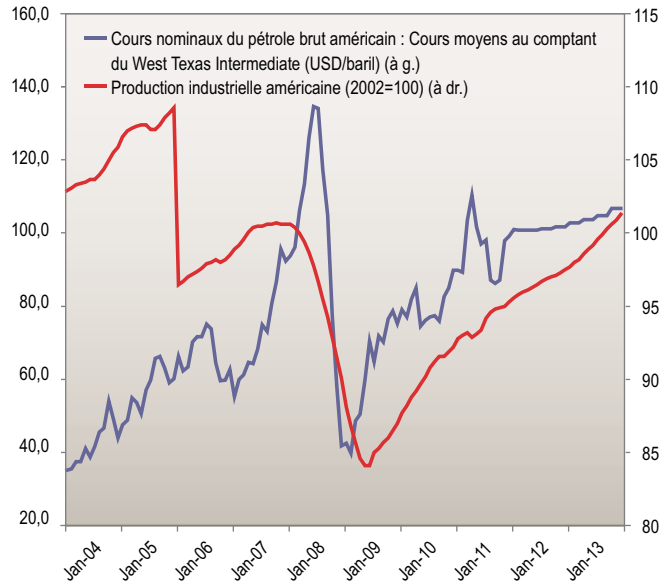
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 23,2 %

Répartition du secteur par province
NF : 6,9 %
NB : 9,3 %
NS : 0,4 %
PEI : 0,0 %
QC : 2,9 %
ON : 2,7 %
MN : 1,0 %
SK : 9,1 %
AB : 58,8 %
BC : 8,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
87,3 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 26 : Prévisions de la production industrielle et des cours du brut



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	104,0	90,5	19,0	7	4
Europe occidentale	3,2	2,8	84,8	2	1
Japon, Océanie et Asie développée	4,6	4,0	41,3	2	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	1,3	80,5	5	2
Europe émergente et Asie centrale	0,3	0,3	66,8	1	4
Afrique et Moyen-Orient	0,2	0,1	179,7	9	3
Asie émergente	1,6	1,4	5,6	9	9
Volume total des exportations	**111,3**	**96,9**	**20,9**	**7**	**4**
Total - Exportations vers les marchés en développement	**3,5**	**3,1**	**38,0**	**7**	**6**
Total - Exportations vers les pays industrialisés	**114,9**	**100,0**	**21,3**	**7**	**4**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.2 Minerais et métaux

Les exportations du secteur des métaux se sont une fois de plus illustrés sur la scène du commerce extérieur du Canada en 2011, profitant de la demande insatiable des marchés émergents et de cours records des métaux qui ont poussé les ventes à l'étranger du secteur à un sommet historique. Les Services économiques d'EDC prévoient un certain tassement des prix durant la période de référence, car la dynamique des marchés pour la plupart des métaux de base indique qu'il y a un retour à l'équilibre, que la croissance chinoise se modère et que l'attraction des métaux comme actif financier diminue. Pourtant, même une conjoncture des prix plus faible n'empêchera pas les prix d'atteindre des niveaux sans précédent et de stimuler l'investissement dans les projets en cours et nouveaux. Les cours de l'or résisteront sans doute mieux, vu que les banques centrales des pays développés adoptent une politique monétaire inédite dans l'espoir de favoriser la croissance et d'éviter le resserrement des conditions du crédit. Les producteurs devront se livrer une concurrence plus vive pour des ressources limitées, ce qui maintiendra les coûts élevés dans l'industrie.

En 2012, les expéditions canadiennes de minerai de fer profiteront à nouveau de l'accélération de la production à la mine du lac Bloom, au Québec, dont les travaux actuels d'expansion de la phase 2 doubleront la production au cours des prochaines années. Les ventes à l'étranger de nickel contribueront elles aussi à la croissance cette année, grâce au retour à la normale des activités des usines de Vale à Sudbury et dans la baie de Voisey, après les interruptions de l'approvisionnement de l'an dernier. Les exportations de métaux précieux poursuivront leur ascension en 2012. La production d'or dans les mines canadiennes devrait accuser des gains de plus de 20 % surtout grâce à la mine d'Osisko à Malartic. Malgré la tendance à l'appauvrissement de la qualité du minerai et les coûts élevés, les cours records de l'or continueront de catalyser les investissements.

Les perspectives dans les secteurs de la production de véhicules et de la construction aux É.-U. sont assez positives pour les deux prochaines années, ce qui dynamisera le segment des métaux usinés. Cependant, les exportations d'aluminium présenteront une performance inférieure, minées par la stagnation relative de la capacité des alumineries. Les ajouts importants à l'aluminerie de Kitimat en Colombie-Britannique donneront un certain élan à partir de 2015. Pour les aciéries canadiennes, la conjoncture structurelle de l'offre et de la demande restera délicate au cours des prochaines années. La tenue des exportations du secteur reflétera les excédents actuels de capacité des usines et la baisse de la demande induite par une diminution graduelle de l'utilisation de l'acier dans l'industrie de la construction.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 72,4 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 2 761
1999 : 3 081

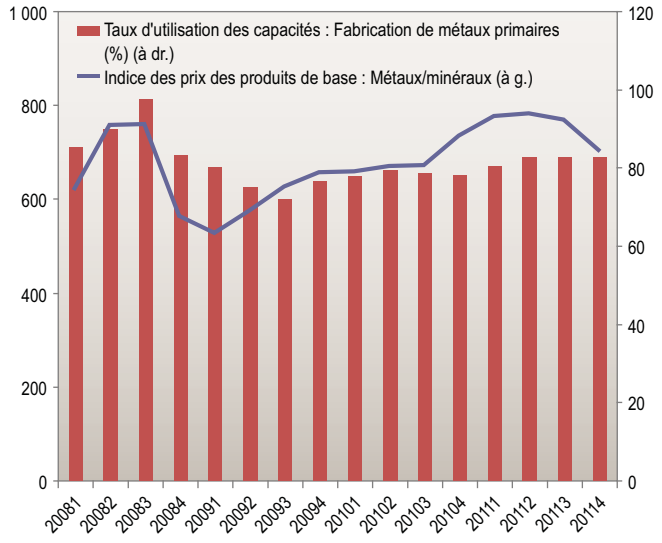
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 14,6 %

Répartition du secteur par province
NF : 4,2 %
NB : 0,8 %
NS : 0,4 %
PEI : 0,0 %
QC : 25,4 %
ON : 52,4 %
MN : 2,8 %
SK : 0,5 %
AB : 3,5 %
BC : 7,3 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
58 G CAD

Sources : Statistique Canada

Graphique 27 : Métaux et minéraux - Prix et activité



Sources : Haver Analytics

Tableau 5 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	33,0	49,7	7,1	9	8
Europe occidentale	20,6	31,1	25,5	3	9
Japon, Océanie et Asie développée	4,7	7,1	50,4	7	12
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	2,1	20,4	6	11
Europe émergente et Asie centrale	0,7	1,1	156,9	4	11
Afrique et Moyen-Orient	0,8	1,2	25,0	5	9
Asie émergente	5,2	7,8	36,2	18	14
Total - Marchés développés	**58,3**	**87,8**	**15,8**	**7**	**8**
Total - Marchés émergents	**8,1**	**12,2**	**37,4**	**13**	**13**
Total 66,4		**100,0**	**18,0**	**8**	**9**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations de produits agricoles du Canada se comporteront bien en 2012 grâce au fort rendement des récoltes qui avaient souffert de conditions météorologiques difficiles en 2011. Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse de 9 % cette année est de 5 % en 2013. Depuis deux ans, les agriculteurs des Prairies ont dû composer avec des sols saturés d'eau; cette année, les superficies ensemencées augmenteront de manière impressionnante et les rendements redeviendront sur la trajectoire tendancielle. Dans l'ensemble, les deux prochaines années s'annoncent très prometteuses pour l'industrie agroalimentaire canadienne qui profitera de l'essor de la demande sur les marchés émergents et de l'utilisation accrue des céréales comme source de biocarburant.

En début de 2011, les prix des produits agricoles de base ont atteint des niveaux inédits, mais ils se sont repliés au deuxième semestre lorsque la production mondiale a commencé à rattraper la demande croissante. Par ailleurs, les multiples craintes de sécheresses et de catastrophes ayant agité les marchés des produits de base ne se sont pas concrétisées ou la réalité a été moins grave que prévu. Même si les prix sont redescendus de leurs sommets et devraient se tasser légèrement en 2012, ils restent très vigoureux par rapport à la normale. De fait, même si récolte mondiale de céréales atteignait des sommets sans précédent grâce à des conditions climatiques clémentes, la production n'excéderait pas la demande. Les agriculteurs canadiens continueront de déplacer la production vers les cultures les plus lucratives, comme le canola et le blé dur, qui seront les principaux facteurs de la croissance des exportations. La production de blé devrait aussi augmenter, la superficie ensemencée devant s'accroître de 11 %.

Les exportations canadiennes d'aliments transformés et de boissons afficheront une modeste croissance, mais les prix n'augmenteront que modérément, vu que la confiance demeurera fragile et que les consommateurs mis à rude épreuve resteront sensibles aux prix dans les épiceries. À la faveur d'une amélioration du marché du travail et d'une réduction de l'endettement des ménages, les consommateurs dépenseront davantage pour se procurer des produits de spécialité présentant des marges bénéficiaires accrues. Les exportations de poisson du Canada avanceront de 3 % cette année et l'an prochain. Les prix du crabe continueront d'être portés par la faiblesse de l'offre de l'Alaska, mais les prix du saumon diminueront rapidement en réaction au retour des produits chiliens sur le marché. La modicité des prix persistera, mais l'effet net de la conjoncture sera une légère amélioration globale.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 44,2 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 2 925
1999 : 3 484

Part du total des exportations canadiennes
2011 : 8,9 %

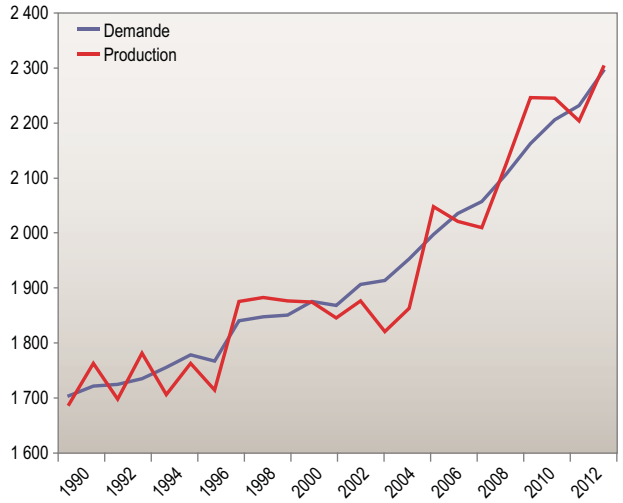
Répartition du secteur par province
NF : 2,0 %
NB : 3,1 %
NS : 2,6 %
PEI : 1,1 %
QC : 12,7 %
ON : 22,1 %
MN : 9,7 %
SK : 23,0 %
AB : 17,9 %
BC : 5,9 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)*
11,7 G CAD

*Aliments, boissons et tabac – à l'exclusion des éléments du code 11 du SCIAN

Source : Statistique Canada

Graphique 28 : Retour à l'équilibre sur le marché mondial des céréales (de tonnes métriques)



Source : Estimations de l'offre et de la demande agricoles mondiales établies par l'USDA

Tableau 6 : Prévisions des exportations agroalimentaires par région

Principaux marchés	G CAD 2011	Part (%) des exportations 2011	Prévisions des exportations (croissance en %) 2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	21,9	49,6	10,6	6	6
Europe occidentale	3,2	7,2	22,0	9	1
Japon, Océanie et Asie développée	6,2	14,0	21,0	10	5
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	3,5	7,9	10,9	6	3
Europe émergente et Asie centrale	1,0	2,2	21,0	8	8
Afrique et Moyen-Orient	2,4	5,5	7,7	7	0
Asie émergente	6,0	13,5	10,5	15	8
Total - Marchés développés	**31,3**	**70,9**	**13,6**	**7**	**5**
Total - Marchés émergents	**12,9**	**29,1**	**10,8**	**11**	**5**
Total 44,2		**100,0**	**12,8**	**8**	**5**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.4 Engrais

Après avoir frôlé des sommets en 2011, la demande mondiale d'engrais et les exportations canadiennes d'engrais devraient rester fermes pendant presque toute l'année 2012. Les fondamentaux macroéconomiques à court et à long termes (y compris les prix élevés des aliments, du carburant et des fourrages), ainsi que les faibles niveaux des stocks mondiaux de céréales sont des facteurs positifs. En outre, la destruction récente de cultures dans plusieurs régions du monde victimes de mauvaises conditions climatiques incitera les agriculteurs à recourir davantage aux engrais pour accroître les rendements.

Le mouvement de repli de la demande au 4T2011 s'est poursuivi en 2012, mais nous prévoyons un rebond de la demande des trois nutriments des cultures, à savoir l'azote, le phosphore et le potassium. La demande mondiale d'engrais devrait se raffermir de près de 3 % en 2012, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Comme en 2011, la demande pour les exportations canadiennes en Asie du Sud-Est, en Asie du Sud, en Chine et en Amérique latine restera robuste. Les inquiétudes à propos de la zone euro pourraient peser sur la demande des marchés développés, mais elles n'entraîneront probablement pas, comme en 2009, un effondrement du marché des engrais étant donné la demande des marchés émergents et les besoins pour assurer la sécurité alimentaire.

Les investissements en vue d'accroître la production mondiale continuent, car l'industrie des engrais tourne presque à plein régime. La mise en service de nouvelles installations de production cette année, surtout pour l'urée, l'azote et les phosphates, aura une incidence minime sur les prix, l'équilibre entre l'offre et la demande de nutriments des cultures restant serré. De plus, les leviers que peuvent exercer les producteurs de potasse sur l'offre devraient maintenir les cours élevés pendant une grande partie de 2012. Dans l'ensemble, malgré un certain repli, les prix resteront probablement élevés et supérieurs à leur tendance à long terme, une situation qui risque d'influer sur le comportement des acheteurs. Les agriculteurs et les distributeurs, surtout en Amérique du Nord, semblent reporter les achats de nutriments et adopter l'approche du « juste-à-temps » pour profiter des baisses prévues des prix, mais en réalité, cette réaction peut concentrer les commandes et provoquer des hausses de prix. L'évolution des restrictions sur les exportations d'engrais imposées par les autorités chinoises ainsi que les négociations de contrats et les commandes d'engrais de l'Inde pourraient aussi accentuer l'instabilité des prix.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 8,7 G CAD

Nombre d'exportateurs
S/O

Part du total des exportations canadiennes
2011 : 1,7 %

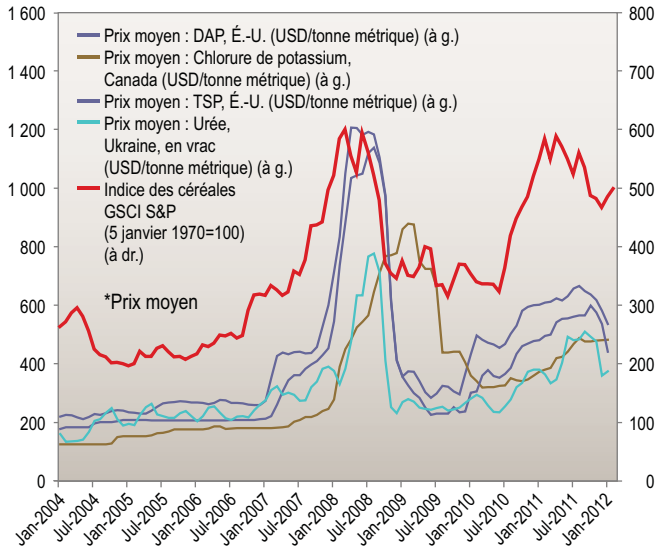
Répartition du secteur par province

NF :	0 %
NB :	3,5 %
NS :	0 %
PEI :	0 %
QC :	0,2 %
ON :	4,2 %
MN :	2,3 %
SK :	75,6 %
AB :	13,6 %
BC :	0,6 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
S/O

Source : Statistique Canada

Graphique 29 : Engrais (USD/tonne métrique)



Sources : Haver Analytics

Tableau 7 : Prévisions des exportations de produits d'engrais, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	5,5	63,6	20,4	7	6
Europe occidentale	0,0	0,2	-48,4	5	5
Japon, Océanie et Asie développée	0,2	2,3	72,5	10	7
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	10,6	44,7	14	7
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,0	-42,0	6	7
Afrique et Moyen-Orient	0,0	0,1	88,6	7	5
Asie émergente	2,0	23,2	50,2	17	13
Total - Marchés développés	**5,7**	**66,1**	**21,2**	**7**	**6**
Total - Marchés émergents	**2,9**	**33,9**	**48,5**	**16**	**11**
Total 8,7		**100,0**	**29,2**	**10**	**8**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.5 Produits forestiers

Le marché du logement américain est sur le point de décoller, les stocks d'habitations se trouvant à leur plus bas niveau depuis 2006, l'abordabilité du logement se situant à des niveaux records et l'économie américaine ajoutant tous les mois 320 000 nouveaux emplois en moyenne depuis juillet. Il y a aussi des signes de plus en plus évidents que les banques collaborent avec les propriétaires en difficulté au lieu de saisir leurs logements. Vu qu'une importante capacité est disparue de façon permanente ou temporaire lors du ralentissement, nous prévoyons des pressions à court terme sur les prix en 2012 et 2013 pendant le rétablissement des chaînes d'approvisionnement. Les producteurs de la côte Ouest profiteront également de l'intensification des activités de reconstruction au Japon après le tsunami de l'an dernier. Les exportations vers la Chine se modéreront en 2012, car le marché du logement chinois a lui aussi des excédents à éliminer. De plus, les importateurs chinois pourraient préférer les fournisseurs russes, étant donné que la Russie devrait abaisser sa taxe sur les exportations de grumes pour se conformer aux obligations relatives à son adhésion à l'OMC.

La demande de pâte à papier en Chine, désormais le plus premier marché à l'exportation du Canada, semble se stabiliser après le cycle baissier du deuxième semestre de 2011. Même si les producteurs mondiaux commencent à demander des hausses de prix en Asie, les importants ajouts de capacité de production mondiale de pâte à la fin de 2011 et le ralentissement économique en Chine laissent croire que les augmentations seront limitées. La faiblesse de l'économie européenne, conjuguée à une tendance à la baisse généralisée de la consommation de papier dans les économies industrielles, maintiendra les stocks de pâte à des niveaux confortables.

Même si le déclin de longue date de la consommation de papier se poursuit dans les économies industrielles, les perspectives économiques plus positives aux É.-U. amélioreront la demande de publicité dans les journaux, de papier de bureau, de papier pour magazine, de carton-caisse et de papier d'emballage. Les marchés émergents continueront de présenter les meilleures perspectives de croissance, même si les producteurs asiatiques font aussi des percées dans divers segments. La consolidation de l'industrie continuera de rationaliser la capacité excédentaire et d'assurer des marges bénéficiaires dans les segments de l'industrie en déclin.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 27 G CAD

Nombre d'exportateurs*
2010 : 1 063
2000 : 1 526

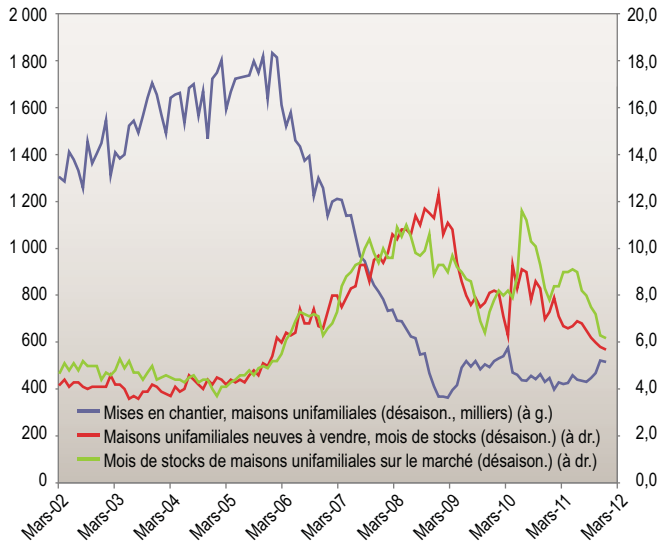
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 5,4 %

Répartition du secteur par province
NF : 0,6 %
NB : 5,6 %
NS : 2,7 %
PEI : 0 %
QC : 27,4 %
ON : 17 %
MN : 1,5 %
SK : 1,0 %
AB : 7,7 %
BC : 36,6 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)*
10,5 G CAD

*Comprend les produits du bois et du papier, à l'exclusion des éléments du code 11 du SCIAN
Source: Statistique Canada

Graphique 30 : Reprise du logement aux É.-U.



Sources : Haver Analytics

Tableau 8 : Prévisions des exportations de produits forestiers, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	16,7	61,7	-4,1	3	14
Europe occidentale	1,3	4,8	-8,9	-2	13
Japon, Océanie et Asie développée	2,5	9,4	6,4	9	16
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,8	2,9	-2,0	5	14
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,9	29,7	5	16
Afrique et Moyen-Orient	0,4	1,6	-15,3	7	13
Asie émergente	5,1	18,7	28,6	3	29
Total - Marchés développés	**20,5**	**75,9**	**-3,2**	**4**	**14**
Total - Marchés émergents	**6,5**	**24,1**	**20,0**	**4**	**26**
Total 27,0		**100,0**	**1,5**	**4**	**17**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.6 Produits de l'automobile

Après la contribution décevante du secteur de l'automobile au commerce extérieur en 2011, la production nord-américaine s'accélère et les équipementiers canadiens tournent à nouveau à plein régime. Le dollar canadien devrait se maintenir autour de la parité cette année et l'an prochain, ce qui privera les producteurs canadiens des avantages concurrentiels dont ils ont profité au cours de la dernière décennie. Les coûts très élevés des intrants, conjugués à la flambée des cours du pétrole, constitueront d'autres défis durant la période de référence, d'autant plus que les produits canadiens penchent du côté des gros véhicules.

L'amélioration de la conjoncture économique aux É.-U. se répercute sur la confiance et les dépenses des consommateurs. Les Services économiques d'EDC prévoient qu'en 2012 le raffermissement du marché du travail et l'abaissement marqué de la dette des ménages se combineront avec une hausse des taux de remplacement des véhicules et des taux de croissance démographique pour porter les ventes à 14 millions d'unités, contre 12,7 millions d'unités en 2011. La faiblesse des stocks aux É.-U. par rapport aux niveaux historiques a laissé les concessionnaires mal préparés aux perturbations de l'offre de l'an dernier. Par ailleurs, la reconstitution des stocks devrait stimuler les ventes au premier semestre de 2012.

Malgré une conjoncture de la demande très favorable, l'évolution de l'offre n'est pas aussi dynamique pour les fabricants de produits automobiles établis au Canada. Après avoir été les moteurs de la croissance en 2011, les trois grands de Detroit céderont leur place à Honda et à Toyota en 2012. Les constructeurs japonais auront des taux de croissance très élevés cette année, mais ils ne se remettront pas complètement des pertes de l'an dernier, qui se sont traduites par une diminution des parts de marché. La tendance vers les cycles de vie plus courts des modèles sera source d'importants débouchés pour les usines d'outillage, tandis que les fournisseurs canadiens de pièces souffriront de la tendance, d'une part, à la relocalisation des nouvelles capacités des équipementiers vers les États américains où les salariés ont le choix de se syndiquer et, d'autre part, à la délocalisation de ces capacités au Mexique. Globalement, les niveaux de production canadiens devraient rester bien inférieurs au sommet atteint au début de la dernière décennie; néanmoins, les perspectives sont nettement meilleures en prenant en considération les ventes des sociétés affiliées à l'étranger.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 54,4 G CAD

Nombre d'exportateurs*
2010 : 844
2000 : 909

Part du total des exportations canadiennes
2011 : 11 %

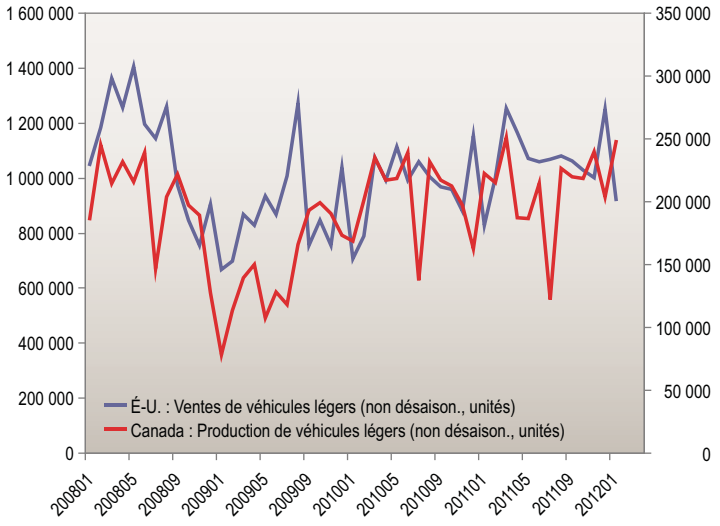
Répartition du secteur par province

NF :	0 %
NB :	0 %
NS :	1,9 %
PEI :	0 %
QC :	4,0 %
ON :	92,1 %
MN :	0,9 %
SK :	0,1 %
AB :	0,5 %
BC :	0,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)*
31,3 G CAD

*Grand secteur du matériel (et des services) de transport
Source : Statistique Canada

Graphique 31 : Demande américaine et offre canadienne



Sources : Haver Analytics

Tableau 9 : Prévisions des exportations d'automobiles, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	52,8	97,1	3,5	14	10
Europe occidentale	0,2	0,4	26,8	5	5
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,2	-0,4	9	11
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,1	0,1	-8,1	7	11
Europe émergente et Asie centrale	0,1	0,1	62,9	8	12
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,5	25,9	7	9
Asie émergente	0,1	0,2	39,6	12	17
Total - Marchés développés	**53,2**	**97,7**	**3,6**	**14**	**10**
Total - Marchés émergents	**1,2**	**2,3**	**4,8**	**8**	**12**
Total 54,4		**100,0**	**3,6**	**14**	**10**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.7 Machinerie et équipement industriels

Après la performance spectaculaire de l'an dernier, les exportations canadiennes de machinerie et d'équipement (M-É) industriels afficheront à nouveau des gains solides mais plus modestes au cours des 24 prochains mois. La faiblesse en Europe sera compensée par l'accélération de l'économie américaine où le raffermissement de la confiance des entreprises et des consommateurs, l'amélioration des conditions du marché du travail et les liquidités records du secteur des entreprises favoriseront les dépenses d'investissement. Même si elles ne représentent encore qu'une modeste part des ventes totales, les ventes sur les marchés émergents dépasseront celles sur les marchés traditionnels pendant et après la période de référence.

Le tassement des prix des produits agricoles de base pèsera sur la demande de matériel agricole en 2012 et en 2013, mais les ventes resteront solides. Les débouchés en Europe orientale et en Asie centrale continuent de se remettre de l'effondrement survenu lors de la crise mondiale si bien que les exportations augmentent rapidement dans la région. Par contre, la demande de machinerie de chantier s'accélérera au Sud de la frontière, à la faveur d'une intensification des activités dans les secteurs de la construction résidentielle, commerciale et industrielle. La demande de bâtiments institutionnels et d'infrastructures diminuera à cause des compressions des dépenses publiques et des difficultés financières continues auxquelles doivent s'attaquer les administrations municipales et les gouvernements d'État. Les ventes de M-É destinées à la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières resteront solides en 2012 et en 2013, malgré un ralentissement du rythme de croissance par rapport à l'élan spectaculaire de l'an dernier. Les marchés plus éloignés offriront des possibilités croissantes, principalement les ventes à destination des Antilles et de l'Amérique latine, ainsi de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Les occasions d'affaires abondent au Sud de la frontière, notamment grâce à la hausse du trafic de marchandises et d'une bonification correspondante des investissements dans le matériel roulant. Toutefois, la fermeture récente de l'usine de moteurs de la société Electro-Motive Diesel, filiale de Caterpillar, témoigne de la conjoncture concurrentielle difficile pour l'industrie canadienne. Le créneau modeste mais florissant des produits issus du secteur des énergies renouvelables affiche une croissance en diminution après la surchauffe de l'industrie. Vu l'expiration des mesures incitatives et des subventions dans les années à venir, l'industrie américaine des énergies éolienne et solaire réduira sans doute l'expansion de ses capacités.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 26,5 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 2 347
2000 : 2 365

Part du total des exportations canadiennes
2011 : 5,3 %

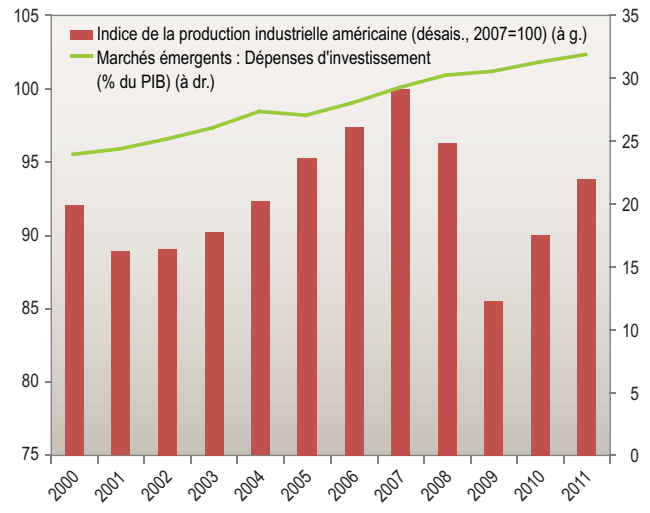
Répartition du secteur par province

NF :	0 %
NB :	0,7 %
NS :	0,6 %
PEI :	0,2 %
QC :	20 %
ON :	52 %
MN :	4,7 %
SK :	2,1 %
AB :	14,3 %
BC :	5,4 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
3,5 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 32 : Indicateurs de la demande – Machinerie et équipement industriels



Sources : Haver Analytics,

Tableau 10 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	18,5	69,8	22,0	7	12
Europe occidentale	2,2	8,5	2,0	5	9
Japon, Océanie et Asie développée	1,2	4,4	-8,9	9	10
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,4	5,4	13,5	7	11
Europe émergente et Asie centrale	0,9	3,2	11,3	16	14
Afrique et Moyen-Orient	0,9	3,5	1,7	7	10
Asie émergente	1,4	5,2	28,8	12	17
Total - Marchés développés	**21,9**	**83**	**17,5**	**7**	**12**
Total - Marchés émergents	**4,6**	**17**	**14,5**	**10**	**13**
Total 26,5		**100**	**11,0**	**8**	**12**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.8 Technologies de pointe

Le paysage des exportations de technologies de pointe est en rapide mutation. Dans l'ensemble, les changements structurels et les impératifs de réduction des coûts imposés aux entreprises souhaitant demeurer concurrentielles malgré la vigueur du dollar canadien devraient rester des facteurs déterminants dans l'industrie. Les tendances de la production montrent une concentration de la R-D et des services au Canada et une délocalisation des activités de fabrication vers les marchés émergents. Il existe d'importants débouchés pour les exportateurs canadiens de composants électriques, d'instruments de mesure et d'essai, de même que de matériel sans fil. (Voir le graphique).

Les exportations de matériel électrique profiteront des perspectives plus positives pour les mises en chantier aux É.-U. En outre, la loi américaine sur l'énergie, adoptée en 2005, continuera d'appuyer les investissements en immobilisations et la modernisation des réseaux au Sud de la frontière. Le segment des instruments de mesure et d'essai dépend beaucoup de la R-D et il offrira une foule de débouchés aux entreprises concentrées dans le secteur de la santé. Les principales occasions de croissance se trouveront sur les marchés développés où la population vieillit.

La convergence des technologies de télécommunications et des médias exigera d'importants investissements en technologies de l'information chez les fournisseurs de services Internet et les entreprises de télécommunications de la planète, ce qui stimulera la demande de matériel de réseautage. En outre, la téléphonie cellulaire sans fil et la transmission de la voix sur protocole Internet remplaceront de plus en plus les services de téléphonie classiques, ce qui créera de lucratifs débouchés pour les exportateurs canadiens de ce segment.

La valeur relative du dollar canadien par rapport au dollar américain entamera la compétitivité du segment du matériel informatique durant la période de référence. Par conséquent, la fabrication d'ordinateurs et de périphériques, de semi-conducteurs, de circuits et d'autres composants électroniques continuera d'être délocalisée vers les marchés émergents, tout particulièrement l'Asie et le Mexique.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 13,9 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 1 596
2000 : 1 601

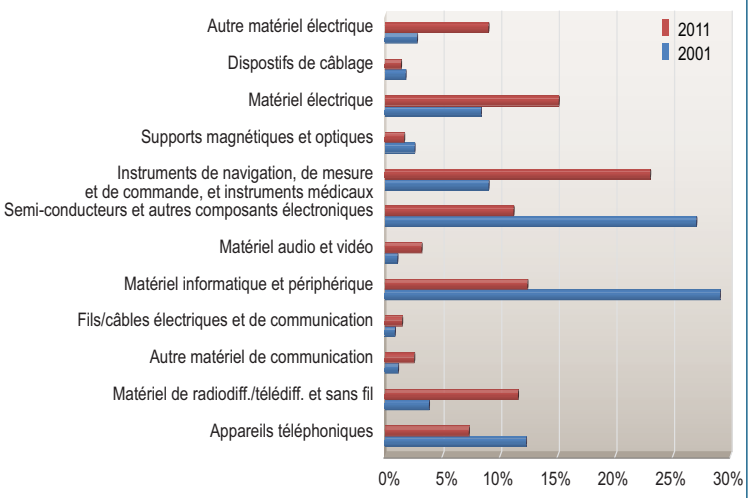
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 2,8 %

Répartition du secteur par province
NF : 0,1 %
NB : 0,3 %
NS : 0,9 %
PEI : 0,1 %
QC : 27,2 %
ON : 54,1 %
MN : 2,4 %
SK : 0,3 %
AB : 6,2 %
BC : 8,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
22,4 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 33 : Exportations de technologies de pointe par segment (part en 2001 et en 2011, en pourcentage)



Sources : AT, Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 11 : Prévisions des exportations de technologies de pointe, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	9,1	65,6	-1,8	2	1
Europe occidentale	1,7	12,3	-5,0	-11	1
Japon, Océanie et Asie développée	0,9	6,6	-1,5	9	5
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	5,4	-2,2	7	6
Europe émergente et Asie centrale	0,3	1,8	1,8	6	6
Afrique et Moyen-Orient	0,4	2,7	-6,4	6	4
Asie émergente	0,8	5,6	3,4	12	11
Total - Marchés développés	**11,7**	**84,5**	**-2,3**	**1**	**1**
Total - Marchés émergents	**2,2**	**15,5**	**-0,6**	**9**	**8**
Total 13,9		**100,0**	**-2,0**	**2**	**2**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.9 Aéronautique

Même si le secteur de l'aéronautique sent encore les effets du recul économique mondial de 2008-2009, les exportations devraient augmenter au cours des deux prochaines années. À moyen terme, les préoccupations environnementales entraîneront le retrait des vieux appareils, la modernisation accélérée des flottes et des améliorations technologiques, infrastructurelles et opérationnelles. Ces facteurs devraient accroître le potentiel de vente d'aéronefs, mais aussi les volumes d'activité des entreprises du marché secondaire qui fournissent des pièces de rechange et des services au secteur.

Dans le segment des avions, les livraisons d'avions à réaction d'affaires devraient rester plus vigoureuses que celles des avions à réaction commerciaux et continuer d'assurer la plus grande partie de la croissance de l'industrie au cours des deux prochaines années. Bombardier prévoit livrer 180 avions d'affaires et 55 avions commerciaux en 2012, ce qui représente des livraisons d'appareils commerciaux bien inférieures à la moyenne quinquennale. Les plus récents résultats financiers de l'entreprise révèlent un carnet de commandes bien rempli pour la CSeries. Les premières livraisons sont prévues à la fin de 2013 et d'importantes livraisons devraient suivre en 2014 et en 2015. L'Amérique du Nord et l'Europe demeurent les premiers marchés pour les livraisons d'aéronefs, mais la rapide croissance de la région de l'Asie-Pacifique fera évoluer considérablement le profil de la demande mondiale au cours des deux prochaines décennies.

Le reste de l'industrie de l'aéronautique devrait afficher de solides gains durant la période de référence, les hélicoptères et les simulateurs de vol contribuant fortement à la progression. La demande d'hélicoptères sera mue par l'exploration et la production croissantes du secteur pétrolier et gazier dans les régions éloignées. Le segment des simulateurs de vol civils est encore un créneau prometteur, comme en témoignent les contrats pour des services de formation décrochés par CAE sur de nombreux marchés émergents, dont les Émirats arabes unis. Pratt & Whitney Canada continuera d'accroître sa production et d'offrir le soutien nécessaire pour les moteurs des avions de la CSeries de Bombardier. En octobre dernier, Pratt & Whitney Canada a reçu l'homologation de Transports Canada pour son nouveau moteur PW210S, et elle amorce maintenant la phase de production du programme.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 10,2 G CAD

Nombre d'exportateurs*
2010 : 844
2000 : 909

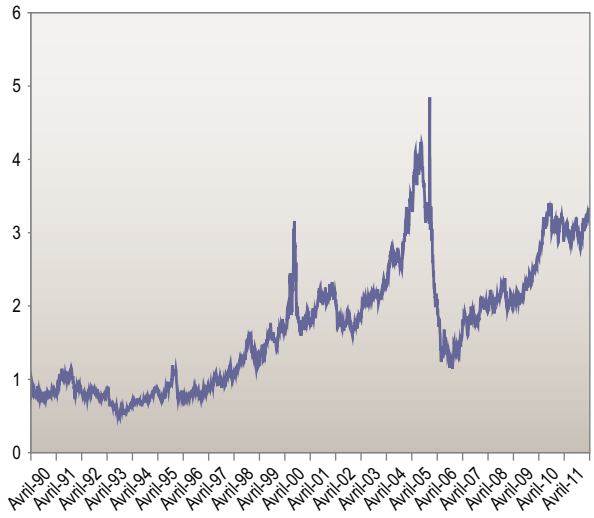
Part du total des exportations canadiennes*
2011 : 2,0 %

Répartition du secteur par province
NF : 0,1 %
NB : 0,0 %
NS : 0,4 %
PEI : 0,4 %
QC : 65,7 %
ON : 25,9 %
MN : 4,1 %
SK : 0,0 %
AB : 1,5 %
BC : 1,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)*
31,3 G CAD

*Grand secteur du matériel (et des services) de transport
Source : Statistique Canada

Graphique 34 : Prix au comptant du carburéacteur de la région de la Côte du golfe des É.-U., FAB (USD/gallon)



Source : Energy Information Administration (EIA), États-Unis

Tableau 12 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	5,4	53,4	7,9	6	9
Europe occidentale	2,3	22,9	-21,4	4	8
Japon, Océanie et Asie développée	0,7	7,2	54,1	9	11
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,4	4,0	3,3	7	11
Europe émergente et Asie centrale	0,3	3,0	-27,5	6	11
Afrique et Moyen-Orient	0,4	3,7	-34,7	6	9
Asie émergente	0,6	5,8	78,8	27	15
Total - Marchés développés	**8,5**	**83,5**	**0,2**	**6**	**9**
Total - Marchés émergents	**1,7**	**16,5**	**-2,6**	**13**	**12**
Total 10,2		**100,0**	**-0,2**	**7**	**9**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.10 Produits chimiques et plastiques

Les exportations de produits chimiques et de plastiques augmenteront de 7 % en 2012, puis de 6 % en 2013. La croissance est mue par l'optimisme grandissant aux É.-U., où la confiance des consommateurs, des petites entreprises et des entrepreneurs en bâtiment s'est ranimée vers la fin de 2011. Les É.-U. resteront le principal moteur de la croissance des exportations durant la période de référence, ce marché étant la destination de plus de 80 % de toutes les expéditions du secteur.

Les prix internationaux et la demande étrangère détermineront l'ampleur des expéditions de produits chimiques à l'étranger puisque d'importantes modifications de la capacité canadienne ne sont pas prévues à court terme. Les prix des produits pétrochimiques seront poussés à la hausse en 2012 par le renchérissement du pétrole brut, mais nous prévoyons peu de changements en 2013, car le tassement des cours de l'énergie sera compensé par un dollar canadien plus faible. À long terme, les entreprises canadiennes devraient continuer de se tourner vers le gaz naturel (afin de réduire les coûts des intrants) et poursuivre une lente diversification de la gamme des produits pétrochimiques du Canada (p. ex. la production d'acide succinique à partir du maïs en 2013). Par ailleurs, les exportations de produits pharmaceutiques, en déclin depuis 2009, devraient diminuer encore plus en raison de la demande en berne sur les marchés européens. Les réformes des soins de santé aux É.-U. pourraient créer de nouveaux débouchés pour cette industrie autrefois florissante et rendre nos prévisions plutôt prudentes.

Les exportations de plastiques se raffermiront à la faveur de la demande croissante des industries de l'emballage, de l'automobile et de la construction aux É.-U. (destination de 90 % des exportations de l'industrie). La croissance du commerce international des É.-U. devrait rester solide, tandis que les ventes d'automobiles seront stimulées par le redressement des bilans des ménages. Enfin, la construction résidentielle et commerciale devrait progresser tout au long de la période de référence. Le Canada reste un bon endroit pour servir les clients américains, mais les entreprises désireuses d'exploiter la manne que présentent les marchés émergents – où la croissance est généralement plus rapide – seront de plus en plus attirées par des investissements outre mer. L'augmentation des dépenses en R-D, en vue de développer des méthodes plus écologiques de fabrication des produits chimiques et des plastiques, offre une autre possibilité de croissance pour le secteur.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 35,2 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 1 991
1999 : 2 175

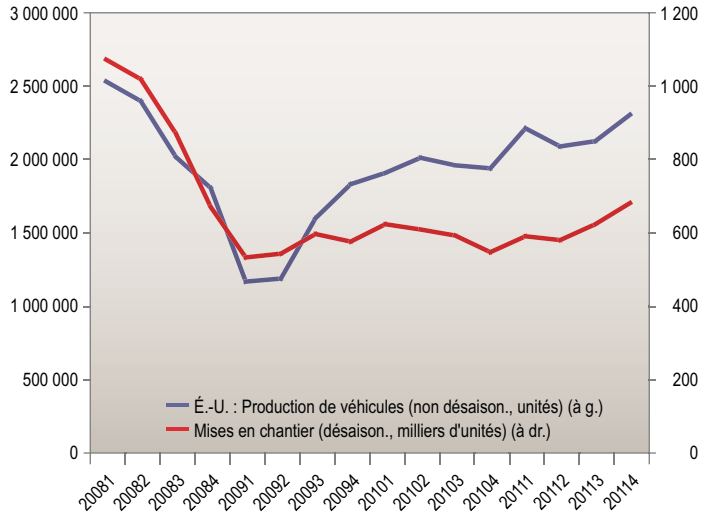
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 7,1 %

Répartition du secteur par province
NF : 0 %
NB : 0,3 %
NS : 0,8 %
PEI : 0,1 %
QC : 17,3 %
ON : 54,3 %
MN : 2,8 %
SK : 2,5 %
AB : 18,4 %
BC : 3,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
13,5 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 35 : Indicateurs de la demande – Produits chimiques et plastiques



Sources : Haver Analytics

Tableau 13 : Prévisions des exportations de produits chimiques et de plastiques, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
201	1	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	27,9	79,3	8,9	7	6
Europe occidentale	3,0	8,6	11,1	3	2
Japon, Océanie et Asie développée	1,1	3,1	4,6	19	8
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,2	3,3	-10,1	5	8
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,5	-15,1	9	8
Afrique et Moyen-Orient	0,4	1,1	6,6	10	6
Asie émergente	1,4	4,0	19,2	14	14
Total - Marchés développés	**32,1**	**91,1**	**9,0**	**7**	**6**
Total - Marchés émergents	**3,1**	**8,9**	**2,9**	**10**	**11**
Total 35,2		**100,0**	**8,4**	**7**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.11 Biens de consommation

Inversant une tendance à la baisse de longue date, les exportations canadiennes de biens de consommation ont grimpé de 6,7 % l'an dernier, à la faveur de la très forte demande des clients européens et asiatiques. Cette vigueur est d'autant plus impressionnante que le dollar canadien reste élevé et la concurrence est très vive. Le secteur continuera de témoigner de la tendance à la diversification observée au pays, et les ventes vers l'Asie émergente dépasseront à moyen terme celles à destination des marchés développés.

Malgré de récents succès sur les marchés non traditionnels, les É.-U. représentent encore plus des trois quarts de toutes les ventes à l'étranger de ce segment. Au terme de trois ans de désendettement, les consommateurs américains jouissent au début de 2012 d'une santé qu'ils n'avaient pas connue depuis des années. Le ratio de la dette des ménages par rapport au revenu personnel disponible a reculé pour passer d'un sommet de près de 130 % dans les années précédant la crise à 110 % à la fin de 2011. Les Services économiques d'EDC prévoient que les dépenses des ménages américains en biens durables progresseront de 8 % en 2012, puis de 5 % en 2013.

Il y a des signes d'un regain de l'activité dans ce secteur. Après être demeurées à des creux sans précédent depuis 2008, les mises en chantier devraient passer d'un peu plus de 600 000 unités en 2011 pour atteindre 800 000 unités cette année, puis 1,1 million d'unités en 2013, à la faveur de la demande d'articles d'ameublement résidentiel, d'armoires de cuisine et d'appareils électroménagers.

Malgré les perspectives prometteuses de la demande, l'industrie est aux prises avec une conjoncture des prix très difficile. Même si un répit est prévu en 2013, lorsque le huard descendra sous la parité, les pressions existantes exercées par des consommateurs sensibles aux prix et la concurrence accrue des pays à faibles coûts éroderont la part du secteur dans l'ensemble des échanges commerciaux du Canada.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 8,1 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 1 375
2000 : 2 020

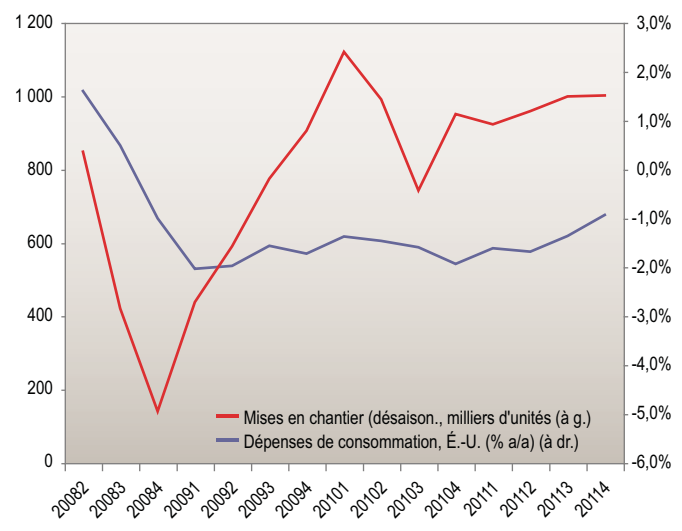
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 1,6 %

Répartition du secteur par province
NF : 0,1 %
NB : 0,2 %
NS : 0,9 %
PEI : 0 %
QC : 30,7 %
ON : 56,9 %
MN : 2,1 %
SK : 0,3 %
AB : 2,1 %
BC : 6,6 %

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
8,4 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 36 : Dépenses de consommation, É.-U.



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 14 : Prévisions des exportations de biens de consommation, par région

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Marchés développés					
États-Unis	6,3	77,7	4,2	4	5
Europe occidentale	1,1	14,0	14,1	3	7
Japon, Océanie et Asie développée	0,3	4,1	48,1	14	11
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,1	1,3	4,4	7	11
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,6	18,9	6	11
Afrique et Moyen-Orient	0,1	1,0	-6,4	6	9
Asie émergente	0,1	1,2	0,0	15	18
Total - Marchés développés	**7,7**	**95,9**	**6,9**	**4**	**6**
Total - Marchés émergents	**0,3**	**4,1**	**1,9**	**9**	**13**
Total 8,1		**100,0**	**6,7**	**4**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.12 Services

Après deux ans de solide croissance, les exportations canadiennes de services ont dépassé les sommets d'avant la récession et elles continueront de progresser de manière soutenue. Mais les exportations de marchandises, qui ont avancé très rapidement, pour effacer les pertes subies lors de la crise de 2008-2009, ont fait encore mieux et la part des exportations de services dans l'ensemble des échanges commerciaux est descendue à 14 % en 2011. La vigueur du huard continue de peser sur le secteur.

Pour l'ensemble des exportations de services, les Services économiques d'EDC prévoient une croissance d'environ 4 % cette année et l'an prochain. Les services commerciaux, qui constituent la plus grande partie de toutes les exportations canadiennes de services, devraient s'accélérer durant la période de référence, et gagner 3,7 % en 2012 et 4,9 % en 2013. Les services de transport devraient avancer de 7,1 % cette année, avant de décélérer ensuite, mais ils progresseront tout de même de 5,6 % l'an prochain. Par ailleurs, les services de voyages d'affaires et personnels, qui comptent pour environ le quart des exportations de services, s'accroîtront de 3,5 % cette année et de 1,5 % l'an prochain.

Les sous-secteurs du groupe des services commerciaux affichent des résultats contrastés depuis deux ans. Les services financiers s'en sont très bien tirés, vu que le secteur financier canadien était bien placé pour exploiter les débouchés au Sud de la frontière. La croissance de ce segment se modérera cependant durant la période de référence, car l'amélioration de la conjoncture aux É.-U. réduit les possibilités. D'autres segments de l'industrie des services, en particulier les services de gestion de construction et de génie, profiteront de l'assainissement du paysage économique américain et des grands projets dans les industries des ressources. Les exportations liées à la R-D ainsi que les services connexes au secteur des technologies de pointe poursuivront leur essor, ce qui compensera la faiblesse des exportations de marchandises dans ce secteur.

Les exportations de services de transport reflètent généralement l'activité dans le volet du commerce des marchandises et, comme les flux commerciaux se normalisent, les taux de croissance se modéreront. Le secteur du transport ferroviaire fera cependant beaucoup mieux au cours des 24 prochains mois, car les volumes plus élevés de produits agricoles et l'utilisation accrue des chemins de fer pour transporter le pétrole brut vers les raffineries américaines stimuleront considérablement la demande.

Statistiques sectorielles

Exportations
2011 : 76,9 G CAD

Nombre d'exportateurs
2010 : 7 083
2000 : 6 636

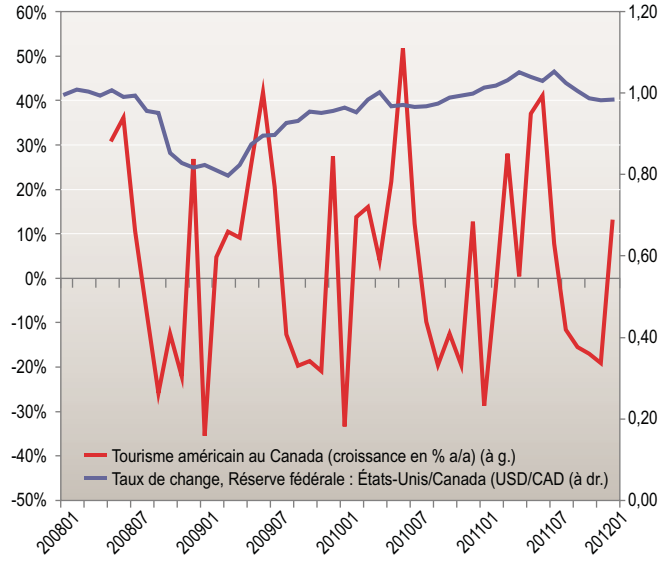
Part du total des exportations canadiennes
2011 : 15,5 %

Répartition du secteur par province
S/O

Investissement direct canadien à l'étranger (2010)
59,8 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 37 : Tourisme et dollar canadien



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 15 : Prévisions des exportations canadiennes de services

	2009	2010	2011	2012(f)	2013(f)
Total des exportations de services (M$)	**68,293**	**71,253**	**74,845**	**77,828**	**81,076**
Variation annuelle en %	**-5.78**	**4.33**	**5.04**	**4**	**4**
Commercial Services (M$)	40,324	41,263	43,221	44,808	47,003
Variation annuelle en %	-4.03	2.33	4.75	4	5
Services de transport (M$)	10,559	12,005	13,250	14,177	14,967
Variation annuelle en %	-13.37	13.69	10.37	14	6
Service des voyages (M$)	15,547	16,198	16,759	17,276	17,507
Variation annuelle en %	-6.03	4.19	3.46	3	1
Services gouvernementaux (M$)	1,864	1,788	1,616	1,568	1,599
Variation annuelle en %	7.50	-4.08	-9.62	-3	2

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.0 Prévisions provinciales

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

Les prévisions à l'exportation pour 2012 annoncent le maintien de la forte croissance des deux dernières années, mais à un rythme un peu plus lent, car l'incidence nominale des prix élevés records commence à se dissiper et annule largement la hausse des volumes d'expédition réels. La demande apparemment insatiable des marchés émergents depuis deux ans fléchira légèrement cette année, en réponse au ralentissement de la croissance du PIB des marchés des pays BRICM, tandis que la reprise économique américaine s'accélère. La plupart des provinces connaîtront une progression moins marquée par rapport à la croissance rapide de l'an dernier, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario qui rebondiront grâce aux facteurs de l'offre. L'an prochain, la Colombie-Britannique et la Nouvelle Écosse afficheront une croissance à deux chiffres en raison de la bonne tenue des secteurs des produits forestiers et de l'énergie, tandis que la plupart des autres provinces conserveront un taux de croissance égal ou à peine inférieur.

Les exportations de **Terre-Neuve-et-Labrador** continueront d'augmenter, mais à un rythme moins rapide de 5 % en 2012 et de 7 % en 2013. La croissance cette année sera attribuable aux considérables augmentations des exportations de biens industriels qui compenseront la baisse de la production d'énergie.

Les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations de l'**Île-du-Prince-Édouard** poursuivront leur ascension et avanceront d'environ 7 % cette année et l'an prochain. Le dynamisme de la reprise de l'économie américaine permettra un raffermissement de la demande dans tous les secteurs, tandis que le recul du huard l'an prochain stimulera les recettes nominales.

Globalement, l'amélioration des perspectives de la demande aux É. U. et la production accrue de gaz naturel ne suffiront pas à compenser la forte chute des cours du gaz naturel et les fermetures d'installations de production dans le secteur du papier journal. Ces deux facteurs contribueront à une diminution des recettes à l'exportation de la **Nouvelle-Écosse** de 1 % en 2012. Un rebond de 12 % suivra en 2013, à la faveur de gains généralisés.

Après la performance spectaculaire des dernières années, la croissance des exportations du **Nouveau-Brunswick** se ralentira à 6 % en 2012 et à 3 % en 2013 dans la foulée du recul des cours de l'énergie. Les améliorations du marché du logement américain viendront soutenir les exportations de produits en bois, tandis que les résultats seront contrastés dans le secteur des biens industriels, puisque la baisse de la production dans le secteur des métaux sera annulée par la hausse de la production de potasse.

Les exportations du **Québec** devraient se hisser au taux modeste de 7 % cette année et l'an prochain. La croissance sera mue par divers facteurs, y compris les prix élevés et la forte demande de produits de base, les livraisons plus nombreuses d'aéronefs et la reprise naissante du secteur du logement américain.

Les Services économiques d'EDC prévoient une robuste hausse de 9 % des exportations de l'**Ontario** en 2012 et en 2013, soit un peu plus que la moyenne nationale. Le redressement de l'industrie automobile et le maintien des prix élevés pour les biens industriels donneront le ton cette année, tandis que la vigueur en 2013 sera généralisée, car l'économie américaine prendra de l'élan et le huard affaibli fera monter les ventes à l'étranger.

Fortes d'un bond de 15 % l'an dernier, les exportations du **Manitoba** devraient augmenter à un rythme vigoureux de 8 % en 2012, puis à un taux plus modéré de 7 % l'an prochain. Les prévisions reposent sur l'amélioration de la demande américaine et le maintien de cours élevés mais plus modérés des produits de base agricoles.

À la suite d'une formidable embellie de 25 % l'an dernier, les exportations de la **Saskatchewan** ralentiront un peu, mais elles avanceront tout de même à un solide taux de 8 % cette année, puis de 3 % en 2012. Les exportations d'énergie de la province seront stimulées par la hausse des prix, tandis que les exportations agricoles devraient afficher une meilleure performance, le mauvais temps ayant ravagé les récoltes depuis deux ans.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

Après de remarquables résultats l'an dernier, le secteur à l'exportation de l'**Alberta** ralentira un peu le pas cette année, mais il connaîtra encore une progression soutenue. Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse de 7 % cette année, puis une augmentation de 6 % en 2013. Après la forte montée des prix des principaux produits de base l'an dernier, il sera difficile de faire mieux si bien que les prix commenceront à se tasser l'an prochain.

Les exportations de la **Colombie-Britannique** maintiendront leur vive progression au cours des deux prochaines années, malgré l'effet modérateur du ralentissement de l'économie chinoise. La croissance de 4 % cette année et de 13 % l'an prochain témoigne de la relance de la demande sur le marché américain de la construction résidentielle, du développement continu du secteur de l'exploitation minière et de la production plus élevée d'énergie l'an prochain.

Tableau 16 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

Provinces	G CAD exportations 2011 201	Part (%) des 1 201	1	Prévision des exportations (croissance en %) 2012(p)	2013(p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	12,1	2,9	31,5	5	7
Île-du-Prince-Édouard	0,7	0,2	5,8	7	7
Nouvelle-Écosse	4,4	1,0	3,1	-1	12
Nouveau-Brunswick	14,9	3,5	17,1	6	3
Québec	62,2	14,8	7,6	7	7
Ontario	155,4	37,1	6,4	9	9
Manitoba	11,8	2,8	15,1	8	7
Saskatchewan	29,5	7,0	24,6	8	3
Alberta	93,0	22,2	18,3	7	6
Colombie-Britannique	32,8	7,8	14,2	4	13
Territoires	2,0	0,5	-9,4	-2	11
Total des exportations de biens	**418,8**	**100,0**	**11,9**	**7.6**	**7.8**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions. * Comprend les estimations d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada).

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Dominé par les produits de base, le secteur à l'exportation de la province a profité de l'envolée des cours énergétiques et de la forte demande de minerai de fer l'an dernier, qui ont fait grimper de 32 % les ventes à l'étranger. Les Services économiques d'EDC prévoient une croissance continue des exportations, mais à un rythme plus modéré de 5,5 % en 2012 et de 6,8 % en 2013. La progression de cette année sera attribuable aux hausses substantielles des exportations de biens industriels, qui compenseront la baisse de la production d'énergie. L'ampleur de la demande de minerai de fer en provenance de la Chine (y compris les investissements chinois dans le secteur de l'infrastructure aux Bahamas) s'ajoutera à la reprise généralisée des expéditions à destination du marché américain.

Les perspectives pour les biens industriels sont très positives pour cette année et l'an prochain, surtout grâce à l'accroissement des volumes, vu que les prix ont un potentiel de hausse limité et qu'ils devraient se replier l'an prochain. Les ventes à l'étranger de minerai de fer poursuivront leur ascension en raison de la production accrue des sociétés IOC, Wabush et Labrador Iron Mines durant la période de référence. Les perspectives sectorielles après 2013 restent dynamiques, portées par les vastes investissements des sociétés New Millennium Capital et Tata Steel Ltd. Le déclin de la production à la baie de Voisey pèsera légèrement sur l'ensemble du secteur cette année.

La diminution de la production de brut poussera le volume des exportations d'énergie en territoire négatif cette année, mais l'effet des prix engendré par le maintien de cours élevés du pétrole permettra aux revenus tirés des ventes de rester positifs. L'an prochain, le cours du WTI se tassera, et nous prévoyons qu'il affichera une moyenne annuelle de 95 USD le baril en 2013. Le déclin de la production à Hibernia est quelque peu annulé par la hausse à Hibernia South, en plus de l'accélération de la production à North Amethyst – un champ satellite de White Rose. La raffinerie de Come-by-Chance, endommagée par un incendie, a repris ses activités et tournera à plus vive allure.

Les autres exportations de la province comprennent des biens divers, comme les fruits de mer, les produits de l'aquaculture, la machinerie et l'équipement, le matériel aéronautique et les boissons alcoolisées, qui sont expédiés par de nombreuses PME. Nous prévoyons que les exportations de cette catégorie resteront stables cette année et augmenteront légèrement en 2012 et l'an prochain, même si la volatilité et la sensibilité à l'évolution extérieure caractérisent ce segment.

Statistiques provinciales

PIB
28,1 G CAD

Exportations/PIB
37 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 195
1999 : 178

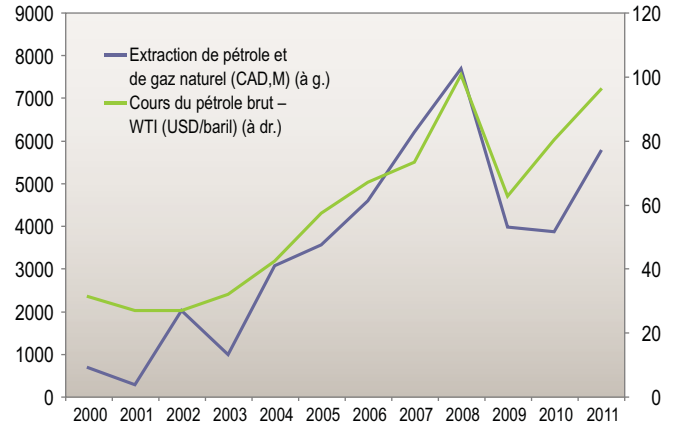
Balance commerciale (2011)
8,5 G CAD

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (66 %)
2. Chine (9 %)
3. Pays-Bas (5 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 16,4 %
2007 : 6,8 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,50
Région : 0,46

Graphique 38 : Gonf ement des exportations de pétrole par la montée des cours du brut



Sources : Haver Analytics, CANSIM

Tableau 17 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Énergie	7 972	65,9	33,3	4	2
Bien industriels	3 026	25,0	35,2	11	19
Agroalimentaire	876	7,2	10,3	3	3
Foresterie	161	1,3	36,7	-2	5
Autres	71	0,6	-8,3	6	8
Total 12	**105**	**100,0**	**31,5**	**5**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**4 133**	**34,1**	**28,1**	**9**	**15**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

* *Nota* – Historique des exportations d'énergie et prévisions fournis par les Services économiques d'EDC.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.2 Île-du-Prince-Édouard

Après deux ans de déclin, les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard se sont engagées sur la voie de la reprise l'an dernier en affichant un gain de près de 6 %. Les Services économiques d'EDC prévoient que les ventes à l'étranger resteront sur cette trajectoire haussière et progresseront de 7 % cette année et l'an prochain. L'accélération de la reprise de l'économie américaine permettra un raffermissement de la demande dans tous les secteurs, tandis que la faiblesse du huard l'an prochain stimulera les recettes nominales.

Les prévisions à l'exportation dépendront de l'évolution des sous-secteurs agricoles traditionnels et encore dominants, en l'occurrence ceux des produits de la mer de la pomme de terre. L'an dernier, le mauvais temps a provoqué un recul important des prises de homard. En 2012, la pêche au homard dans la province reviendra à des niveaux plus normaux, ce qui dynamisera les exportations vers les États Unis. Dans le sous-secteur de la pomme de terre, les prix plus élevés des pommes de terre de consommation et transformées appuieront la croissance cette année, grâce à l'offre serrée aux É.-U. qui maintient les prix. Malheureusement, vu la réduction des stocks de l'Île, la province ne pourra accroître fortement les quantités exportées. L'an prochain, le marché américain retrouvera l'équilibre, ce qui atténuera les pressions sur les prix et ralentira la demande de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les autres « nouvelles » industries de l'Île seront stimulées par la demande accrue accompagnant la reprise de l'économie américaine. Dans la catégorie du transport, les entreprises de l'Île-du-Prince-Édouard spécialisées dans l'entretien et la remise en état des avions devraient bénéficier d'une hausse de leurs commandes, à mesure que le secteur de l'aéronautique accélère la cadence cette année et prend de l'altitude en 2013.

Le secteur des biosciences, et plus particulièrement les réactifs de laboratoire et les vaccins pour animaux, figure parmi les nouvelles industries émergentes de la province qui attirent l'attention. Jusqu'ici, le secteur a suivi de près les industries des produits agroalimentaires, du transport, des biens industriels et de la machinerie et l'équipement, et il se classe donc au nombre des cinq premiers secteurs à l'exportation. Propulsées par les investissements de sociétés comme Novartis, qui a injecté 2,8 millions de dollars dans l'expansion de ses installations de R-D sur l'Île de 2011 à 2012, les exportations de vaccins sont en progression depuis une décennie. Malgré la baisse inhabituelle des exportations en 2011, les vaccins ciblant les bactéries et les virus des poissons semblent avoir fait de remarquables percées au Chili, au R.-U. et aux É.-U. et devraient renouer avec une croissance positive plus habituelle en 2012 et en 2013.

Statistiques provinciales

PIB
5,1 G CAD

Exportations/PIB
21 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 158
1999 : 131

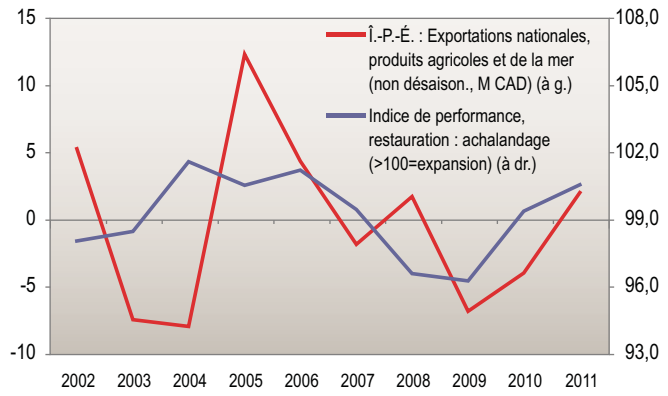
Balance commerciale (2011)
1,2 G CAD

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (70 %)
Massachusetts (8 %)
New Jersey (12 %)
New York (8 %)
2. Royaume-Uni (2 %)
3. Japon (2 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 16,7 %
2007 : 10,3 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,46
Région : 0,52

Graphique 39 : Le secteur américain de la restauration stimule les exportations agricoles



Sources : Haver Analytics, CANSIM

Tableau 18 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Agroalimentaire	475,8	65,1	1,8	7	5
M-É industriels	51,9	7,1	62,5	6	11
Transport	50,2	6,9	41,8	7	12
Biens industriels	54,8	7,5	-8,6	8	7
Autres	98,7	13,5	2,2	6	10
Total	**731,3**	**100,0**	**5,8**	**7**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**731,2**	**100,0**	**5.9**	**7**	**7**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.3 Nouvelle-Écosse

Globalement, l'amélioration des perspectives de la demande aux É.-U. et la production accrue de gaz naturel ne suffiront pas à compenser la chute des cours du gaz naturel et la fermeture d'installations de production dans le secteur du papier journal. Ces deux facteurs contribueront à la diminution des recettes à l'exportation en 2012. Un rebond est cependant prévu en 2013.

En particulier, le secteur du gaz naturel devrait afficher une croissance de la production positive au cours des deux prochaines années. Encana prévoit accroître la production au champ Deep Panuke pour la porter à 200 millions de pieds cubes par jour. D'après l'Office national de l'énergie, les volumes de Deep Panuke compenseront sans doute le déclin continu de la production à l'île de Sable. Selon les médias, la production devrait commencer en juillet 2012. En outre, Shell a remporté récemment un appel d'offres et devrait lancer l'exploration d'hydrocarbures dans quatre parcelles au large de la Nouvelle-Écosse. La pétrolière prévoit effectuer des essais sismiques l'an prochain et amorcer ses activités de forage en 2014. Ces travaux devraient avoir une incidence positive sur la capacité de production d'énergie de la province à moyen et à long termes.

La nouvelle association des pêcheurs professionnels de homard de la Nouvelle-Écosse a exercé des pressions pour faire relever les prix du homard, et elle a obtenu des résultats positifs à ce jour. L'essentiel de la croissance des exportations viendra sans doute des ventes de homard et de crevettes à destination de la Chine. L'industrie continuera ses efforts de diversification à l'échelle mondiale. Des marchés comme la Russie, Hong Kong et la Corée du Sud deviennent de plus en plus importants. Les installations d'aquaculture et les investissements en vue d'accroître les capacités de transformation devraient se traduire par des hausses des exportations de l'industrie de la pêche durant la période de référence.

La fermeture de l'usine de papier NewPage à Port Hawkesbury, en septembre dernier, et l'annonce récente des diminutions de la production à l'usine Bowater Mersey de Brooklyn nuiront aux volumes à l'exportation du secteur du papier journal. D'après un rapport du Conseil économique des provinces de l'Atlantique, les recettes à l'exportation du secteur du papier journal reculeraient de 300 millions de dollars cette année si l'usine Newpage demeure fermée.

Enfin, Michelin devrait maintenir une production constante cette année, en réponse à l'affaiblissement de la demande sur les marchés européens, puis accroître les volumes en 2013. La société prévoit augmenter sa production de 25 % d'ici 2015 et accentuer la diversification de ses exportations.

Statistiques provinciales

PIB
36,4 G CAD

Exportations/PIB
19 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 670
1999 : 819

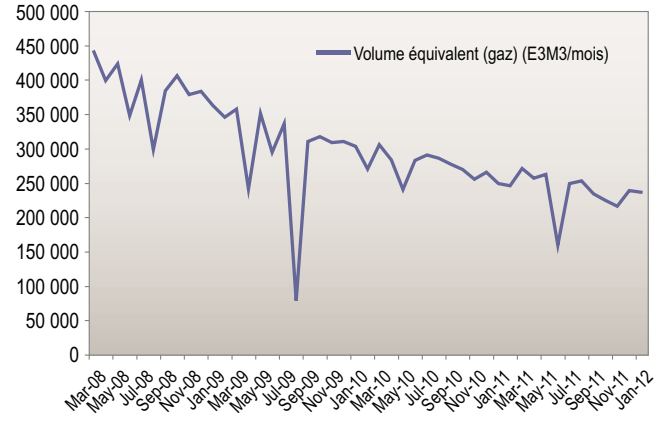
Balance commerciale (2011)
-3,9 G CAD (déficit)

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (74 %)
Massachusetts (20 %)
Caroline du Sud (15 %)
Michigan (6 %)
2. Chine (3 %)
3. France (2 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 10.5 %
2007 : 7,4 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,21
Région : 0,56

Graphique 40 : Projet de l'île de Sable en Nouvelle-Écosse



Source : Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers

Tableau 19: Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Gaz naturel	214	5,0	-10,0	9	39
Agroalimentaire	1 152	26,3	15	7	3
Foresterie	721	16,5	-9,8	-37	15
Véhicules	1 045	23,8	7,8	3	13
Autres	1 249	28,5	0,5	5	12
Total 4	**380**	**100,0**	**3,1**	**-1**	**12**
Total (énergie exclue)	**3 936**	**89,9**	**4,5**	**-2**	**9**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.4 Nouveau-Brunswick

La croissance des exportations du Nouveau-Brunswick ralentira en 2012 et en 2013, dans la foulée du recul des cours de l'énergie. Les améliorations du marché du logement américain favoriseront les exportations de produits en bois. Les résultats seront par ailleurs contrastés dans le secteur des biens industriels, car la baisse de la production dans le secteur des métaux sera compensée par la hausse de la production de potasse.

Comme des interruptions de l'offre mondiale de pétrole menacent le Moyen-Orient, le prix du brut WTI oscillera autour de 100 USD le baril cette année, avant de se replier à 95 USD le baril en 2013. Les cours du gaz naturel descendront à 3 UDS/MBtu en 2012 pour se redresser à 3,50 USD l'an prochain, le marché américain restant inondé de gaz de schiste. L'achèvement de la remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau viendra dynamiser les ventes à l'exportation d'électricité pour satisfaire à l'augmentation de la production industrielle américaine. L'exploration du gaz de schiste se poursuit, mais les difficultés à exploiter le potentiel du Nouveau-Brunswick ont pour effet de reporter de quelques années la production et les exportations.

Le marché du logement reprenant enfin de la vigueur, les exportations de produits en bois connaîtront une nette progression en 2012 et en 2013, à la faveur de la réouverture de l'usine Weyerhauser dans la région de Miramichi. Par ailleurs, les prix de la pâte à papier se sont détériorés plus rapidement que prévu, en particulier ceux de la pâte pour transformation chimique destinée au marché du textile, et une part importante de la capacité mondiale a été ajoutée ou convertie. Quant au secteur du papier, les facteurs fondamentaux restent stables pour les cartons-caisses, mais ils se sont dégradés légèrement pour les papiers surcalendrés.

Les exportations de produits agroalimentaires se ralentiront considérablement en 2012, vu que les prix du saumon d'élevage devraient se replier fortement à cause de la hausse de la production et des exportations au Chili. Les prises de homard devraient s'améliorer en 2012, les captures de 2011 ayant souffert du mauvais temps. Les prix des pommes de terre et du crabe des neiges devraient aussi se redresser, à cause de la récolte de pommes de terre réduite aux É.-U. et de l'offre limitée de crabe de la Russie et de l'Alaska. La croissance des exportations sera aussi portée par l'ouverture de la nouvelle cannebergière de Rogersville.

Les exportations de métaux et de minéraux déclineront en 2012 et en 2013, en raison de la diminution de la production à la mine Brunswick, dont la fermeture est prévue en 2013. La production à la mine Halfmile et d'autres projets potentiels, comme ceux de Mount Pleasant et Sisson Brook, ne suffirait pas à compenser cette fermeture. La nouvelle mine de potasse Sussex, qui devrait ouvrir l'an prochain, doublera la capacité de production de potasse d'ici 2015. Les travaux d'exploration d'une nouvelle mine de potasse ont aussi débuté dans la région de Sussex.

Statistiques provinciales

PIB
29,4 G CAD

Exportations/PIB
40 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 540
1999 : 692

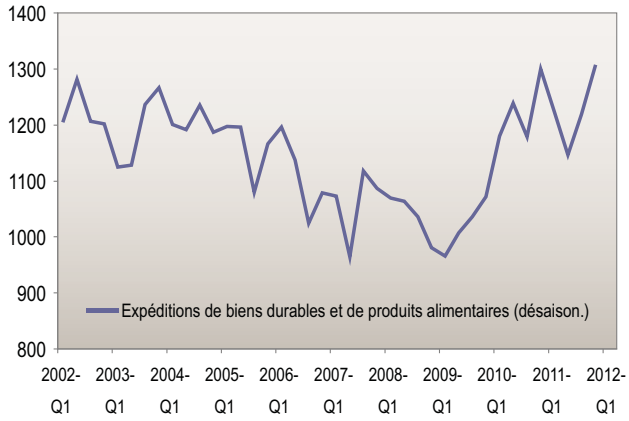
Balance commerciale (2011)
1,2 G CAD

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (84 %)
New Hampshire (52 %)
Massachusetts (9 %)
Maine (5 %)
2. Pays-Bas (4 %)
3. Brésil (1 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 6,7 %
2007 : 5,5 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,51
Région : 0,72

Graphique 41 : Amélioration du secteur de la fabrication



Sources : Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Tableau 20 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Énergie	10 691	71,9	23,0	7	1
Foresterie	1 512	10,2	-2,8	1	15
Agroalimentaire	1 380	9,3	18,1	2	5
Bien industriels	958	6,4	3,0	-5	-8
M-É	194	1,3	-16,8	6	11
Autres	124	0,8	15,0	15	10
Total 14	**859**	**100,0**	**17,1**	**6**	**3**
Total des exportations non énergétiques	**4 168**	**28,1**	**4,3**	**1**	**6**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.5 Québec

Les exportations du Québec devraient augmenter modérément cette année et l'an prochain, après avoir pâti en 2011. La croissance sera mue par divers facteurs, y compris les prix élevés et la forte demande de produits de base, les livraisons plus nombreuses d'aéronefs et la reprise naissante du secteur du logement américain (dont l'effet sera accentué par le renouvellement, dès janvier 2012 et pour une période de deux ans, de l'Accord canado-américain sur le bois d'œuvre résineux).

La production d'aluminium du Québec a fléchi au début de 2012 sous l'impact des interruptions d'activité de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan à Alma, dont la production a baissé temporairement de 30 % (soit plus de 100 000 tonnes). À l'usine de Shawinigan, la production a provisoirement décliné de moitié en raison de bris techniques. Malgré ces perturbations, la production en 2012 et 2013 devrait faire de légers gains et s'accroître encore plus en 2013. Les nouveaux investissements dans le secteur à l'appui de cette croissance future comprennent la troisième phase d'expansion annoncée à l'Aluminerie Alouette (2 milliards de dollars sur 15 ans) et l'injection de 2,1 milliards de dollars sur cinq ans d'Alcoa dans ses deux alumineries de Baie-Comeau.

La production du secteur minier progressera cette année et l'an prochain. Un important facteur de cette expansion sera le Plan Nord, un projet de 80 milliards de dollars annoncé par le gouvernement visant à soutenir l'extraction minière dans le Nord. Dans le cadre du projet, Xstrata compte investir 500 millions de dollars pour mettre en valeur sa mine de nickel Raglan au Nunavik, qui devrait produire 40 000 tonnes de concentré de nickel en 2016. Au nombre des autres projets miniers d'envergure, on compte le projet Mont-Wright d'ArcelorMittal qui devrait doubler sa production de minerai de fer dans les années à venir. La mine du lac Bloom de Cliff Natural Resources continuera d'accroître sa production en 2012 et en 2013; l'ensemble de la production (soit environ 12 millions de tonnes cette année) est destiné au marché chinois.

Le secteur de l'aéronautique devrait finalement sortir de la léthargie dans laquelle il avait sombré depuis la récession. Bombardier mènera le bal avec la première livraison de ses appareils de la CSeries, prévue en 2012-2013. Il y aurait près de 150 commandes fermes pour les aéronefs, ce qui est de bon augure pour 2013 et au-delà. Mis à part les appareils de la CSeries, Bombardier devrait effectuer d'importantes livraisons en 2012, en particulier pour ses avions d'affaires.

Statistiques provinciales

PIB
319,3 G CAD

Exportations/PIB
26 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 8 001
1999 : 8 108

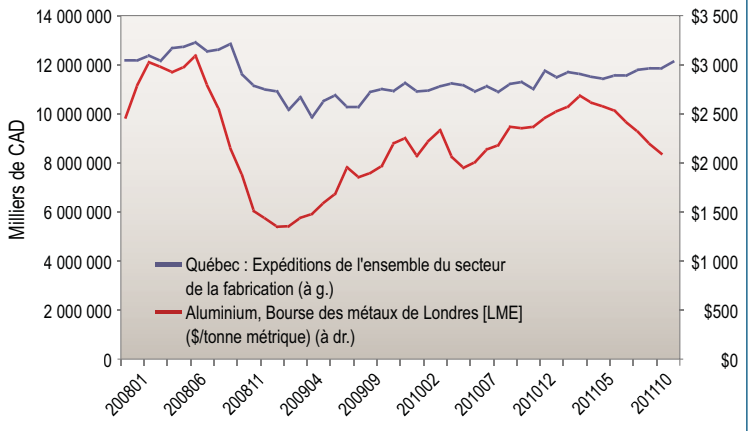
Balance commerciale (2011)
-11 G CAD (déficit)

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (69 %)
2. Chine (4 %)
3. Allemagne (2 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 13,2 %
2007 : 7,6 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,24
Région : 0,50

Graphique 42 : Québec - Indicateurs de la demande des exportations



Sources : Haver, CANSIM

Tableau 21 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Bien industriels	24 511	39,4	9,7	6	5
M-É	8 348	13,4	7,8	5	8
Foresterie	7 402	11,9	-2,5	6	11
Transport	7 457	12,0	5,3	8	10
Agroalimentaire	5 597	9,0	12,9	9	7
Biens de consommation	2 478	4,0	-1,2	2	5
Autres	6 364	10,2	14,6	11	7
Total 62	**157**	**100,0**	**7,6**	**7**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**58 795**	**94,6**	**7,0**	**7**	**7**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.6 Ontario

Le taux d'expansion des exportations de l'Ontario se situera dans les deux chiffres en 2012 et en 2013, soit un taux largement supérieur à la moyenne nationale. Le maintien des cours élevés des produits de base en 2012 favorisera des gains dans l'industrie minière. Le tassement des cours en 2013 s'accompagnera d'une dépréciation du huard, ce qui compensera l'incidence nominale et donnera aux fabricants de l'Ontario un répit dont ils ont le plus grand besoin. La vigueur en 2013 sera généralisée, car l'économie américaine se redressera et la dépréciation du huard fera monter les ventes à l'étranger. Le secteur à l'exportation de l'Ontario est axé sur le marché américain, mais la diversification du commerce est évidente, même dans le plus grand centre industriel du Canada, la Chine étant en passe de devenir la deuxième destination des exportations (métaux précieux exclus).

Même si sa taille est nettement moins importante qu'avant la récession, le secteur de l'automobile demeure le plus important secteur à l'exportation en Ontario. Après les perturbations liées aux catastrophes naturelles qui ont porté un coup à l'industrie de l'automobile canadienne en 2011, la production est revenue à la normale et de fortes hausses dans les usines de Honda et de Toyota seront les moteurs de la croissance des exportations cette année. L'an prochain, l'industrie se modérera, mais continuera d'afficher de solides gains, vu que le huard descendra sous la parité et que les ventes de véhicules aux É. U. remonteront aux niveaux d'avant la récession.

Les hausses à deux chiffres de la production dans plusieurs mines d'or ontariennes, y compris le projet Young Davidson, La Ronde et lac Kirkland, favoriseront des ventes sans précédent au cours des deux prochaines années. La production accrue de nickel et de cuivre contribuera également à la croissance, car la mine de nickel et de cuivre Lockerby devrait tourner à plein régime d'ici la fin de 2012 et l'usine de Vale à Sudbury accroîtra sa production après les perturbations de l'offre survenues en 2011. Les perspectives des exportations d'acier sont ternes en comparaison. L'annonce récente que la société US Steel ne redémarrera pas la production à son usine de Hamilton fait ressortir la faiblesse fondamentale de l'industrie, malgré l'amélioration de la demande dans les secteurs en aval. Dans ce contexte, il est fort peu probable que l'on assiste à un retour des activités (suspendues) d'Essar Algoma.

L'industrie pharmaceutique de l'Ontario doit encore composer avec un contexte commercial difficile, caractérisé par une baisse des dépenses en R-D et l'expiration des brevets. Pourtant, l'activité plus soutenue dans le marché du capital de risque en 2011 et les annonces récentes d'investissements (dont les plans d'agrandissement de l'usine de Teva Canada à Stouffville et de l'usine de GlaxoSmithKline à Mississauga) sont de bon augure à moyen terme.

Statistiques provinciales

PIB
612,5 G CAD

Exportations/PIB
31 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 16 655
1999 : 18 265

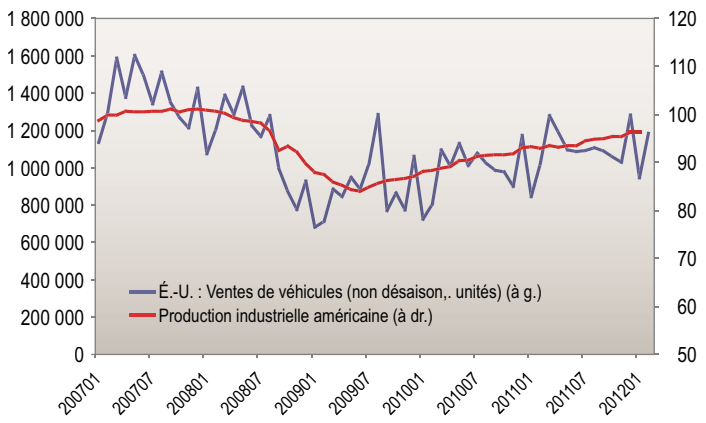
Balance commerciale (2011)
-73 G CAD (déficit)

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (77 %)
Michigan (31 %)
Californie (11 %)
New York (8 %)
2. Royaume-Uni (9 %)
3. Norvège (2 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 5,8 %
2007 : 3,9 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,26
Région : 0,61

Graphique 43 : Ontario - Indicateurs de la demande des exportations



Sources : Haver Analytics

Tableau 22 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Bien industriels	57 397	36,9	13,3	8	10
Véhicules	50 130	32,3	2,4	15	10
M-É	20 909	13,5	2,9	6	8
Agroalimentaire	9 767	6,3	5,5	7	6
Foresterie	4 590	3,0	-0,3	-1	12
Biens de consommation	4 593	3,0	13,2	5	7
Autres	8 023	5,2	-2,3	7	6
Total 155	**412**	**100,0**	**6,4**	**9**	**9**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.7 Manitoba

Après un bond de 15 % l'an dernier, les exportations du Manitoba devraient augmenter à un rythme vigoureux de 8 % en 2012, puis à un taux plus modéré de 7 % l'an prochain. Les prévisions de solide croissance des exportations établies par les Services économiques d'EDC tablent sur l'amélioration de la demande aux É.-U. et sur le maintien de cours élevés des produits de base agricoles, dont la progression sera toutefois modérée. Le secteur de l'énergie profite de la flambée des cours du pétrole, attisée par l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les pressions induites par un dollar canadien toujours robuste restent un défi de taille pour les exportateurs, mais elles devraient s'atténuer l'an prochain lorsque le huard descendra à 0,97 USD. Le Manitoba est l'économie provinciale la plus diversifiée du pays et la quasi-totalité de ses secteurs tourne à plein régime.

Les exportations manitobaines de produits agroalimentaires devraient s'apprécier de 9 % cette année, à la faveur d'une hausse marquée du volume des exportations qui compensera le tassement des prix des céréales en 2012. Après avoir vu leurs sols saturés d'eau pendant deux années consécutives, les agriculteurs espèrent que cette année apportera des conditions bien meilleures et des récoltes abondantes. La production plus élevée de canola durant la période de référence sera un facteur déterminant de la croissance des exportations du Manitoba, tandis que les ventes de blé dur gagneront aussi du terrain en raison d'une nette appréciation des prix. Les exportations de bétail du Manitoba s'accroîtront, en particulier le bœuf qui profite de solides hausses des prix et de la demande accrue des marchés émergents ainsi que de la Corée du Sud (qui a levé récemment son interdiction d'importation de bœuf canadien).

Le secteur de l'énergie du Manitoba jouera le rôle de locomotive durant l'horizon de prévisionnel, ses exportations devant progresser de 11 % cette année et de 5 % en 2013. Malgré la faible croissance de la production pétrolière, la vigueur des cours du pétrole en 2012 valorisera les exportations de brut de la province, tout en favorisant l'intensification des forages à l'appui de la production. Comme l'activité industrielle s'accélère aux É.-U. et que les turbines de la centrale Wuskwatim de Manitoba Hydro commenceront à tourner en 2012, nos perspectives sont positives pour les exportations d'électricité du Manitoba.

Enfin, dans le secteur du transport, l'industrie aéronautique sera portée par la hausse des commandes d'aéronefs, qui sera fort bienvenue chez Boeing Winnipeg, tandis que les contrats pluriannuels que Standard Aero a conclus avec US NAVAIR et EuroLot devraient embellir les perspectives à l'exportation du segment des services.

Statistiques provinciales

PIB
54,3 G CAD

Exportations/PIB
27 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 1 156
1999 : 1 263

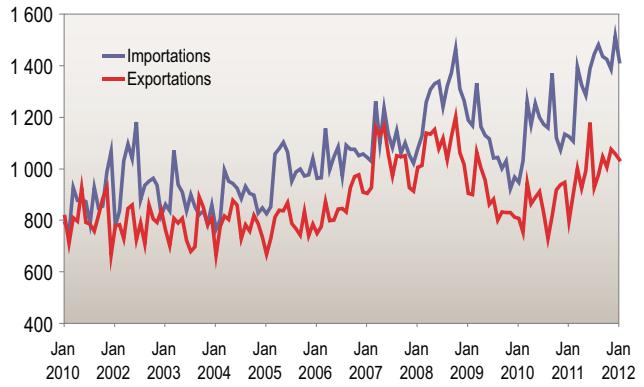
Balance commerciale (2011)
-4,3 G CAD (déficit)

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (61 %)
2. Chine (8 %)
3. Japon (6 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 22,3 %
2007 : 19,8 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,22
Région : 0,41

Graphique 44 : Manitoba - Retour des importations aux niveaux d'avant la crise, mais longue remontée pour les exportations (données mensuelles, M CAD)



Source : Statistique Canada

Tableau 23: Prévisions des exportations de marchandises du Manitoba

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Agroalimentaire	4 279	36,3	5,8	10	5
Bien industriels	3 180	27,0	32,1	5	7
M-É	1 444	12,3	18,4	9	12
Énergie	1 128	9,6	30,6	11	5
Véhicules	469	4,0	8,7	13	10
Foresterie	401	3,4	7,4	3	11
Autres	881	7,5	-1,7	6	9
Total 1	**1 783**	**100,0**	**15,1**	**8**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**10 655**	**90,4**	**13,7**	**8**	**7**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.8 Saskatchewan

Après un formidable bond de 25 % l'an dernier, les exportations de la Saskatchewan ralentiront un peu, mais elles avanceront tout de même à un taux solide de 8 % cette année, puis de 3 % en 2012. Les exportations d'énergie de la province seront stimulées par la hausse des prix, tandis que celles du secteur agricole devraient rebondir après deux années de récoltes ravagées par le mauvais temps.

Les exportations d'énergie de la Saskatchewan avanceront de 5 % cette année, malgré la stabilité du profil de la production de pétrole jusqu'à la fin de 2013, car les revenus seront poussés à la hausse par l'envolée des cours pétroliers. L'augmentation de la production de brut léger à Bakken sera annulée par les reculs continus de la production de pétrole lourd classique, le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien étant parvenu à maturité et la production déclinant depuis des années. Les cours élevés de l'énergie continueront de stimuler l'investissement, et les activités de forage se poursuivront durant la période de référence, mais l'entrée en production des capacités supplémentaires nécessitera du temps.

Le volume d'exportations de produits agroalimentaires de la Saskatchewan décollera en 2012. Les inondations de l'an dernier et les précipitations printanières nettement plus abondantes ont amputé les récoltes en 2011, les superficies ensemencées étant très faibles l'an dernier. Mais l'essor des volumes exportés sera en partie annulé par le fléchissement des prix des céréales, qui resteront inférieurs aux sommets de 2011. Les déterminants à long terme des prix dans le secteur agricole mondial sont demeurés solides, en particulier la hausse rapide de la demande d'aliments sur les marchés émergents et la montée en flèche de la production de biocarburants. Les prix records ont cependant provoqué des augmentations marquées de l'offre, et les stocks reviendront à leurs niveaux normaux. Cette année, les agriculteurs de la Saskatchewan déplacent leur production vers le canola et le blé dur, plus lucratifs, tandis que la production de maïs restera essentiellement inchangée. Les volumes d'exportations de bœuf de la Saskatchewan diminueront légèrement, mais les prix seront élevés cette année, vu que la demande des consommateurs renforce la dynamique.

Les exportations d'engrais afficheront une robuste croissance cette année et l'an prochain, les meilleurs résultats provenant du secteur de la potasse. Faisant figurent d'intrants dans l'agriculture mondiale, les engrais sont touchés par le repli des prix des produits agricoles, mais de façon nettement moins marquée dans le cas de la potasse. La hausse des livraisons de Canpotex au Brésil, en Inde et chez d'autres importateurs asiatiques sera portée par une croissance impressionnante sur les marchés émergents, qui devrait se poursuivre pendant l'ensemble de 2012 et l'an prochain.

Statistiques provinciales

PIB
63,5 G CAD

Exportations/PIB
39 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 761
1999 : 731

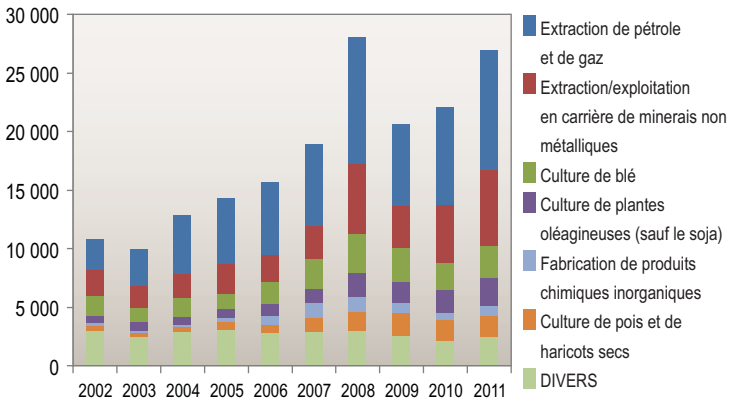
Balance commerciale (2011)
CAD 20,2 G CAD

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (62 %)
2. Chine (6 %)
3. Japon (3 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 24,9 %
2007 : 23,3 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,31
Région : 0,41

Graphique 45 : Retour des exportations de la Saskatchewan aux niveaux d'avant la crise (M CAD)



Source : Statistiques Canada

Tableau 24: Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Énergie	10 500	35,6	23,7	5	-1
Agroalimentaire	10 166	34,4	23,2	10	3
Engrais	6 555	22,2	30,3	10	7
Produits chimiques/plastiques	871	2,9	34,4	6	6
Autres	1 427	4,8	12,2	7	13
Total 29	**520**	**100,0**	**24,6**	**8**	**3**
Total des exportations non énergétiques	**19 020**	**64,4**	**25,1**	**10**	**5**

Source : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.9 Alberta

Après une très solide performance l'an dernier, le secteur à l'exportation de l'Alberta sera en légère perte de vitesse cette année, mais demeurera en constante progression. Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse de 7 % cette année, puis une augmentation de 6 % en 2013. Après l'embellie des cours des principaux produits de base l'an dernier, les possibilités de nouvelles hausses sont limitées si bien que les cours commenceront à se tasser l'an prochain. Les volumes diminueront pour le gaz naturel et le papier journal au cours des deux prochaines années. EDC prévoit que les recettes à l'exportation ne franchiront pas la barre des 100 milliards de dollars américains en 2012, mais elles y parviendront l'an prochain.

Nos prévisions pour les exportations de pétrole brut et les produits pétroliers reposent en grande partie sur une augmentation des volumes puisque la progression des cours sera limitée. Malgré tout, l'incidence des cours élevés se fera encore sentir du côté de l'offre : on continuera d'intensifier la production à la faveur d'investissements considérables et de l'amélioration des techniques d'extraction. La production de bitume pourrait s'apprécier de 10 % cette année et l'an prochain. Nous prévoyons que le cours annuel moyen du brut WTI atteindra 100 USD le baril cette année, puis 95 USD le baril l'an prochain. Les perspectives du gaz naturel, par contre, sont plus sombres et sont liées à la présence d'excédents sur les marchés régionaux provenant de l'intense production de gaz de schiste américain. Les prix du gaz naturel reculeront de 25 % pour se situer en moyenne à seulement 3 USD/MBtu cette année. Ils devraient remonter l'an prochain, mais ils seront insuffisants pour permettre des gains de la production et des exportations. Vu que le brut est plus lucratif, la tendance à privilégier des puits de pétrole brut plutôt que de gaz naturel se maintiendra.

Les biens industriels, la M-É, les produits agroalimentaires et les produits forestiers sont au nombre des grands secteurs à l'exportation de l'Alberta. Les résultats des biens industriels seront contrastés. Les engrais, les produits chimiques et les plastiques favoriseront la croissance des biens industriels, en raison d'une augmentation soutenue de la demande mondiale d'aliments et de la reprise américaine qui stimule la demande de résines. Moins impressionnantes, les ventes de métaux et de minerais profiteront de la relance du secteur de l'automobile. Le secteur agroalimentaire enregistra lui aussi d'excellents résultats grâce à la hausse des ventes de blé, de plantes oléagineuses et de bœuf de l'Alberta. Le redressement des marchés américain et japonais ainsi que la croissance continue des ventes à la Chine, au Mexique et aux Émirats arabes unis porteront les volumes de blé et de légumineuses à une croissance soutenue à deux chiffres. Les ventes de viandes transformées progresseront de 12 % durant les deux années. Les ventes de M-É liées au forage du pétrole et du gaz naturel resteront vigoureuses durant la période de référence.

Statistiques provinciales

PIB
263,5 G CAD

Exportations/PIB
33 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 2 972
1999 : 2 901

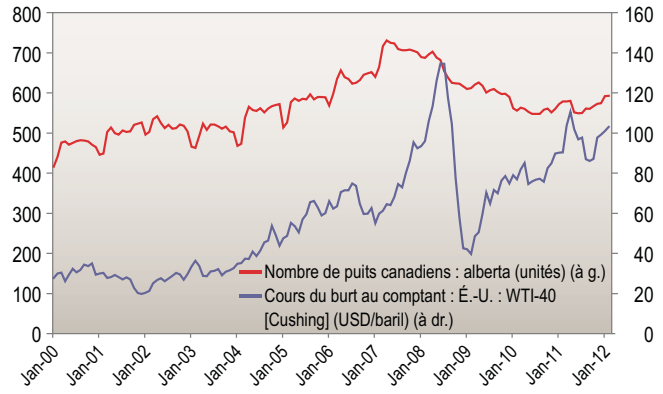
Balance commerciale (2011)
69 G CAD

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (43 %)
2. Chine (3 %)
3. Japon (2 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 7,2 %
2007 : 7,6 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,53
Région : 0,76

Graphique 46 : Nombre de puits en Alberta et cours du WTI



Sources : CAODC, EL/Haver Analytics

Tableau 25 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Énergie	67 596	72,6	19,3	8	5
Bien industriels	10 200	11,0	15,4	4	5
Agroalimentaire	7 912	8,5	18,4	10	5
M-É	4 362	4,7	26,5	7	10
Foresterie	2 078	2,2	-8,5	-1	20
Autres	898	1,0	17,9	8	9
Total 93	**046**	**100,0**	**18,3**	**7**	**6**
Total des exportations non énergétiques	**25 450**	**27,4**	**15,7**	**6**	**7**

Sources : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et de 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.10 Colombie-Britannique

Le ralentissement prévu en Chine cette année modérera la forte croissance des exportations des principaux produits de base constatée ces dernières années. La robuste demande continue à moyen terme de la Chine et d'autres économies asiatiques émergentes en rapide expansion profitera néanmoins au secteur à l'exportation de la Colombie-Britannique, tout comme la relance du secteur américain du logement.

Nous prévoyons un taux de croissance à deux chiffres des exportations du secteur forestier de la Colombie-Britannique en 2012 et en 2013. L'activité dans le secteur de la construction résidentielle se ralentit en Chine, mais la faiblesse de la demande chinoise de produits en bois sera largement compensée par les activités de reconstruction au Japon, après le tsunami dévastateur de l'an dernier, et par le raffermissement des mises en chantier sur le marché américain. Les importations chinoises de pâte à papier seront à nouveau un important facteur de croissance à l'avenir, même si la demande d'importations faiblit par rapport aux récents taux de croissance élevés, à cause du ralentissement de l'économie. Nous ne prévoyons pas que la restructuration de Catalyst Paper réduira les capacités dans les installations de l'entreprise en Colombie-Britannique, même si elle demeure un risque de détérioration pour nos prévisions.

Les prix nettement plus bas du gaz naturel et du charbon feront décliner les exportations d'énergie en 2012. Les exportations diminueront malgré la hausse de la production de gaz naturel provenant de la formation de gaz de schiste Horn River Basin et Montney, et la hausse des exportations de charbon rendue possible par la réouverture de la mine Quintette et l'expansion des capacités des terminaux de charbon de la côte Ouest. On s'intéresse de plus en plus au potentiel de la province dans les secteurs du gaz naturel et du charbon, surtout en Asie, en raison de la demande grandissante pour la production d'acier et d'électricité. Les sociétés énergétiques internationales se mettent donc sur les rangs pour investir dans le potentiel énergétique de la Colombie-Britannique, d'autant plus que l'avenir du secteur nucléaire japonais est incertain. Deux terminaux de GNL axés sur les exportations ont été approuvés et les analystes prévoient que Shell présentera une demande pour un troisième terminal d'ici peu.

Malgré la détérioration des facteurs fondamentaux de l'or et du cuivre durant la période de référence, les exportations de biens industriels profiteront de la capacité accrue dans le secteur de l'extraction minière de la province. De nouvelles capacités démarreront en 2012, y compris Copper Mountain, Mount Milligan et New Afton, qui stimuleront les exportations de minerais et de métaux malgré le tassement des prix des principaux produits de base. Vu que plus de 350 projets d'exploration minérale et 20 grands projets miniers sont actifs dans la province, et qu'il y a des ajouts importants à l'usine de Kitimat en Colombie-Britannique, les perspectives à long terme du secteur minier de la Colombie-Britannique sont très prometteuses.

Statistiques provinciales

PIB
203,1 G CAD

Exportations/PIB
22 %

Nombre d'exportateurs
2010 : 5 077
1999 : 5 543

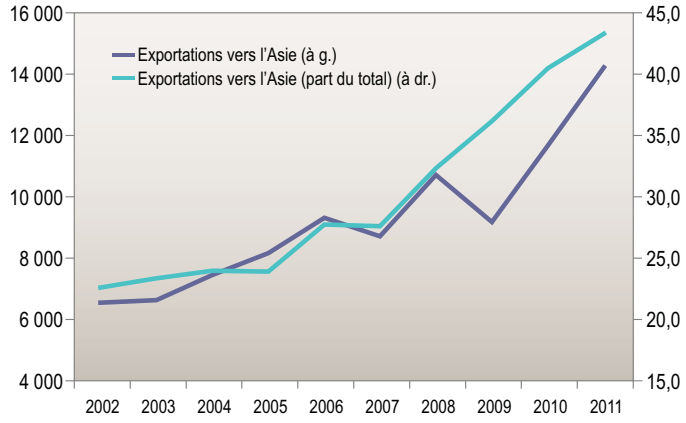
Balance commerciale (2011)
-7 G CAD (déficit)

Principales destinations des exportations
1. États-Unis (43 %)
2. Chine (15 %)
3. Japon (14 %)

Part des exportations vers les marchés émergents
2011 : 24,5 %
2007 :12,6 %

Indice de Herf ndahl (diversif cation du commerce : 0 = concentration extrême)
Secteur : 0,23
Région : 0,24

Graphique 47 : Poussée de la demande asiatique



Sources : Industrie Canada

Table 26 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2011	2011	2011	2012(p)	2013(p)
Foresterie	9 900	30,2	8,8	9	24
Énergie	10 054	30,7	25,1	-1	8
Biens industriels	6 557	20,0	18,4	7	10
M-É	2 416	7,4	6,3	5	8
Agroalimentaire	2 587	7,9	1,5	4	6
Autres secteurs	1 285	3,9	4,9	5	8
Total 32	**799**	**100,0**	**14,2**	**4**	**13**
Total (énergie exclue)	**22 745**	**69,3**	**10,0**	**7**	**16**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2011 sont réelles, celles de 2012 et 2013 sont des prévisions.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

5.0 Annexes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position d'EDC

Algérie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Angola

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Argentine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Arménie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Australie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Azerbaïdjan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Bahamas

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Bahreïn

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Bangladesh

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Barbade

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

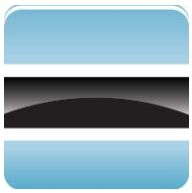
négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Bolivie, État plurinational de

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)



Botswana

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Brésil

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Bulgarie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Cameroun

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Chili

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Chine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Colombie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Costa Rica

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Côte d'Ivoire

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés*
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Croatie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Cuba

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés*
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Tchèque, République

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Dominicaine, République

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Équateur

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs −

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Égype

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

El Salvador

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Guinée équatoriale

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Estonie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Éthiopie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

France

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Gabon

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Géorgie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Allemagne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Ghana

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Grèce

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Guinée

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Haïti

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Hong Kong

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Hongrie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Inde

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Indonésie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Iraq

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Israël

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Italie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Jamaïque

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Japon

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Jordanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Kazakhstan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Kenya

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Koweït

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Kirghizistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Liban

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Libye

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Lituanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Malaisie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Mali

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Mauritanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Maurice

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Mexique

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs −

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Mongolie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Maroc

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Mozambique

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Namibie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faible
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faible
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Pays-Bas

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faible
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faible
Risques souverains :	Faible
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

positive

neutres

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Nigéria

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Oman

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Pakistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Panama

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Pérou

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Philippines

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Pologne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Portugal

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Qatar

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Roumanie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Russie, Fédération de

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Arabie saoudite

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Neutres : **(O)**

Sénégal

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Singapour

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Slovaquie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Afrique du Sud

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Corée, République de

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Espagne

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Sri Lanka

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Syrienne, République arabe

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Taïwan, province de Chine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Tadjikistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Tanzanie, République-Unie de

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Thaïlande

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Trinité-et-Tobago

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs –

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Tunisie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Négatifs : (–)

Turquie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Turkménistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Ouganda

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

Ukraine

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs −

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Émirats arabes unis

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Royaume-Uni

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Faibles
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

États-Unis

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Faibles
Risques souverains :	Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Uruguay

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Ouzbékistan

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiements d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

positifs +

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

neutres O

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

négatifs −

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

Venezuela, République bolivarienne du

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés à élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Positifs : (+)

Viêt Nam

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés à élevés
Risques souverains :	Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Aucune information disponible

Yémen

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Élevés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Élevés
Risques souverains :	Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Aucune information disponible

Zambie

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme :	Modérés
Risques commerciaux à moyen et à long terme :	Modérés
Risques souverains :	Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2011 :	Données insuffisantes

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

5.2 Risques de non-paiement

Amérique latine

Risques de non-paiement à court terme

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antilles

Risques de non-paiement à court terme

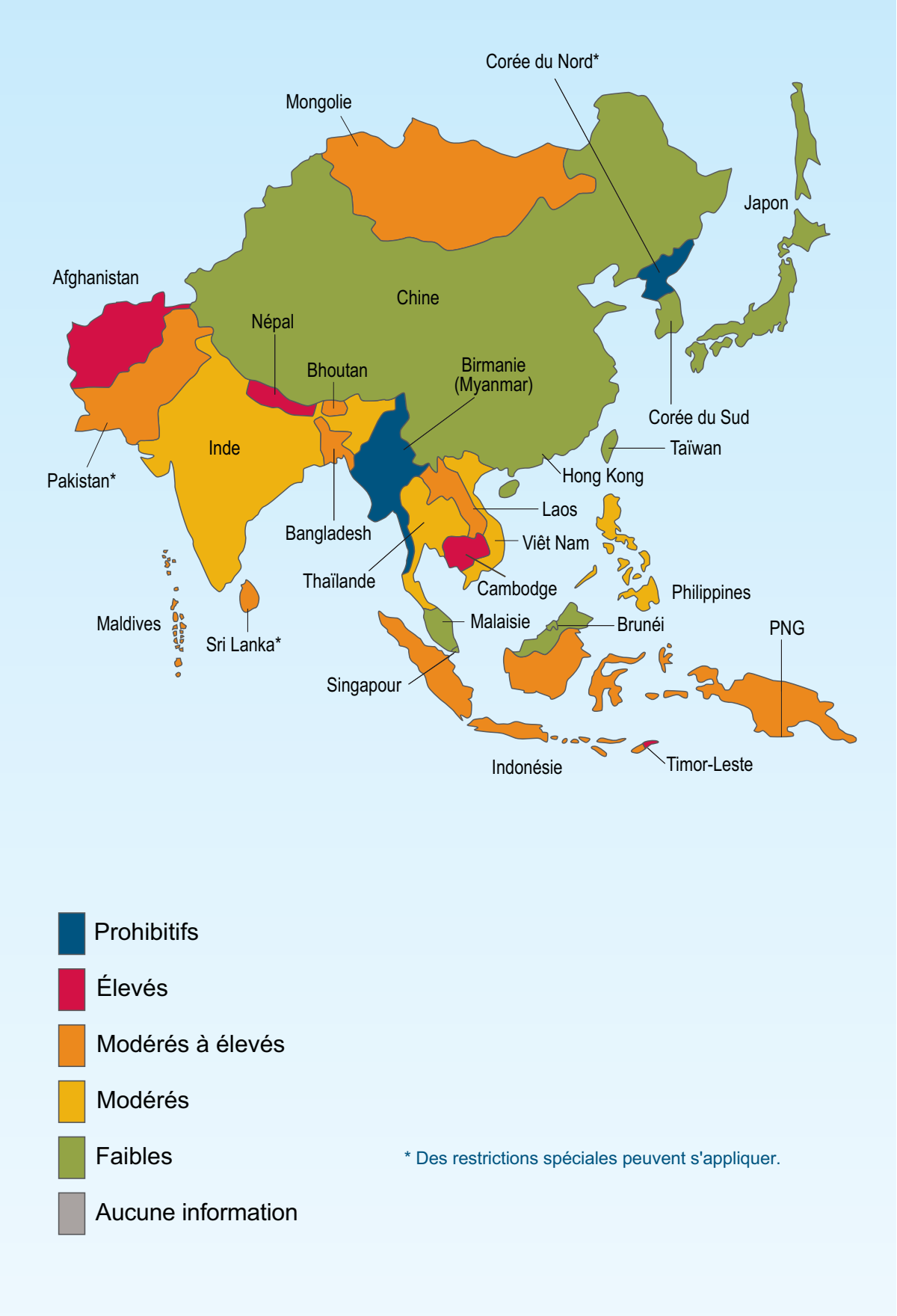
- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Asie-Pacif que

Risques de non-paiement à court terme



* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Europe centrale

Risques de non-paiement à court terme

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Europe occidentale

Risques de non-paiement à court terme

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Ex-URSS

Risques de non-paiement à court terme

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Afrique

Risques de non-paiement à court terme

Prohibitifs

Élevés

Modérés à élevés

Modérés

Faibles

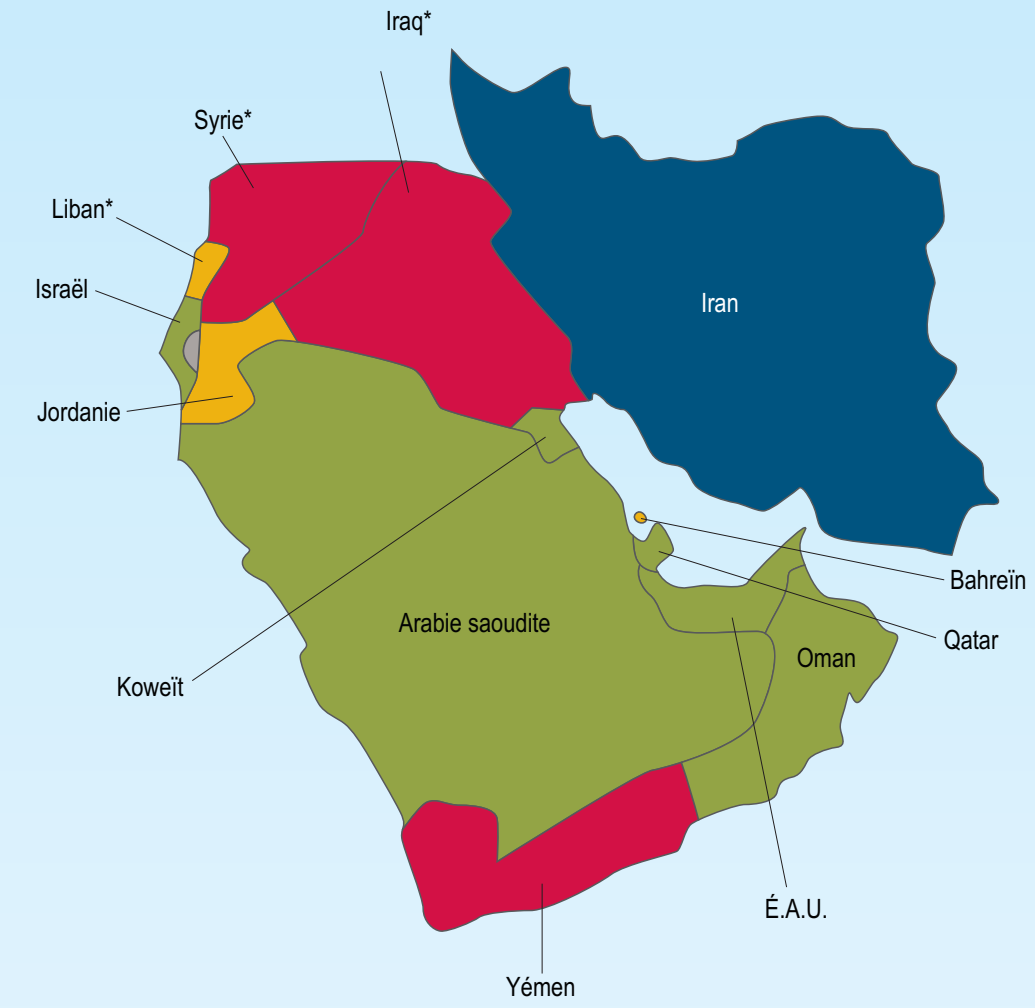
Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Moyen-Orient

Risques de non-paiement à court terme



- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Amérique latine

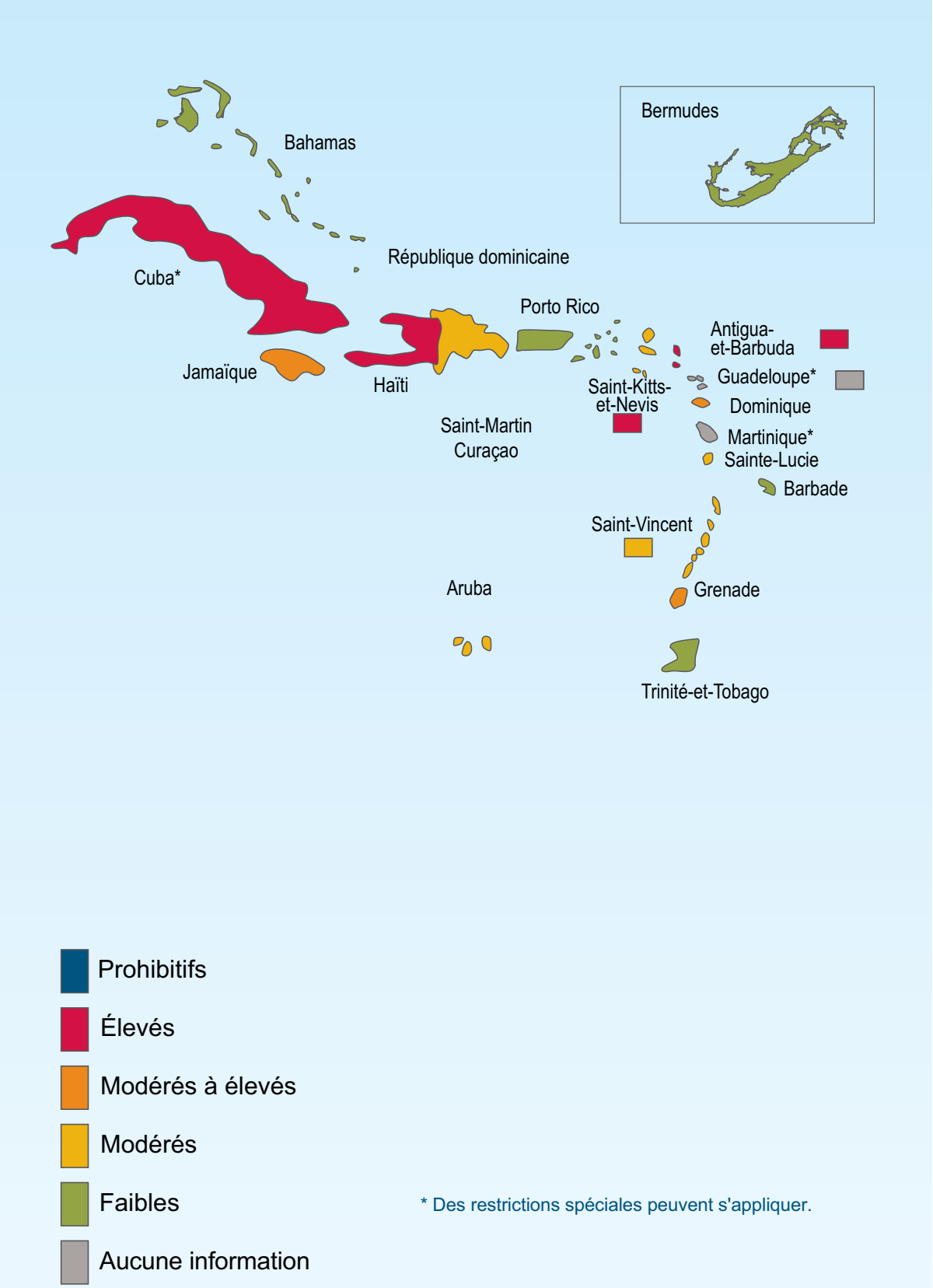
Risques de non-paiement à moyen et à long terme

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antilles

Risques de non-paiement à moyen et à long terme

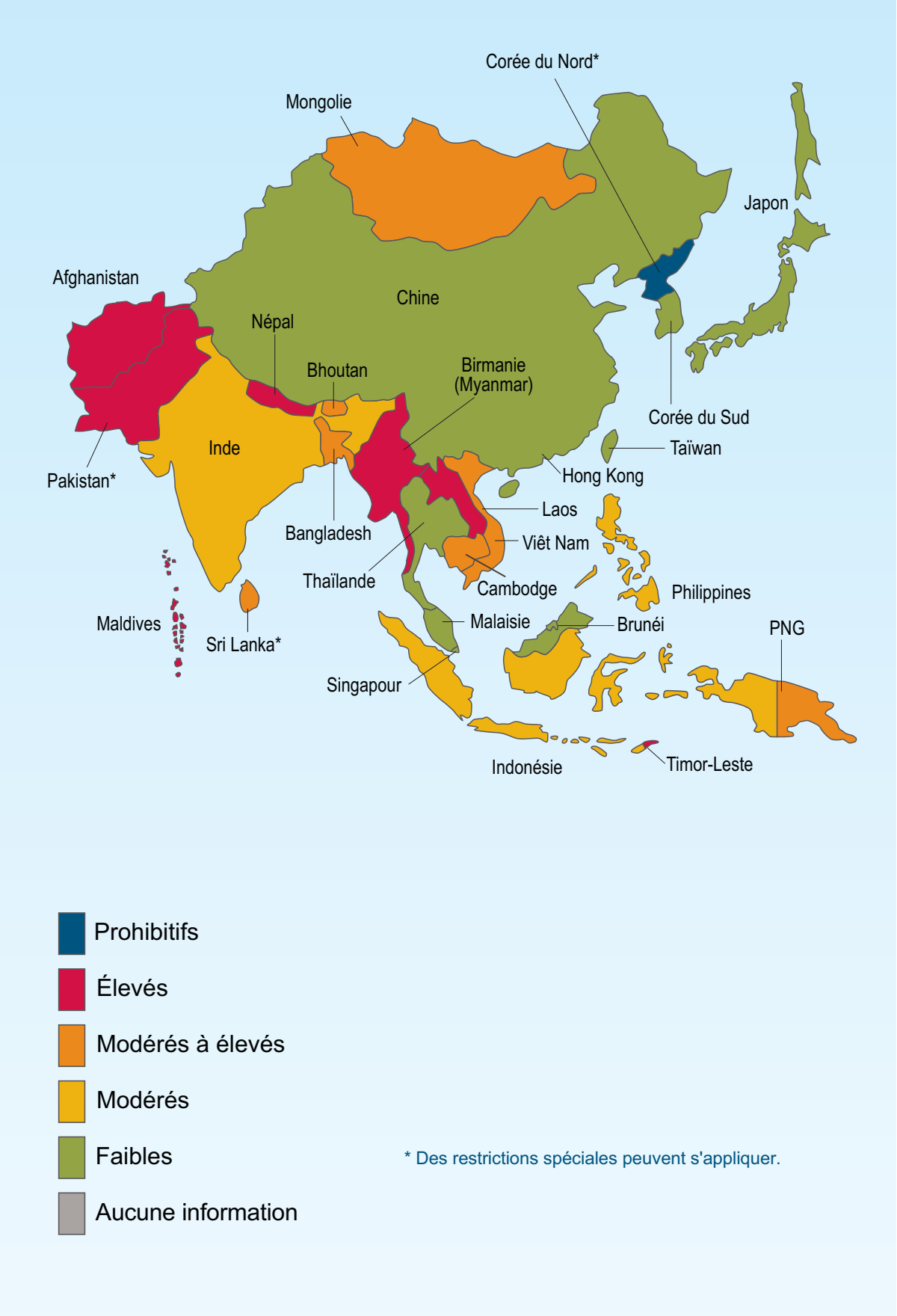


* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Asie-Pacif que

Risques de non-paiement à moyen et à long terme

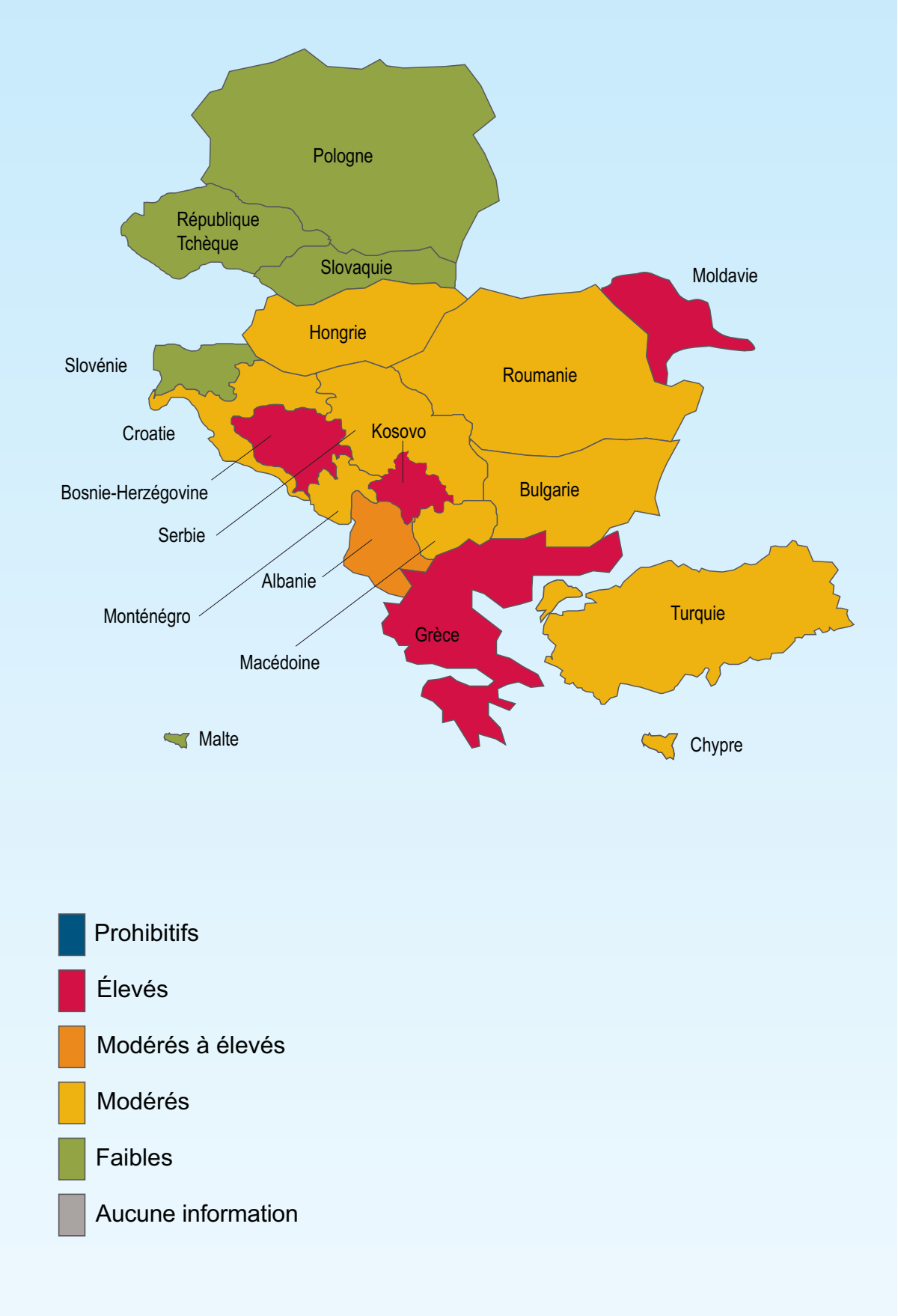


* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Europe centrale

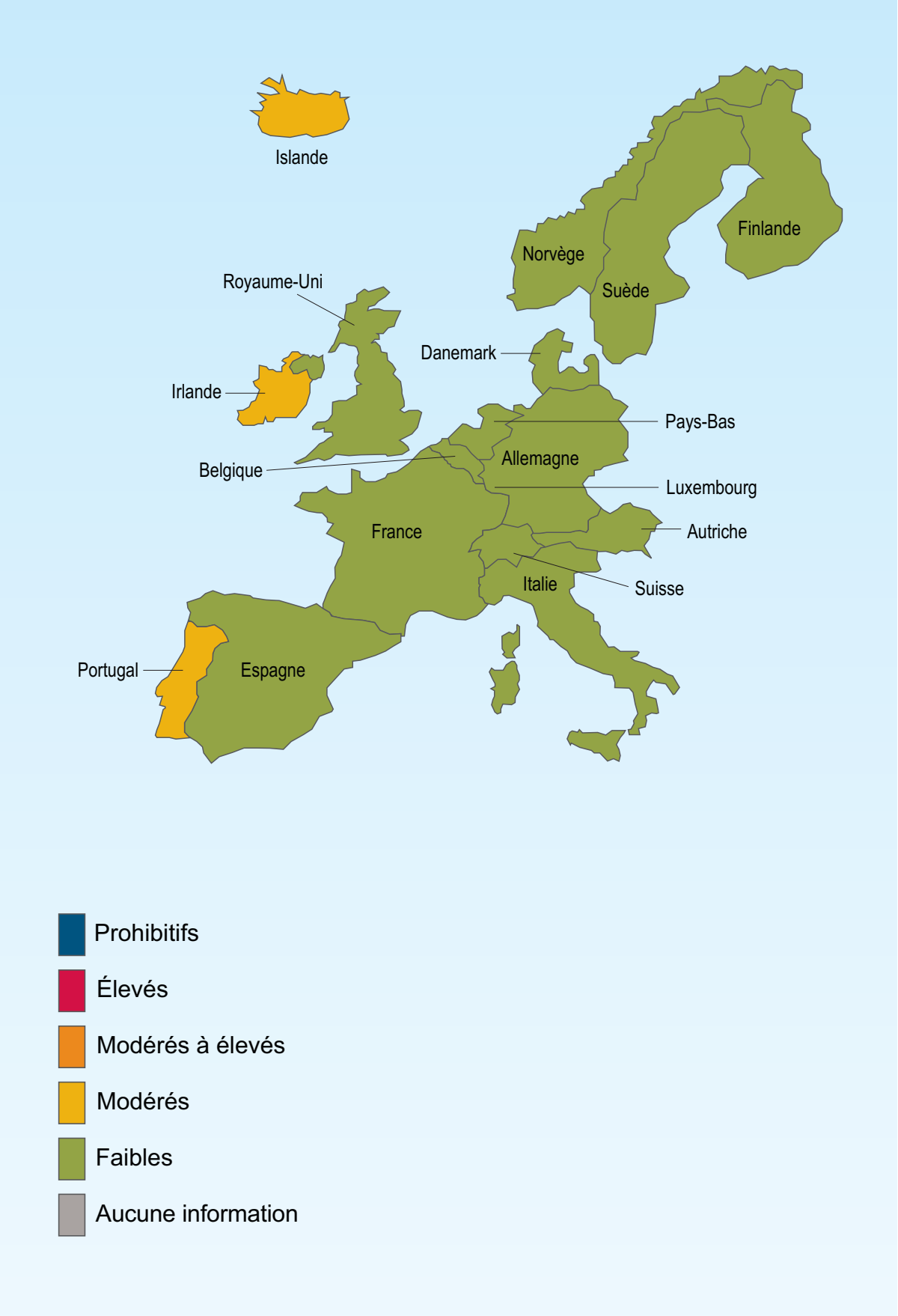
Risques de non-paiement à moyen et à long terme



1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Europe occidentale

Risques de non-paiement à moyen et à long terme



1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Ex-URSS

Risques de non-paiement à moyen et à long terme

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Afrique

Risques de non-paiement à moyen et à long terme

Prohibitifs

Élevés

Modérés à élevés

Modérés

Faibles

Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Moyen-Orient

Risques de non-paiement à moyen et à long terme

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

Autres documents produits par les Services économiques d'EDC

Moniteur des exportations
Il s'agit d'une publication mensuelle qui surveille les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique. Il évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

L'Analyste des produits de base
L'Analyste des produits de base est un rapport hebdomadaire des activités sur les principaux marchés des produits de base. Le rapport offre les perspectives à court terme ainsi que des graphiques et des tableaux qui montrent les tendances les plus récentes.

Suivi des produits de base
Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

Propos de la semaine par Peter G. Hall
Brefs commentaires sur le dossier économique chaud de la semaine

Aperçus économique et politique (prof ls-pays)

Canada - Aperçu du pays
É.-U. - Aperçu du pays
Japon - Aperçu du pays
Zone euro - Aperçu du pays
Brésil - Aperçu du pays
Mexique - Aperçu du pays
Chine - Aperçu du pays
Inde - Aperçu du pays
Russie - Aperçu du pays
Afrique du Sud - Aperçu du pays

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures. Vérifiez la situation actuelle auprès des **Services économiques d'EDC**.

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.
© Exportation et développement Canada, 2012. Tous droits réservés.

Pour la version intégrale des Prévisions à l'exportation — printemps 2012, visitez le

www.edc.ca/gef

edc.ca

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2012. Tous droits réservés.

EDC